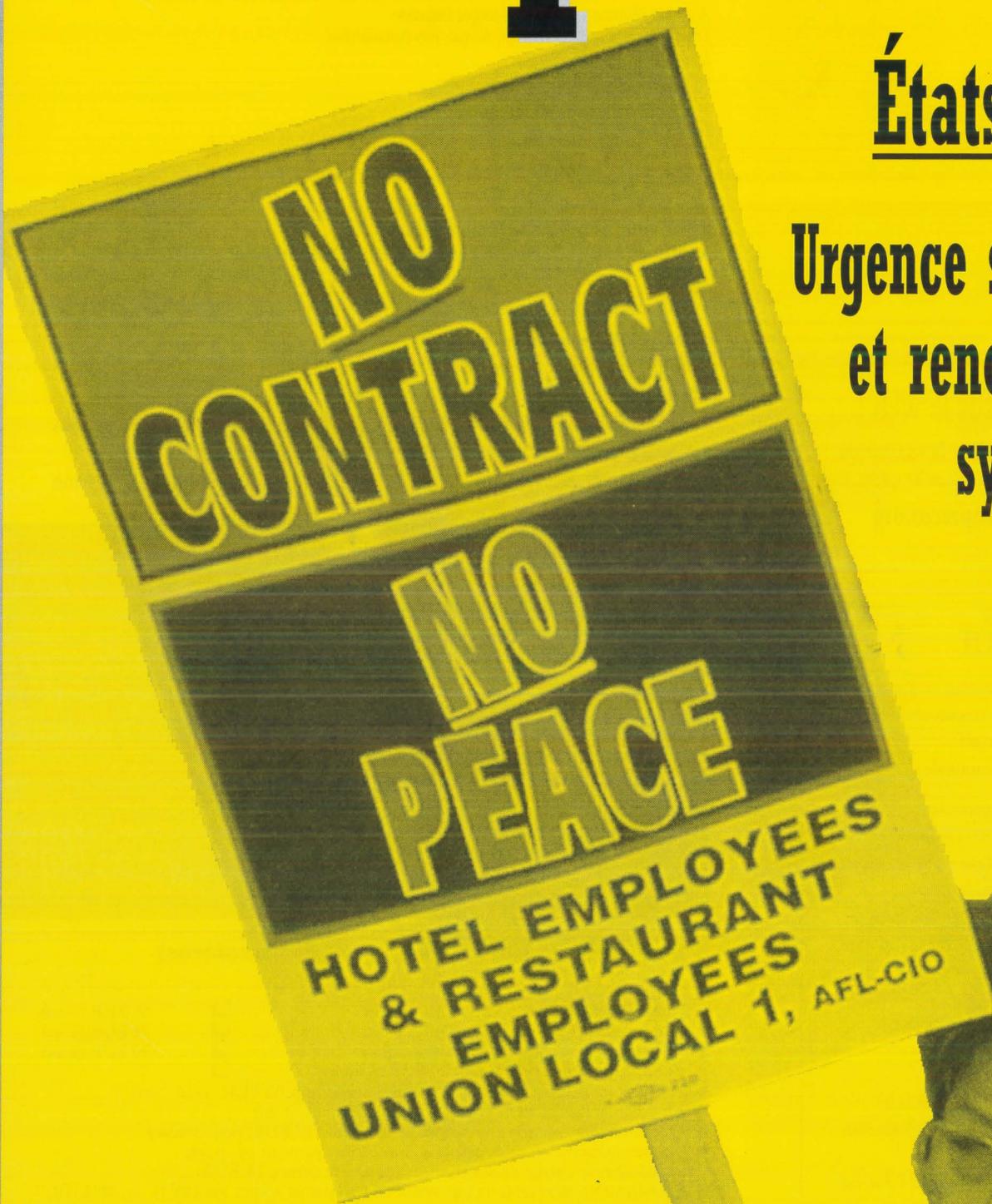


correspondance de presse internationale

inprecor

États-Unis

Urgence sociale
et renouveau
syndical



Italie

Grève victorieuse à la FIAT,
nouvelle phase de luttes ouvrières

juin 2004 - n° 494

Inprecor

Prix : 5,50 € / 8,00 CHF

Italie

Grève victorieuse à la Fiat : Nouvelle phase de luttes ouvrières	Franco Turigliatto	3
Le débat syndical	F.T.	4

Union européenne

La mouvance communiste fonde un « Parti de la gauche européenne »	F. Vercammen	9
---	--------------	---

Notes de lectures (un choix de la Librairie La Brèche)

A quand l'Europe sociale, de Georges Debunne		14
Les droits sociaux dans l'Europe élargie, des Euromarchés		14
La frontière, de Patrick Brard		14
Le couperet, de Donald Westlake		14
Cahiers du Mouvement ouvrier n° 23		14
Dissidences n° 14/15		14
Critique Communiste n° 172		14

États-Unis

La radicalisation ou l'impasse	Luc Marchauciel	15
A gauche du Parti démocrate, la gauche radicale	(réd)	16
Mouvement syndical : Entre l'état d'urgence et les signes du renouveau	Lee Sustar	20

Syrie

« Je sais que je serais de nouveau emprisonné... »	entretien avec Marwan Othman	29
--	------------------------------	----

Souscription permanente

Appel au soutien et liste des souscripteurs	(réd)	30
---	-------	----

Chypre

L'insoluble problème chypriote	Stavros Tombazos	31
--------------------------------	------------------	----

Histoire & PCF

Quand l'Humanité perd la mémoire...	Jean-Michel Krivine	34
-------------------------------------	---------------------	----

Inprecor sur le web !

Vous pouvez consulter *Inprecor* sur son site réalisé par nos camarades québécois :

<http://www.inprecor.org>

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
PECI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

Tél. : 33/0 1 49 28 54 88

Fax : 33/0 1 49 28 54 87

E-mail : inprecor@wanadoo.fr

Directeur de publication, gérant : Jan Malewski.

Rédaction : J. Malewski, J.-M. Krivine
Commission Paritaire n° 59117.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,
93106 Montreuil Cedex, France.

Diffusé dans les librairies par
DIF' POP' SARL, 21^{er} rue Voltaire,
75011 PARIS, France.

Tél. : 01 40 24 21 31,

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

inprecor est en danger !

En avril dernier nous avons tiré la sonnette d'alarme : sans un accroissement rapide du nombre de ses abonné(e)s (au moins 200 de plus) *Inprecor* risquait de... mourir à trente ans. Ce n'était pas un poisson d'avril ! Depuis plusieurs années *Inprecor* ne « boucle » son budget que grâce à la souscription. Mais — les coûts de fabrication et de diffusion augmentant sans cesse — en 2003 il a creusé un déficit et depuis il jongle avec l'endettement...

Nous ne voulons pas augmenter le prix d'*Inprecor* : ce prix est déjà fort élevé au point d'être un obstacle pour certains et *Inprecor* n'est pas à priori destinés aux seuls riches !

Aussi pour augmenter les ressources d'*Inprecor* la seule solution est d'augmenter le nombre d'exemplaires vendus. Et pour ce faire vous seuls, lectrices et lecteurs, pouvez aider *Inprecor*. Ce dernier n'a pas les moyens pour se faire connaître autrement que parce que vous le ferez connaître. Et il n'a d'autre réseau de diffusion que ses lectrices et lecteurs !

Prenez donc un second, un troisième, un quatrième... abonnement pour la diffusion (à prix réduit, voir ci-dessous) et vendez ces exemplaires supplémentaires à vos ami(e)s, collègues de travail, voisins et voisines ! Ce faisant vous garantirez la survie d'*Inprecor* et vous élargirez les connaissances de vos proches. Nous comptons sur votre aide !

Abonnement

(11 numéros)

- France - DOM-TOM - Europe - Afrique 30 EUR (6 mois) 55 EUR (1 an)
- Autres destinations 39 EUR (6 mois) 71 EUR (1 an)
- Pli fermé 48 EUR (6 mois) 90 EUR (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)
- *Lecteurs solidaires* (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)
- ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LA DIFFUSION À PRIX RÉDUIT (1 an, 40 EUR)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

● Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECI", CCP n° 3.900.41 N Paris, France.

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous : prenez un abonnement à prix réduit et vendez cet exemplaire supplémentaire autour de vous !

Grève victorieuse à la Fiat

Nouvelle phase de luttes ouvrières

Par
Franco Turigliatto*

Les travailleuses et les travailleurs de la Fiat à Melfi, dans la région méridionale de Basilicate, ont été les acteurs d'une longue lutte, qui a bloqué l'usine durant 21 jours en avril-mai, obligeant finalement la direction de céder à leurs revendications. Vingt-quatre ans après la défaite dramatique d'octobre 1980, qui changea radicalement les rapports de force sociaux dans le pays, les travailleurs de la Fiat renouent avec la victoire. Si la victoire d'une des usines n'est pas encore une victoire de tous les travailleurs de la Fiat — dont la situation reste précaire — cet événement n'en est pas moins l'expression d'une nouvelle phase de la lutte de classes ouverte au cours de ces derniers mois.

Melfi où le pré vert de l'exploitation

L'usine de Fiat-Sata (Société automobile de technologie avancée) de Melfi a été construite au début des années 1990 — elle a commencé à fonctionner en septembre 1993 — avec des aides publiques de l'État et des collectivités locales (sur les 6 600 milliards de liras investis par Fiat dans les établissements du Sud près de la moitié provenait, à divers titres, des aides publiques). Elle emploie actuellement 5000 salariés, 4000 autres travaillent dans les usines de sous-traitance. Elle produit 1200 voitures par jour. Le site productif de Melfi est une illustration de l'objectif dit du « pré vert » : une usine à la campagne, créée ex-nihilo, avec une classe ouvrière nouvelle, sans expérience et sans tradition syndicale — des jeunes travailleurs qui étaient sensés se mouler parfaitement dans la « logique de l'entreprise ». La lourde défaite subie par les ouvriers de la Fiat et la politique de « concertation » pratiquée par les trois grandes confédérations syndicales en totale subordination aux exigences patronales qui a provoqué des reculs substantiels sur le terrain salarial, normatif, de la flexibilité et de la précarité du travail, semblaient rendre ce projet « faisable ».

Durant dix années, la Fiat a réussi à imposer une exploitation féroce. Les travailleurs de Melfi étaient payés 20 % de moins que les autres salariés de la Fiat. Les cadences de travail imposées étaient inhumaines : 3 équipes sur 6 jours, obligation de travailler de nuit deux semaines de suite avec une seule journée de repos, nommée « *ribattuta* ». La majorité des travailleurs devaient de plus faire de longs et dangereux trajets pour venir à l'usine, parfois même 150 km, car le recrutement a été fait dans toute la région, lourdement touchée par le chômage. L'organisation interne de la fabrique reprenait le despotisme traditionnel de Fiat : au cours de la seule année dernière on a comptabilisé des milliers de sanctions disciplinaires.

La direction de la Fiat avait conditionné la construction de l'usine sur le site à des horaires et normes qui garantiraient l'utilisation maximale des machines. En conséquence l'usine fonctionne jour et nuit sans interruption avec la seule exception du dimanche. Les organisations syndicales acceptèrent également que les engagements se fassent sur des contrats précaires durant de longues années et surtout que l'entreprise puisse recourir à des « *contrats de formation* » qui excluaient automatiquement les travailleurs de plus de 32 ans.

Mais l'élément le plus innovateur du point de vue de l'exploitation des travailleurs a été l'introduction du système Tmc 2 qui a porté l'indice de rendement individuel de la cote 133 à 160. Ainsi, la saturation individuelle moyenne des ouvriers est arrivée à 94,3 %, contre 86 % auparavant.

Il faut en outre considérer que lorsqu'on impose des fermetures techniques, c'est-à-dire en relation aux difficultés du cycle productif, celles-ci sont récupérées avec l'augmentation de la vitesse des lignes. Tout autour il y a les usines sous-traitantes, fonctionnant en parfaite syntonie avec les exigences de la maison-mère, selon le système du « *flux tendu* », et donc avec un système productif encore plus souple et avec des niveaux d'exploitation de la force de travail tout aussi intenses.



Ainsi la Fiat de Melfi est l'usine automobile la plus productive de l'Europe. Beaucoup de jeunes travailleurs, malgré les difficultés économiques et la quasi-impossibilité de trouver un autre travail ne résistent pas à ces rythmes infernaux, pour lesquels le « *turn-over* » a toujours été très haut. Au cours de la lutte ardue des travailleurs Fiat en 2002 contre la énième phase de restructuration qui comportait la perte de dizaines de milliers de postes de travail, une des difficultés effectivement rencontrées a été le manque de mobilisation ouvrière de cet établissement, sur lequel la capacité de chantage de l'entreprise pesait encore très fort.

Une lutte ouvrière exemplaire

Mais après une longue période d'incubation de la souffrance ouvrière, à l'improviste le bouchon a sauté. Les contradictions, le mécontentement et la rage devant ce système bestial d'exploitation ont explosé. La vieille taupe a travaillé au cours des ans. Les travailleuses et les travailleurs ont bloqué l'usine avec leurs collègues des autres entreprises sous-traitantes. Ils ont choisi de rester à l'extérieur des portes pour ne pas devoir résister au chantage et à la pression des

* Franco Turigliatto est membre de la direction du Parti de refondation communiste (PRC), responsable de l'intervention dans les grandes entreprises, et militant du courant Bandiera Rossa, qui regroupe les militants du PRC qui s'identifient à la IV^e Internationale.

Le débat syndical

Il est utile de fournir quelques éléments d'analyse sur la politique des trois grandes organisations syndicales CGIL, CISL et UIL. Après une longue phase de division au cours de laquelle la CGIL avait témoigné une forte opposition politique au gouvernement de centre-droite (sans cependant que cette opposition se traduise réellement par une nouvelle politique syndicale et revendicative de ses fédérations, à la seule exception de la FIOM) alors que les deux autres confédérations ont pratiqué une politique d'accords séparés avec les organisations patronales et de concertation avec le gouvernement Berlusconi, nous assistons aujourd'hui à un rapprochement.

L'objectif des confédérations est de reconquérir une table de concertation et de l'accord avec les patrons. Elles pensent pouvoir la pratiquer grâce au « tournant » de la Confindustria (l'organisation patronale italienne) — qui a élu à la présidence Cordero de Montezemolo, le président de Ferrari et maintenant également celui de la Fiat, marquant ainsi le retour des représentants de la grande industrie au sommet de l'organisation patronale, contrairement à la gestion précédente marquée par la primauté des petites et moyennes entreprises, des nouveaux-riches et des plébéiens.

La Confindustria a pris des distances avec Berlusconi, se préoccupe de la terrible dégradation du système industriel italien qui mène à la casse de ses industries, s'aperçoit que la recherche a été abandonnée, que la compression du coût du travail ne suffit pas pour être compétitif sur le marché, et souhaite un nouveau rapport avec les organisations syndicales. Cependant, ses membres veulent partir de leurs acquis au cours des dix dernières années, y compris les lois du gouverne-

ment de centre-droite...

Les conditions sont donc réunies pour ouvrir une nouvelle discussion sur ce que seront les stratégies syndicales. Par chance en même temps est arrivée la victoire de Melfi, les luttes de la FIOM, les mobilisations dans les transports et chez les salariés publics.

Les Confédérations ne cherchent pas à donner une réponse d'ensemble, unitaire du point de vue du contenu, en mesure de rompre le front de l'adversaire, les projets réactionnaires du gouvernement de droite, et l'agressivité des forces patronales. Oui, la crise économique a affaibli les adversaires, mais elle les poussera encore plus à comprimer la valeur de la force de travail.

La plate-forme pour la grève générale était de ce point de vue très significative. Elle visait à revendiquer une redistribution partielle du revenu à travers le levier fiscal, peut-être de commun accord avec les forces patronales également à la recherche de nouvelles décharges et aides. Le chemin de la FIOM visait par contre la lutte pour une redistribution plus radicale du revenu national à travers l'affrontement avec le patronat, la revendication de fortes augmentations salariales qui auraient même une incidence sur les niveaux de profit des entreprises. D'autre part une nouvelle unité entre les confédérations et une nouvelle saison de concertation avec la Confindustria n'est pas uniquement un objectif, mais — de leur point de vue — une nécessité, un moyen indispensable pour les forces principales du centre-gauche dans leur hypothèse d'alternance au gouvernement Berlusconi. Selon eux tous, on ne combat pas la droite avec une plate-forme et une mobilisation de classe, mais avec une alliance entre centre-gauche, les appareils syndicaux et les forces patronales qui s'éloignent de la

droite. Naturellement tout ceci présuppose que la dynamique du mouvement soit sous contrôle et que la pression d'en bas n'exprime pas toute sa force potentielle. Ceci signifie aussi que les choix de la FIOM ne doivent pas se généraliser, même si les sommets de la CGIL ont été forcés de soutenir les mobilisations de la FIOM, sollicités à le faire par la gauche syndicale interne.

Signification du congrès de la FIOM

C'est dans ce cadre que le congrès de la FIOM prend toute son importance. Cette fédération est aujourd'hui le plus grand syndicat italien sectoriel, malgré la réduction importante des effectifs qui s'est produite surtout dans les grandes entreprises, avec ses 367 000 membres (sur un peu plus d'un million et demi de salariés de ce secteur industriel). Dans plusieurs élections syndicales d'entreprise, la FIOM a connu une croissance.

Dans le congrès, deux options politiques radicalement divergentes s'affrontent sur le rôle du syndicat et sur les politiques à mener :

— D'une partie le document de Nencini. Bien qu'il ne renonce pas à ce qu'a fait la Fédération jusqu'à maintenant, il vise à rétablir une ligne plus modérée en « cohérence » avec celle de la CGIL et donc, sur le plan politique, un autre rapport avec les forces du centre-gauche.

— De l'autre, le texte du groupe dirigeant historique allié avec la gauche interne, qui remet au centre (comme variable indépendante et inaliénable) la recomposition du travail, de son unité. La reconquête du point de vue ouvrier comme élément décisif pour construire des nouveaux rapports de force et pour poser l'objectif d'une modification de la répartition du revenu national plus favorable à la classe ouvrière

et la démocratie comme instrument fondamental de la participation des travailleurs et de la construction de la plate-forme et des luttes. Les contenus des revendications, les formes de l'unité avec les autres syndicats, les perspectives politiques dérivent de cet axe fondamental. En conséquence, même le « gouvernement ami » n'existe plus, chaque gouvernement sera jugé selon ses actions et les choix de la FIOM seront tout à fait autonomes. Si cette ligne est développée jusqu'au bout, elle implique non seulement la rupture avec la concertation, mais aussi la remise en cause de la politique élaborée lors de la tristement célèbre assemblée de l'Exposition universelle de Rome, en 1978, lorsque fut décidé que le salaire devait dépendre des exigences de l'entreprise, c'est-à-dire du profit. Nous savons quelle pente fut alors prise, qui deviendra une course accélérée vers le bas avec les accords de 1992 sur l'abolition de l'échelle mobile et de 1993 sur la concertation.

La réussite du congrès de la FIOM peut être mesurée par le niveau de participation de la base à la préparation du congrès — environ 220 000 travailleurs et travailleurs y ont pris part — et par le succès du document de gauche qui a obtenu près de 85 % des voix. Mais cette réussite peut aussi être appréciée par le succès des travailleurs à Melfi et de Fincantieri.

Si la FIOM réussit à défendre et à relancer le contrat national, en s'en prenant au travail précaire et en parvenant à reconquérir la part du salaire, il sera plus facile d'avoir un impact sur les dynamiques du débat interne de la CGIL. Nous sommes en train de faire les premiers pas d'un processus de recomposition syndicale et de reconstruction d'un nouveau mouvement ouvrier.

F T

chefs par des grèves internes. Ils ont décidé d'aller outre, et de redécouvrir les formes de lutte les plus dures, les assemblées et la participation démocratique. La Fiom (1) est resté à leurs côtés tout au long, avec toute la gauche syndicale de la Cgil. Les ouvriers de Melfi ont demandé la parité salariale avec les autres établissements de la Fiat, la modification du système d'équipes, la fin du régime policier et l'annulation des sanctions.

La Fiat a cru pouvoir briser cette lutte. L'entreprise avait déjà réussi à construire une cage d'exploitation féroce, de division des travailleurs, de répression, de chantage non seulement à l'égard des salariés, mais de l'ensemble des populations et régions laissées en marge du développement économique et industriel du pays. Fiat a cru pouvoir exorciser le mouvement des travailleurs et a perdu.

La lutte est partie d'un événement précis. Une entreprise sous-traitante était en grève, les pièces n'arrivaient pas et l'entreprise a appelé les représentants syndicaux pour leur faire signer leur accord avec la mise à pied sans traitement des travailleurs. Ce genre d'événements est déjà arrivé d'autres fois. Un atelier faisait grève et les travailleurs en aval étaient renvoyés chez eux pour jouer les uns contre les autres. Cette fois le représentant de la Fim a signé, celui de la Fiom non ; or le scénario était changé ; lorsque les délégués sont sortis du bureau de la direction et se sont trouvés devant les travailleurs, ceux-ci leur ont dit : « Cette fois, ça suffit. Cette fois on ne baissera pas la tête ! Nous allons tous bloquer les portes ! ». Et ainsi, pendant 21 jours les travailleurs de la Sata et de toutes les usines sous-traitantes ont tenu en échec un patron qui a cherché par tous les moyens à faire échouer leur lutte.

D'abord il a simplement refusé d'ouvrir la négociation.

Ensuite, il a cherché à les diviser par une manifestation bidon des travailleurs « qui voulaient travailler » avec le maire réactionnaire de Melfi en tête : un flop authentique, une centaine de personnes, surtout les chefs et quelques notables locaux vendus. Puis il a

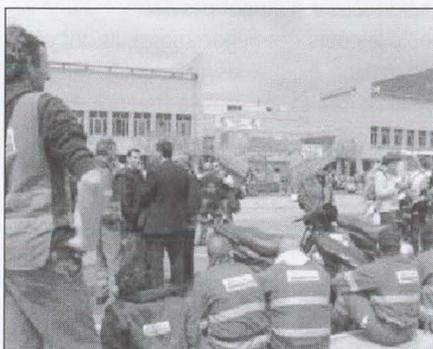


fait semblant d'ouvrir la négociation en convoquant les syndicats et en leur demandant de signer un document qui condamnait la lutte des travailleurs. La Fim et l'Uilm l'ont signé tandis que la Fiom s'y refusait en abandonnant la négociation. À ce point le patron s'en est remis au gouvernement — qui dès le départ n'a même tenté la fiction de médiation en se rangeant ventre à terre du côté de la Fiat — pour tenter de casser la lutte ouvrière et de disperser les piquets par des charges de la police, par un matin froid et pluvieux. Les travailleurs résistaient unis et ils n'abandonnèrent pas les portes. Alors la magistrature est intervenue avec des injonctions à la Fiom et aux délégués de lever les piquets. En même temps la Fiat s'est déclarée disposée à rouvrir la négociation. L'attente était grande. Comment manœuvrer et agir dans une situation aussi complexe. Une grande assemblée était convoquée devant la Sata pour décider comment poursuivre. Les plus hauts dirigeants de la Fiom se sont présentés à l'assemblée avec la proposition de changement de la forme de lutte, tout en disant que si les travailleurs décidaient de continuer à bloquer les grilles et des marchandises, ils suivraient leur choix et affronteraient avec eux les conséquences répressives préparées par la magistrature et le gouvernement. L'assemblée a été un exercice extraordinaire de démocratie ouvrière qui a étonné tout le monde. Après des heures de discussions dramatiques — où s'exprimait la crainte des travailleurs que, s'ils retournaient dans l'usine, les chefs pour-

raient exercer un plus fort chantage — la décision de lever le blocage, tout en poursuivant une grève tournante de 8 heures par équipe, était prise à l'unanimité ; les assemblées de travailleurs des différentes équipes ont confirmé cette grève tournante illimitée. Les portes étaient libres, les briseurs de grève pouvaient entrer... mais seulement une centaine de travailleurs ont traversé le seuil des grilles dans les jours suivants et l'entreprise n'a pas pu reprendre la production.

L'unité des travailleurs avait résisté et vaincu, mais aussi l'unité de la population de la région qui s'était rangée de leur côté, leurs fils et filles. Le sentiment dans les villes et villages où ils habitaient était effectivement de solidarité totale, et de dissuasion envers ceux qui auraient voulu reprendre le travail en divisant la lutte. Une grande manifestation à Rome devant le siège de la Fiat, avec la participation de délégations de tous les établissements de la Fiat, a confirmé la combativité des ouvriers de Melfi. La Fim a encore semé une diversion provocatrice pour retarder le règlement du conflit, mais à la fin, devant une perte productive de 40 000 voitures, la Fiat a dû céder.

Un système productif conçu sous une forme ultrarigide, sans souplesse, complètement axé sur la réduction des coûts et la maximisation des profits, mais qui laisse peu de marges de manœuvre, entre en crise lorsque la lutte ouvrière refait surface. Le flux tendu est un système d'exploitation féroce, mais ce n'est pas une machine parfaite si les travailleurs luttent unis.



1. Le mouvement syndical italien est divisé en trois confédérations historiques :

— La Cgil (Confédération générale italienne du travail), la plus importante avec plus de 5 millions d'inscrits (dont 50 % seulement sont encore des salariés actifs), liée à la tradition communiste italienne, dirigée aujourd'hui par un regroupement de forces considérées comme étant à la gauche des Démocrates de gauche, mais très minoritaires dans ce parti. Une tendance de gauche existe en son sein, nommée

« Changer d'orientation », qui réunit environ 20 % des membres. Sa Fédération de la métallurgie — la Fiom — principal syndicat dans la branche, apparaît de fait comme une aile gauche de la Cgil ; — La Cisl (Confédération italienne des syndicats travailleurs), seconde en nombre (elle revendique plus de 3 millions d'inscrits, dont la moitié sont des retraités) a adoptée des positions de plus en plus modérées et une orientation néo-corporatiste (favorable aux accords patronat-gouvernement-syndicats). La Fim

est sa fédération dans la métallurgie ;

— L'Uil (Union italienne du travail) revendique plus d'un million de membres. Son orientation est semblable à celle de la Cisl. L'Uilm constitue sa fédération de la métallurgie.

En dehors des trois confédérations il faut mentionner l'existence de nouveaux syndicats, structurés par des comités de base, notamment le Sin Cobas.

L'accord obtenu est une réponse positive aux demandes avancées. Il oblige l'entreprise à modifier les équipes, en dépassant l'obligation de travailler de nuit durant deux semaines successives avec une seule journée de repos — la tristement célèbre « *ribattuta* », il impose la parité salariale, bien qu'étalée sur trois tranches, et une révision des mesures disciplinaires. Le sentiment de victoire a été très fort ; les travailleurs ont montré un grand enthousiasme dans les assemblées qui ont discuté de l'accord ; au cours de celles-ci, ils ont hué les représentants syndicaux qui avaient cherché à faire obstacle à la lutte et à la diviser.

Le référendum qui s'est déroulé après les assemblées a confirmé l'avis positif des travailleurs, par la très forte participation au vote, et la grande majorité en faveur du oui. Mais le fait qu'une minorité significative ait voté contre témoigne du degré de participation à cette lutte décisive.

La plupart des travailleurs italiens et même l'opinion publique ont soutenu cette lutte. Ainsi, elle sera un grand stimulant pour la reprise du chemin de la mobilisation. Finalement on a obtenu une victoire sur une plate-forme positive. La lutte paie de nouveau.

Les luttes des dernières années

Justement il y a une modification substantielle de la dynamique et de la nature des luttes sociales. Les luttes des dernières années avaient en grande partie un caractère défensif, même si leur ampleur, à partir de la grande manifestation de la CGIL de 2002, avait été souvent exceptionnelle. Sur le plan des résultats, les objectifs obtenus étaient modestes : par exemple nous avons réussi à endiguer les atteintes à l'article 18 du Statut des travailleurs — qui interdit le licenciement injustifié — mais non pas à bloquer le lancement de la tristement célèbre loi 30, qui précarise les rapports de travail et transforme carrément la force de travail en marchandise. Cette loi, à travers les nouvelles formes de la précarité, contourne les protections de l'art. 18 et tend à individualiser le contrat de travail. De ce point de vue, les luttes n'ont pas été en mesure de stopper l'offensive du patronat et du gouvernement. Et ces luttes ont trop souvent pris la forme de manifestations ponctuelles au cours desquelles la résolution des problèmes était déléguée aux organisations syndicales et notamment à la CGIL, avec une certaine difficulté à transférer le conflit de la vie quotidienne vers les lieux de travail. Toutefois elles ont été déterminantes pour modifier le climat social dans son ensemble, de concours avec la croissan-

ce du mouvement contre la mondialisation capitaliste, créant ainsi les conditions pour dépasser la passivité et le sentiment de défaite dans le mouvement ouvrier.

Il faut en outre rappeler que la mobilisation contre la guerre et pour le retrait des troupes est resté très forte dans notre pays. Ainsi, dans la manifestation du 20 mars il était assez palpable que si l'élément commun déterminant et unificateur était le thème de la paix, les participants, toutefois, travailleuses et travailleurs, jeunes et femmes, précaires, enseignants et étudiants, prenaient part à une mobilisation porteuse également de revendications propres, sociales et de travail, pour ne pas parler de l'aversion toujours plus forte, pour ne pas dire de



la haine, à l'égard du gouvernement et de Berlusconi qui n'ont cessé une seule minute de multiplier les atteintes aux droits des travailleurs.

Ces mobilisations ont ainsi beaucoup contribué à créer des conditions meilleures pour la réorganisation de plusieurs secteurs des salariés et pour une réorganisation syndicale. De ce point de vue, la FIOM a joué un rôle central par son refus de signer deux accords léonins avec la Federmeccanica (l'Association patronale des entrepreneurs métallurgistes), pourtant avalisés par deux autres organisations syndicales (FIM et UILM), laissant ainsi ouverte la lutte pour défendre le contrat national de travail. La FIOM a également proposé enfin le dépassement de la politique de concertation, cette forme particulièrement subalterne de collaboration de classe qui est à la base des défaites des années 1990. Enfin, la FIOM a réintroduit la pleine participation et la démocratie ouvrière dans le fonctionnement du syndicat et dans les luttes, en défendant le principe que chaque plate-forme de lutte et tout accord syndical ne peuvent être valides sans un vote des travailleurs et travailleuses intéressés. Grâce à ce rapport démocratique, nous avons réussi à résister tant à l'offensive patronale qu'à l'isolement, où non seulement des organisations de la CISL et de l'UIL, mais même la CGIL nous ont laissés. Car en

ce qui concerne la CGIL, elle a été davantage marquée par une opposition « *politique* » au gouvernement Berlusconi, que par un réel changement des politiques contractuelles syndicales.

Une nouvelle phase de luttes

Au cours des derniers mois nous avons ainsi assisté à une série de luttes de la base, très dures, qui ont découvert ou redécouvert des formes de luttes très incisives, à outrance, avec le blocage total des activités productives et des services. Des luttes qu'on ne peut plus qualifier de seulement défensives, mais qui ont su beaucoup plus que par le passé unir l'élément de défense contre les attaques portées par l'adversaire avec des objectifs porteurs des besoins des salariés en matière de salaires et conditions de travail.

Les mobilisations des sidérurgistes à Gênes et surtout à Terni ont été très importantes (à Terni, l'usine a été bloquée 15 jours, avec une participation extraordinaire de toute la population) et ont obligé le propriétaire — le groupe allemand Thyssen-Krupp — à faire marche arrière. Là encore, cette lutte a été déclenchée par la réaction des travailleurs

aux négociations qui se déroulaient dans l'hôtel le plus luxueux de la ville et qui risquaient de se terminer par un accord à la baisse. Mais les ouvriers se sont présentés en masse à la négociation, ont renversé des vitrines et des gardes du corps et obligé les dirigeants de Krupp à une fuite précipitée par les sorties de secours. Le blocage total des portes de l'usine a suivi, durant plus de deux semaines. Ici encore, une forte capacité de frapper économiquement l'entreprise et de reconstruire une nouvelle hégémonie ouvrière dans la région a été démontrée. Encore une fois, les jeunes ouvriers étaient aux avant-postes : ceux qui avaient cru pouvoir accéder enfin après des années à un contrat de travail stable et qui se sont vus devant un autre recul.

La mobilisation des cheminots a été également très forte. Avec les dites « *grèves sauvages* » (après que de nombreuses grèves « *normales* » n'eurent pas déplacé d'une virgule le cours des négociations), ils ont complètement bloqué les principales villes, de Milan à Naples, de Rome à Florence. Ils n'ont pas réussi à obtenir ce qu'ils demandaient à cause d'un accord à la baisse signé par les trois organisations syndicales. Par contre, ils ont provoqué un changement des rapports de force dans la catégorie et obligé les organisations syndicales à redéfinir immédiatement une plate-forme de revendications en

vue du contrat en échéance.

La lutte de Scanzano en Basilicate était tout aussi importante. Le gouvernement voulait y installer un dépotoir de scories extrêmement dangereuses ; une véritable insurrection populaire a éclaté, avec un blocage complet des routes qui a duré plusieurs semaines et a obligé le gouvernement à reculer. Événement assez semblable dans une petite ville près de Melfi ; une expérience importante pour les mêmes travailleurs qui sont devenus peu après les protagonistes de la lutte à la Fiat.

On a pu voir ensuite la mobilisation ardue des travailleuses et des travailleurs de l'Alitalia, face à une dramatique crise de l'entreprise et à un plan du gouvernement qui prévoyait sa faillite pour la dépecer et en vendre les parties désirables, avec des retombées très graves pour l'emploi, qui ont réussi pour l'instant à bloquer ce projet. Cependant, la partie reste ouverte bien que très incertaine du point de vue de son issue finale.

La grève générale des syndicats le 26 mars pour défendre ce qui reste du système de sécurité sociale a vu une grande participation, de loin supérieure aux prévisions, tant à la grève qu'aux manifestations de rue. De même, la journée du premier mai à Milan a rallié environ 50 000 travailleurs précaires et jeunes, un signe de début de luttes même dans les secteurs les plus faibles et sans expérience de combat.

On peut également rappeler la grève générale du secteur public (trois millions de travailleuses et travailleurs), un grand succès avec d'importantes manifestations, dans la foulée des mobilisations tout aussi importantes du milieu scolaire contre la contre-réforme réactionnaire de la ministre Moratti.

Enfin, il faut rappeler une lutte très dure et non moins exemplaire que celle de Melfi qui a duré environ 10 mois, celle des travailleurs de Fincantieri. Fincantieri est un groupe public de construction navale avec des établissements dans les principaux ports italiens, de Monfalcone à Sestri, Rivage Trigoso et La Spezia en Ligurie, d'Ancône à Palerme, de Port Marghera (Venise) à Naples. Au cours des dernières années, malgré les fortes restructurations et les compressions importantes des effectifs, les travailleurs avaient réussi à imposer le maintien de tous ces chantiers, pour un emploi global qui se situe aujourd'hui entre 9 000 et 10 000 travailleurs. C'est dans ce contexte qu'il faut situer la lutte que ces travailleuses et travailleurs ont menée pendant plusieurs mois. Fincantieri est l'unique grand groupe industriel où la FIOM ait réussi à obtenir tout de suite des négociations pré-



contractuelles (2). Les travailleurs ont en effet approuvé la plate-forme du projet de convention dès le mois de juin 2003 avec une participation au vote qui a frisé les 60 % (4505 salariés) des participants, en exprimant un soutien massif (86,63 %).

Au cours des mois suivants, différents moments d'initiative et de lutte syndicale ont eu lieu. L'adhésion des travailleurs aux propositions de la FIOM s'est confirmée plus encore dans la définition de la plate-forme et dans le contrat complémentaire arrivé à échéance entre-temps. L'initiative de cette fédération syndicale s'est ainsi développée en tenant ensemble les deux niveaux, celui du projet de la convention et des négociations complémentaire, en arrivant en janvier à bloquer le lancement d'un gros paquebot de croisière — le *Caribbean Princess* — et en imposant à l'entreprise de discuter de toutes les plates-formes présentées et à renoncer aux accords séparés.

L'affrontement s'est poursuivi dans les mois suivants avec une succession de grèves — parfois très dures, environ 70 heures de grève au total — jusqu'à la mi-mai lorsque les négociations semblaient sur le point de se terminer avec un résultat positif tant sur les contenus du projet d'entente que du contrat d'entreprise. Coup de théâtre lorsque les représentants de l'UILM suivis de la FIM se sont opposés aux clauses sur les contenus du projet de convention, en donnant ainsi le prétexte à l'entreprise pour suspendre les négociations. Mais sous l'effet de la lutte de Melfi les travailleurs sont passés à la lutte à outrance en bloquant tous les chantiers, en empêchant à Marghera le lancement d'un paquebot et en occupant les bureaux de la direction à Gênes. Après une semaine de grèves, Fincantieri a cédé, les syndicats modérés se sont pliés. On a signé un contrat qui prévoit le non-recours à la loi

30, la réduction de la précarité et le dépassement des différences de régimes entre les nouveaux salariés et les travailleurs à temps indéterminé, de nouvelles règles pour les salariés des fournisseurs, de nouvelles mesures de sécurité et 130 euros par mois en moyenne d'augmentation.

Gouvernement et patronat encore à l'offensive

Il serait toutefois erroné de conclure que la situation italienne a connu un renversement global des rapports de force. On sort du point le plus bas dans lequel le mouvement ouvrier était tombé, mais quelques rayons de soleil ne font pas une journée sereine. Des possibilités s'ouvrent, mais dans une situation qui pour l'ensemble de la classe ouvrière reste difficile. Par exemple la plupart des contrats nationaux ont été conclus avec des accords très négatifs tant sur le plan salarial que sur celui de la précarisation des emplois, signés par toutes les organisations syndicales, y compris les représentants de la CGIL.

Les premières victoires partielles restent à consolider, à élargir ; il manque encore une stratégie globale pour faire face aux axes de

2. Les négociations pré-contractuelles ont été initiées par la FIOM après qu'au printemps 2003 les autres deux organisations syndicales — FIM et UILM — aient signé un contrat national très négatif du point de vue salarial et normatif. La FIOM ne l'avait pas signé et pour tenir les négociations ouvertes a organisé des négociations usine par usine pour reconquérir le contenu de sa plate-forme votée par les travailleurs et pour imposer par ce biais la pleine récupération du contrat national. Aujourd'hui, il y a 2 200 négociations pré-contractuelles ouvertes qui touchent environ 600 000 salariés. Environ 500 négociations pré-contractuelles ont eu une conclusion positive — elles concernent 130 000 travailleurs et garantissent des augmentations salariales et des clauses normatives contre le travail précaire.

Italie

l'offensive gouvernementale et patronale tout azimut, depuis les retraites jusqu'à l'ensemble de l'État social, des règlements de la loi 30 à la baisse de salaires qui entraîne dans la misère des secteurs toujours plus vastes de la population avec des retombés dramatiques sur la cohésion sociale et politique de la classe ouvrière, déjà mise à l'épreuve par 15 ans de politiques libérales.

Sont également présents d'autres éléments de difficultés produits par la récession économique elle-même, la crise que connaissent des secteurs décisifs de l'industrie italienne depuis Fiat jusqu'à l'Alenia, de la Siderurgia au Parmalat pour arriver à la débâcle de l'Alitalia. Nous sommes devant une nouvelle et violente offensive contre l'emploi sans que jusqu'à présent soit apparue une réponse d'ensemble à cette nouvelle phase des restructurations capitalistes sollicitées plus que jamais par la concurrence internationale forcenée. Emplois, salaires, État social... la classe ouvrière continue à encaisser l'offensive et jusqu'à présent les Confédérations syndicales n'y ont pas apporté une réponse globale et unitaire.

La crise de la Fiat

Partons de la Fiat. La situation de la Fiat auto reste très grave. La mort d'Umberto Agnelli, président du groupe et dernier représentant de la dynastie, crée un autre élément d'incertitude et laisse la voie ouverte à un rôle plus grand des banques créancières. En septembre 2005, à l'échéance du prêt, celles-ci pourraient devenir propriétaires d'environ 30 % du capital de la Fiat. La famille Agnelli contrôle aujourd'hui 30 % du capital. Les nouveaux modèles ont permis une croissance des ventes et de parts de marché très modeste en Europe et en Italie, un niveau à peine supérieur à 2002, la pire année de la Fiat. Les rapports avec le partenaire américain, General Motors, ont continué à se détériorer. En effet, le siège de Detroit n'a pas investi un sou pour recapitaliser la Fiat et renie les clauses d'achat de la Fiat signées en 2000 en attendant, comme un vautour, la crise finale de la maison italienne, pour s'emparer, s'il le considérera opportun, des parties intéressantes. C'est dans ce cadre que se pérennise la mort lente, mais pas pour autant inexorable, de l'établissement de Mirafiori, à Turin. Cet établissement est en tête du procès productif, s'il disparaît, il n'y aura pas de futur pour Fiat auto comme producteur indépendant ; les autres établissements n'auraient un avenir qu'en tant qu'usines d'assemblage, à vendre au plus offrant ; les retombées en ce qui concerne les emplois directs et ceux des

sous-traitants seraient très graves.

Mirafiori est un géant blessé — en deux ans seulement il a perdu la moitié de ses effectifs ; il n'y a plus que 16 000 travailleurs — mais il reste la plus grande concentration industrielle et ouvrière de notre pays, un site pour lequel la direction Fiat ne voit pas d'avenir, comme ce fut le cas pour l'installation d'Arese à Milan. C'est une unité où la production baisse de mois en mois, avec des milliers de travailleurs à la « *cassa integrazione* » (caisse de chômage). L'objectif évident de la Fiat est de rendre économiquement inutile la grande agglomération.

Au cours des derniers mois les travailleurs de Mirafiori ont déclenché de nombreuses grèves face à la tentative de la Fiat d'introduire le système d'exploitation de



Melfi, le tristement célèbre Tmc 2, en ayant recours en même temps à la « *cassa integrazione* », une tentative effrontée et provocatrice de presser le citron jusqu'au bout, avant de le jeter définitivement au rebut.

Le jeu de la plus grande entreprise du pays arrive aujourd'hui à son point décisif. C'est l'expression et le symbole de la crise industrielle et économique globale du pays, le paradigme de la faillite d'une classe capitaliste qui a cru vaincre en vainquant la classe ouvrière, qui, certes, a emporté des victoires contre les travailleurs mais sans réussir à les faire plier définitivement, et qui a de

façon criante perdu sur le terrain de sa lutte à elle, la concurrence capitaliste internationale.

La propriété Fiat est une entrave, la nationalisation s'impose

Aujourd'hui la propriété Fiat est une entrave insurmontable pour l'avenir de l'entreprise ; la Fiat ne veut ni ne peut relancer une situation qu'elle a laissée se dégrader trop et n'a même plus les ressources nécessaires pour renverser la pente. Pour la faire vivre, sauver tous les établissements, pour l'avenir des entreprises de sous-traitance, il faut emprunter une autre voie : sans intervention publique on ne peut pas redresser l'industrie automobile en Italie. Seule la nationalisation de la Fiat peut libérer les ressources nécessaires pour la relance globale, un avenir productif qui maintiendra l'emploi dans tout le secteur, les besoins de la société et du pays, des entreprises sous-traitantes. En soi, la lutte de Melfi ne résoudra pas les problèmes globaux des travailleurs Fiat, par contre, elle crée des conditions positives pour la relance d'un sommet général sur la Fiat afin de défendre tous les sites productifs, l'emploi et les conditions de travail. La grande journée de mobilisation qui se déroulera le 10 juin à Turin sera un banc d'essai.

Élargir les brèches, construire un sommet général

Aujourd'hui il faut travailler pour favoriser toutes les formes de mobilisation, pour élargir autant que possible toutes les brèches qui se sont ouvertes, pour multiplier les terrains de lutte.

En même temps il est assez clair que la convergence et l'unité de ces différentes mobilisations est nécessaire. Il faut une plate-forme d'unité des luttes pour l'emploi, pour le salaire, contre la précarité et la loi 30, pour la défense de l'État social (retraites, école, santé). Une plate-forme où chaque secteur potentiellement disponible trouve une référence, un point d'appui, la condition pour une vaste et durable unité capable de résister à l'affrontement articulé et à long terme.

C'est ce qui est en jeu ici. Et il faudra s'adresser aux Confédérations syndicales, construire les différentes gauches syndicales, internes à la CGIL, et des syndicats de base. Les luttes des derniers mois rendent possible ce pas en avant de la mobilisation des travailleurs. ■

La mouvance communiste fonde un « Parti de la gauche européenne »

Par
François Vercammen*

Quinze partis de la mouvance communiste de onze pays ont tenu un congrès à Rome, les 8-9 mai 2004, pour fonder le Parti de la Gauche Européenne (ELP — European Left Party). Le Parti de la refondation communiste (PRC, appelé aussi Rifondazione), qui invitait et organisait, avait donné à cette assemblée une belle mise en scène qui devait symboliser l'espoir et la bonne entente. La tentative d'incorporer des partis de la gauche radicale a échoué. La vingtaine de partis communistes et progressistes invités — hors de l'ELP ou de l'Union européenne — donnait la touche internationaliste et mettait en valeur les liens internationaux de la nouvelle formation politique européenne. Dans l'ensemble pourtant, le profil de l'ELP reste celui du monde communiste et de ses multiples différenciations.

Le Congrès a réalisé ses trois objectifs : adopter des statuts (avec trois abstentions et onze voix contre) ; voter le Manifeste (à l'unanimité moins quatre abstentions) ; adopter une première liste de partis qui officiellement constitueront l'ELP, suffisante pour obtenir sa reconnaissance par l'Union européenne (1).

Après cela, l'ELP se trouve devant la réalité de la nouvelle formation, ses contradictions, ses orientations, ses alliances, sa cohérence organisationnelle. Comme le disait Bertinotti, fraîchement élu comme président de l'ELP : « C'est une entreprise pénible, mais utile et nécessaire... »

Que signifie cet ELP dans le paysage politique de la gauche ?

Une naissance laborieuse

Deux documents fondateurs ont été adoptés : les Statuts, dont le préambule est toujours important car il signale la nature politique d'un parti ; le Manifeste, qui — plus long et plus concret — développe explicitement ses politiques et tactiques.

On remarque quelques différences entre les deux, les Statuts étant nettement plus



modérés que le Manifeste. Une des raisons est certainement liée à leur destination différente : les Statuts doivent être soumis à la présidence du Parlement Européen pour que le parti puisse être reconnu comme « parti européen », alors que le Manifeste s'adresse aux militants et à l'opinion publique. Ce n'est sans doute pas par hasard que le PDS allemand a pris en charge la rédaction des Statuts, alors que le Manifeste a été géré par Rifondazione. Le PRC y a mis sa marque sur le ton et le contenu avec des formules politiques plus radicales. Par certaines de ses formulations ce texte rappelle ainsi des déclarations de la Gauche AntiCapitaliste Européenne (GACE) (2).

Il ne faut pas oublier que les deux textes, qui fondent l'ELP, représentent le plus petit dénominateur commun entre partis. Chacun des partis-membres a ses analyses et orientations propres qui fondent vraiment leur

* François Vercammen est membre du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

1. Les partis sont : PRC (Parti de la refondation communiste, Italie) ; PRC (San Marino) ; PDS (Parti de la Démocratie Socialiste, Allemagne) ; PCF (Parti Communiste Français — qui doit confirmer son adhésion après un référendum interne de ses membres qui aura lieu après le 13 juin) ; Synaspismos (Coalition, Grèce) ; IU (Gauche unie, Espagne) ainsi que EUiA (Gauche Unie et Alternative, Catalogne) et le PCE (Parti Communiste Espagnol, Espagne) qui font partie de IU ; KPÖ (Parti Communiste d'Autriche) ; SDS (Parti Social-démocrate de la République tchèque) ; ESDTP (Parti travailliste social-démocrate d'Estonie) ; Munkaspart (Parti des Travailleurs, Hongrie) ; SAP (Parti de l'Alliance de Roumanie) ; KSS (Parti Communiste de Slovaquie). Heurté par la forte dénonciation du stalinisme, le KSCM (Parti Communiste de

politique. Dans leur longue crise post-stalinienne, ces partis n'ont cessé de se diversifier idéologiquement — entre eux, et en leur sein. Les textes adoptés ne sont pas des « résolutions » obligatoires. C'est à ce point vrai qu'au départ il y a le compromis entre quelques partis protagonistes qui ont fait le tri pour composer la configuration (3).

L'intérêt des documents adoptés n'est pas avant tout de pointer les contradictions internes à cet ELP... Mais ayant adopté ces documents, comment celui-ci parviendra-t-il réellement à opérer comme un « parti européen ».

Entre gauche néolibérale et gauche anticapitaliste

Par ses textes, l'ELP se situe à la gauche de la social-démocratie néolibérale (et certainement du Parti Vert allemand). Mais il se distingue aussi clairement de la gauche anti-

Bohême-Moravie) a quitté la salle et provisoirement (?) l'ELP. L'ELP compte aussi trois partis « observateurs » : AKEL (Chypre), PdCI (Parti des Communistes Italiens) et La Gauche (Dei Lenke, Luxembourg). Un des principaux critères que l'UE (le Parlement Européen) impose pour une reconnaissance officielle — avec de forts subsides à la clé — est la présence d'au moins un(e) parlementaire (européen, national, régional) dans au moins sept pays-membres de l'UE.

2. Voir comme exemple le Manifeste de la 8^e Conférence de la Gauche AntiCapitaliste Européenne (GACE), *Inprecor* n° 492/493 de mai 2004.

3. Il faudra un jour faire le récit et l'analyse des méthodes utilisées (« une tranche de vie » de l'ELP). Exemple : le seul « débat » en assemblée générale du Congrès de Rome fut la violente et insistante dénonciation du stalinisme, que les post-staliniens est-européens ont avalé non sans difficulté. Les staliniens avoués ouest-européens n'ont pas mis les pieds dans cette enceinte.

Union européenne

capitaliste. Avec celle-ci, l'ELP a des convergences — au moins avec certains partis-membres — sur l'analyse du capitalisme d'aujourd'hui, la remise à jour des analyses et le langage face à la société, la prise en compte des nouvelles contestations et mouvements, et un vaste terrain de revendications fortes permettant d'agir ensemble et de collaborer sur le plan national et européen. Ces concordances se manifestent d'une manière très inégale. On constate aussi des désaccords importants. Le principal porte certainement sur la question gouvernementale et l'État bourgeois. La tradition stalinienne a inauguré — dans les années 1930, lors des « fronts populaires » — la possibilité « exceptionnelle » d'une collaboration gouvernementale avec la social-démocratie et les partis du Grand Capital. Ensuite, l'eurocommunisme l'a banalisée, depuis le début des années 1970. Aucun principe n'empêche les partis communistes,

depuis 1914, avec ses conséquences en cascade... C'est tout à propos d'une social-démocratie qui a affronté sa propre base sociale, ses organisations annexes, ses forces militantes, et qui n'est pas prête à abandonner le système néolibéral.

Anticapitaliste ?

Il est indispensable de lire les textes du Congrès de Rome — raisonnablement, c'est-à-dire sans leur prêter la contrainte idéologique de la tradition marxiste-communiste du siècle passé. Ces documents comportent une solide dose de pragmatisme. Ils ont été confectionnés « sur mesure » pour recruter ou écarter des partis. C'est le compromis qui se trouve au départ du processus de l'ELP, et pas les principes, ouvertement discutés.

On ne saurait les mépriser, pour autant. Car ils ont été âprement négociés. Anecdote : pendant que l'assemblée du Congrès écoutait une série juxtaposée de déclamations des ténors des partis, dans les caves du même bâtiment se réunissaient deux « groupes de travail » où le débat eut lieu.

On ne sous-estimera donc pas cette première phrase du Préambule — toujours très emblématique : « *Nous unissons des partis démocratiques de la Gauche alternative et progressiste sur le continent européen qui œuvrent pour une transformation cohérente des rapports sociaux actuels dans une société pacifique et socialement juste sur la base de la diversité de nos situations, nos histoires et nos valeurs communes* ».

Ce paragraphe semble être écrit pour un parti qui se prépare à plonger dans la clandestinité ! Personne ne se délecte de la langue de bois, mais il y a quelque chose de pathétique dans cet acharnement à masquer et à diluer les concepts et les formules théoriques. Et cela porte conséquence sur le contenu des analyses, plus encore dans les Statuts que dans le Manifeste. On évite scrupuleusement « *capitalisme* » ou « *système capitaliste* ». On ne parle pas de socialisme ou d'une autre expression synthétique qui indiquerait une société post-capitaliste. Quand le texte parle de « *l'internationalisation et [de] la globalisation* », il les qualifie de « *libérales* » et « *résultant de développements et décisions politiques* ». Alors qu'on « *oublie* » que la mondialisation résulte avant tout de la logique intrinsèque du capitalisme d'aujourd'hui : l'extraordinaire essor du marché mondial dans le commerce et les investissements, d'où le rôle prépondérant des très

grandes multinationales. Le texte souhaite un « *monde qui n'est pas une marchandise* » ; mais on reste pantois devant sa définition concrète : « *autre monde de paix, de démocratie, de développement durable et de solidarité* ».

La « *question sociale* » et ceux/celles qui la subissent, sont absents dans les Statuts ! Ce n'est pas le cas du Manifeste qui développe largement les revendications sociales et sociétales (écologie, santé, patriarcat, éducation, orientation sexuelle...) qui touchent à l'ensemble des conditions de vie et de travail. Il insiste, par ailleurs, sur les mobilisations sociales et les mouvements. Mais ni les Statuts ni le Manifeste n'abordent les conséquences stratégiques pour imposer ces revendications et opérer la « *transformation consistante* ».

D'abord, l'ELP ignore l'existence des classes sociales, sauf une : « *les groupes financiers hégémoniques* ». On évite manifestement de « *nommer* » la classe exploitée (qu'on l'appelle « *classe ouvrière/travailleuse/salariale* » ou « *monde du travail exploité* »), c'est-à-dire la force sociale majoritaire, qui par sa place dans la société, son auto-activité et auto-organisation est à même de changer les rapports de force, d'intervenir dans le processus politique et d'imposer une autre politique, voire une autre société.

Ensuite, l'ELP n'aborde ni la crise sociale et politique, ni la rupture dans « *la transformation* ». Du coup, tout est graduel, amorphe, « *par en haut* », parlementaire.

Pourtant, inverser ce néolibéralisme dominant et annuler l'énorme régression sociale des 20 dernières années butera sur une féroce résistance des patrons et des gouvernements, adossés à l'État et à l'Union européenne. Appliquer la panoplie des revendications sociales (contenue dans le Manifeste) est impossible sans une refonte de la politique fiscale, de la politique économique, sans la redistribution des richesses et une relance massive des services publics, en clair : une incursion radicale dans la propriété privée. Sans parler de « *la transformation consistante* »... encore des bouleversements qu'entraînerait un changement de société.

Nous ne doutons pas que l'ELP souhaite « *un autre monde* », mais force est de constater qu'il ne se dote pas d'une stratégie anticapitaliste.

« La prise de responsabilité politique »...

Mettant de côté la stratégie anticapitaliste, l'ELP aborde néanmoins « *le politique* ». Il le fait, indirectement, très som-



Liberazione, quotidien du PRC, annonce en huit langues que le congrès de l'ELP « ce n'est qu'un début » et souhaite « bon vent » au navire de la gauche européenne...

surtout les plus ouverts et les plus déstalinisés, à continuer dans cette voie ; même s'il ne s'agit que d'une social-démocratie néolibérale. Il est à ce titre symptomatique que dans les deux textes on ne trouve qu'une seule référence à cette vieille Deuxième Internationale ; qui plus est dans une phrase complètement tordue : « *Le concept social-démocrate de la Troisième Voie en Europe a failli, parce qu'il ne résistait pas à ce développement [il s'agit de la politique néolibérale, des guerres, etc.], et de fait il l'a favorisé* » (Manifeste). C'est tout, alors qu'on a assisté, les vingt dernières années, à la plus grande mutation programmatique, sociale et organisationnelle de la social-démocratie

mairement, sous un angle très particulier : « *La Gauche est prête à prendre sa responsabilité en Europe et dans le monde afin de remodeler nos sociétés, d'élaborer des alternatives politiques, de les promouvoir dans le public et de gagner les majorités nécessaires* » (4).

Cette formule forte — « *prise de responsabilité* » — n'est pas anodine dans un tel texte. Non seulement elle confirme la prépondérance du parlementarisme ; elle remet aussi « *le Parti* » au poste de commandement ! C'est le Parti qui « *transforme* », « *élabore* », « *promeut* » et « *gagne* » des majorités. Extraordinaire retour du parti qui dirige le mouvement et « *le public* ».

Cette phrase y figure surtout comme garde-fou contre l'abandon éventuel de la participation gouvernementale. Il ne peut que s'agir d'une collaboration avec la social-démocratie (et des partis assimilés), toujours néolibérale. Or, le programme minimum — si on ne veut pas se compromettre — c'est de prendre l'engagement d'appliquer un vaste programme de récupération sociale au service du monde du travail, ce qui nécessitera de rompre avec la politique néolibérale et les principales dispositions de l'UE.

Avec l'UE/Europe (voir plus loin), on touche là à une des deux questions politiques centrales qui vont peser lourdement sur les trajectoires des partis de l'ELP.

...avec la social-démocratie néolibérale

Aucun des textes n'aborde ce problème. Il était également absent des discours des protagonistes au congrès de Rome. Bertinotti (PRC) et Buffet (PCF) ont critiqué vertement la politique sociale-libérale. Cela n'exclut pas un accord gouvernemental. Bertinotti œuvre depuis un an pour un nouveau gouvernement de centre-gauche, dirigé par Prodi, le symbole de l'UE néolibérale. Buffet se tait sur le sujet, devant un Parti profondément divisé, en attaquant le PS. Le PDS a les yeux rivés sur une coalition de gauche avec le SPD (et les Verts) ; en attendant, il fait « *ses preuves* » à la tête du Land de Berlin, par une féroce politique d'austérité. En Espagne, la gauche unie (IU) a (légitimement) apporté les voix parlementaires indispensables pour chasser la droite et permettre l'avènement d'un gouvernement-PSOE minoritaire. L'IU n'y est pas entrée, mais cela a sans doute dépendu plus de Zapatero que d'elle.

La gauche a certainement un gros problème tactique avec les PS. En remplaçant son programme néokeynésien par le néolibéralisme, la social-démocratie européenne

a bridé ses liens avec les couches populaires, perdu son âme et chassé ses militants. Mais, en l'absence d'une force politique vraiment de gauche et crédible, elle réussit à rebondir comme appareil électoral, nourri par les médias. Car la masse des gens votent « *socialiste* » très pragmatiquement pour chasser la droite. Ce qui ne veut pas dire qu'ils avalent la politique sociale-néolibérale.

Ce mécanisme de redressement ne vaut que pour la social-démocratie ; pas ou très peu pour les PC et les Verts, qui ont participé à un tel gouvernement. Minoritaires et subalternes, ils payent nettement plus cher leur coresponsabilité pour la régression sociale. Les phénomènes de déception, de désarroi et de rejet sont, dans l'électorat « *de gauche* », beaucoup plus violents. Cela est lié à la nature quelque peu différente des PS. Les PC (et les Verts) se divisent et se déchirent. Le résultat c'est que leur survie dépend de plus en plus de la bonne volonté



Le quotidien du PRC n'a pas hésité à publier l'intervention minoritaire de Gigi Malabarba et Flavia D'Angeli qui protestaient contre la soumission de l'ELP à la social-démocratie... tout en mettant en valeur le commentaire du leader du Parti du travail hongrois qui a vu dans le congrès « un début encourageant »

des PS. Ces derniers se renforcent électoralement, tout en se vidant de plus en plus idéologiquement, politiquement, organisationnellement. Là, l'État bourgeois arrive à leur secours (l'argent, les médias, les règlements) pour rebâtir la vie politique sur la bipolarisation « *gauche-droite* » néolibérale. PC et Verts (ne parlons pas de la gauche anticapitaliste, révolutionnaire) ne jouissent pas de ces faveurs...

Tant que les rapports de force dans la société restent défavorables et que le désarroi domine dans les larges masses populaires, les gouvernements néolibéraux, de gauche et de droite, se succéderont mécaniquement.

La tâche de « *la gauche de la gauche* » est précisément de travailler à une nouvelle force politique ample à gauche, radicale et unitaire, pluraliste et européenne, capable de rompre cette dynamique socialement dévastatrice.

La pudeur devant l'UE

L'accès, pour la gauche communiste et verte, au gouvernement de centre-gauche social-libéral est conditionné par une acceptation de l'UE (et du texte fondateur qu'est la Constitution) et de la politique néolibérale portée par la social-démocratie.

L'ELP a un gros problème pour s'opposer clairement au projet de Constitution de l'UE. Il rechigne devant la nécessité de présenter publiquement une vraie analyse forte de l'UE comme formation socio-politique (qui existe dans les partis-membres de l'ELP). Sans cela, pas de stratégie ni d'alternative. Ainsi, les protagonistes de l'ELP, qui officiellement sont contre la Constitution, ne l'ont écrit ni dans les Statuts ni dans le Manifeste. Cette UE imprègne de plus en plus la vie économique, les conditions de vie et de travail de millions de gens, le régime politique, la question des nationalités, les libertés démocratiques, le type de supranationalité... Il s'agit d'un outil redoutable au service des bourgeoisies européennes contre le monde du travail et les exploités et opprimés en Europe et dans le monde.

Dans les Statuts, le terme « *Union européenne* » n'est même pas mentionné. Pour un « *parti européen* », cela fait très bizarre (5).

Les partis formant l'ELP admettent dans les Statuts qu'ils « *n'échappent pas à des contradictions, ayant des opinions différentes sur beaucoup de sujets* ». Mais cette sincérité ne résout pas cette énorme question politique. Le Manifeste de l'ELP lève l'ambiguïté entre « *Europe* » et « *UE* ». Il développe les critiques et propose une série de revendications et de propositions qui se

4. Le Manifeste est plus à gauche, mais il s'arrête là où on s'attendait à un contenu programmatique et stratégique : « *Nous percevons la nécessité d'une transformation de l'Europe profondément enracinée sur le plan social et démocratique. Oui, le temps est arrivé pour intensifier les luttes qui défient le dogme sacro-saint de "l'économie de marché où la concurrence est libre", le pouvoir des marchés financiers et des multinationales, et, à la place, de transformer nos citoyens en agents actifs des politiques mises en œuvre en leur nom* ».

5. Exceptionnellement, l'ELP en parle (dans les Statuts) ainsi : « *L'Europe comme nouvel espace pour l'intégration de plus en plus de pays à l'Est et à l'Ouest, au Nord et au Sud, constitue à la fois une opportunité et un défi pour regagner l'initiative politique pour les forces de la gauche* ». Somme toute, l'UE n'est pas si mal ! Par contre le terme apparaît dans le Manifeste...

Union européenne

retrouvent dans les Manifestes de la GACE (6).

Il y a là une convergence forte et ample avec la gauche anticapitaliste européenne, y compris dans la compréhension du nouveau cycle de mobilisations qui signifie aussi le début de la reconstruction d'un mouvement d'émancipation. C'est un terrain possible pour avancer dans les luttes et les débats.

Mais le Manifeste s'arrête devant une analyse des institutions européennes, de l'État-UE.

L'annonce semblait prometteuse : « *Finalement, ce qui se trouve au cœur de la crise de l'Union Européenne est la Démocratie* ». Le Manifeste le dit très bien, en une phrase courte et forte. Un excellent point de départ pour ouvrir une analyse et en tirer des conclusions politiques et pratiques.

Mais au lieu d'expliquer le caractère semi-despotique (par exemple le rôle prépondérant du Conseil comme corps exécutif et législatif ; un Parlement sous tutelle de l'Exécutif, une Banque centrale européenne opaque et incontrôlable) indispensable pour imposer une UE antisociale, le Manifeste se dégonfle. « *La crise de la démocratie* » est ramenée à « *Pendant des décennies l'Union Européenne a été construite de par en haut, au mépris de la grande diversité des cultures et des langues — sans le peuple et souvent contre* ».

L'ELP n'ose pas mettre en cause la construction et les institutions de l'UE actuelle. Cela ne signifie pas que certains partis-membres ne le fassent : le PCF d'une manière très appuyée ; le PRC, mais qui préfère ne pas exiger un référendum pour éviter de faire campagne sur la Constitution ; le PDS qui est « *pour* » la Constitution, mais esquivera, un court laps de temps, le problème... (voir son Programme électoral) ; l'IU déchirée et hésitante

6. On peut ainsi lire dans le Manifeste : « *Nous voulons construire un projet pour une autre Europe et donner un autre contenu à l'UE : autonome de l'hégémonie US, ouvert vers le sud du monde, alternative au capitalisme dans son modèle social et politique, active contre la militarisation croissante et la guerre, en faveur de la protection de l'environnement et du respect des droits humains, y compris les droits sociaux et économiques. Nous sommes pour le droit à la citoyenneté de tous ceux qui vivent en Europe. (...) Nous voulons une Europe libérée des politiques antidémocratiques et néolibérales de l'OMC et du FMI, refusant l'OTAN, les bases militaires étrangères et tout modèle d'une Armée européenne qui conduirait à accroître la concurrence militaire et la course aux armements dans le monde. Nous voulons une Europe de paix et de solidarité, libérée des armes nucléaires et des armes de destruction massive, une Europe qui rejette la guerre en tant qu'instrument de règlement des conflits internationaux (...)* » Suivent encore des alternatives.

7. Cf. Patrick Auzende, « *La LCR et le groupe de la GUE/INGL* », Rouge n° 2064 du 13 mai 2004.

tante a basculé sur le « *non* »... !

La question importante de « *l'autodétermination des peuples* » est ramenée à la « *diversité linguistique et culturelle* ». Puis, des mesures de démocratisation apparaissent dans le texte : « *plus de pouvoirs au Parlement Européen et aux parlements nationaux ainsi qu'au Comité Économiques et Social, et à celui des Régions, (...) qui devraient être partie prenante du processus décisionnel des institutions européennes* » ; « *aujourd'hui nous sommes opposé à un Directoire des Grandes Puissances* ». Et puis, une sorte de perspective plus générale : « *Dans l'UE plusieurs intérêts entrent en conflit [lesquels ?]. Pour nous cela crée un nouvel espace pour la lutte de classes et pour la défense des intérêts des travailleurs et la démocratie, de la société européenne avec ses organisations et ses institutions et parmi elles le Parlement européen* ».

La même prudence que l'ELP a montrée devant la question stratégique (la politique néolibérale, la collaboration avec le social-libéralisme), se retrouve quant à l'UE : l'UE est le principal projet politique des (grands) pays impérialistes de l'Europe. On ne badine pas avec cela : qui combat ce projet risque de se faire exclure d'une rentrée dans le gouvernement !

L'ELP à l'œuvre...

Au moins chez la partie de la population la plus éveillée politiquement dans nos sociétés et la partie organisée il y a un intérêt croissant « *pour l'Europe* ». L'UE donne un appui financier considérable pour constituer des « *partis européens* ».

L'ELP va probablement réussir un premier pas vers un tel « *parti* », à côté des Verts, des PS, des partis bourgeois (qui se bagarrent pour découper leurs électors).

Le premier test pratique est celui des élections européennes. Ce scrutin aura une signification politique plus importante que par le passé, malgré les abstentions et le manque d'intérêt dans de larges secteurs de la population. Mais, la simultanéité et l'ampleur du scrutin dans les 25 pays-membres de l'UE — même si la moitié des 338 millions de votant(e)s potentiels vont à la pêche ou au cinéma — en fera une consultation populaire autrement signifiante que les sondages médiatisés. L'ELP pourra faire ses comptes. Sera-t-il en situation de former un groupe parlementaire, comme le GUE (7) ? Sera-t-il reconnu par le Parlement Européen et donc subsidié ? Cela lui donnerait une base financière très importante pour agir publiquement de l'Atlantique à la Russie.

Autre question : l'ELP parviendra-t-il à

vraiment fonctionner comme un parti — avec des campagnes, des prises de positions politiques régulières, des interventions et mobilisations simultanées, un fonctionnement interne vraiment européen ? Le « *parti* » n'est pas vraiment un parti tel qu'on le comprend. Ce n'est même pas une fédération, même pas une confédération. Une forte odeur d'autonomie nationale flottait dans la salle du Congrès. Et les Statuts consacrent cet esprit en imposant l'unanimité.

Cela soulève deux grandes interrogations : le rapport entre les (ex-)PC des pays de l'Est et les partis-frères de l'Ouest, sachant que, dix ans après la chute du Mur, ils ont évolué dans des contextes de plus en plus différents, malgré le facteur unifiant de l'UE : les uns se dégageant péniblement du stalinisme et s'adaptant à la restauration d'un capitalisme misérable ; les autres, se trouvant sous la pression contradictoire de la social-démocratie, du mouvement altermondialiste et de la gauche anticapitaliste.

L'autre difficulté porte sur la cohérence à la tête de l'ELP.

A première vue, il y a beaucoup de différences entre le PCF, le PRC et le PDS dans la recherche d'un nouveau programme. La décomposition du stalinisme a été un processus lent et tortueux, mais surtout très inégal dans chaque pays. En constituant l'ELP, comme nouveau cadre fonctionnel sur le plan européen, des liens inter-personnels transversaux (dirigeants et militants), sont réactivés. Sans parler des rivalités anciennes entre ces PC qui rebondissent autour de la direction de l'ELP. Pour ne citer qu'un seul exemple : quand le PRC a essayé d'écarter les partis les plus stalinien (PC portugais et grec), le PCF a secouru le PCP. Sans entrer lui-même dans l'ELP, ce dernier a pu empêcher que Bertinotti fasse entrer le Bloc de gauche (portugais, membre de la GACE) dans l'ELP comme observateur.

Par ailleurs, la rivalité ancestrale subsiste entre le PCF et le PRC, dont les profils politiques n'ont cessé de diverger depuis les cinq dernières années. Il est significatif que ce soit le PDS (notoirement le plus modéré tout en traînant avec lui ses scories stalinien) qui ait poussé Bertinotti (donc le PRC) dans le fauteuil de la présidence de l'ELP.

Où va l'ELP ?

Les multiples contradictions qui parcourent cet ELP, ne paralyseront pas forcément celui-ci. Car, il y a une autre dynamique politique à l'œuvre : la convergence entre les principaux partis vers une nouvelle expérience de « *gauche plurielle / centre-gauche* ».

Le PCF, traumatisé et déchiré par sa participation gouvernementale récente, n'en a pas fait le bilan, et un courant probablement majoritaire est prêt à récidiver. Le PDS a déjà mis ses premiers pas dans le gouvernement du Land de Berlin (imposant une austérité de tonnerre), en vue d'une rentrée dans un gouvernement du SPD (très affaibli) et des Verts. Le PRC compte contribuer à chasser Berlusconi et participer à un gouvernement-Prodi. Izquierda Unida n'est pas entré dans le gouvernement-PSOE, mais la décision a été prise par Zapatero dans son dos. Pour Synaspismos le problème ne se pose pas après la récente victoire de la droite. D'ici deux-trois ans (ce qui est court), un cycle « *centre-gauche* » pourrait se rouvrir.

Ce n'est pas rituel de dire que beaucoup dépendra de la situation politique et sociale en Europe et dans les pays-membres.

Par leur brutalité antisociale et réactionnaire, les gouvernements de droite actuels revalorisent indirectement l'idée du « *moins mal* », en absence d'une alternative radicale forte. La social-démocratie apparaîtra encore comme le seul outil efficace pour chasser la droite dans les élections.

Cela posera aussi un défi à la gauche anticapitaliste. Celle-ci sera en pointe dans les mobilisations et les luttes, en unité d'action avec l'ensemble des forces de gauche sociales, politiques, citoyennes pour nos revendications et contre le gouvernement des patrons. Elle n'échappera pas à la contrainte (à cause des lois électorales de plus en plus antidémocratiques) d'être aussi efficace dans les urnes que dans les rues. La pression montera sur la gauche anticapitaliste — dans la mesure où elle a un poids social et politique — pour rejoindre un « *gouvernement de gauche* » (8).

Ce serait une grave erreur d'y céder, sauf s'il s'agit d'un gouvernement qui rompt effectivement et radicalement avec la politique néolibérale. Cela ne pourrait avoir lieu que dans le cas où de très fortes mobilisations sociales auront déjà bousculé le rapport de forces entre les classes, mais aussi au sein des organisations syndicales et sociales.

L'ELP n'est pas notre parti. Son centre de gravité, tel qu'il se constitue, se situe plus à droite qu'on aurait pu le prévoir, il y a 18 mois, quand le problème du « *parti européen* » arrivait à l'ordre du jour.

Le PRC a changé de stratégie à partir d'une déception : l'énorme radicalité sociale ne s'était pas prolongée sur le terrain politique (électoral et partidaire). A partir de juin 2003, le PRC a bifurqué vers une alliance, y compris gouvernementale, avec le centre-gauche, dirigé par Prodi. C'est une grave erreur, et un facteur de grande confusion, y

sabato 8 maggio
Piazza Farnese

Festa della
SINISTRA
europea

dalle ore 21 due big band sulla piazza
con un organico di oltre 50 elementi
Testaccio Art of Jazz
Stradabanda
ospiti straordinari della serata
Vince Benedetti
Daniele Silvestri




compris en Europe. Le PRC avait séduit, éduqué et motivé des centaines de cadres politiques dans d'autres PC. Il a joué un rôle pilote dans un radicalisme moderne, le renouveau politique et intellectuel, celui d'un parti radical « *extra-parlementaire* » et très proche de la gauche anticapitaliste européenne. Il reste toujours marqué par le radicalisme social (contrairement à d'autres PC dans l'ELP), mais il a changé de perspective politique. L'ELP se situe en effet entre la gauche sociale-libérale et la gauche anticapitaliste.

Si l'ELP (ou : ses principaux partis-membres) participe à un gouvernement avec la social-démocratie sur un programme néolibéral, il créera une nouvelle situation au sein de la gauche et un rapport différent avec la gauche anticapitaliste.

Nous nous retrouverons dans les luttes et les mobilisations, nous serons prêts à l'unité d'action pour les revendications et des

objectifs concrets. Le débat et le combat politiques prendront une autre tournure, en fonction de la politique d'un tel gouvernement.

Ce ne sont pas des pronostics, mais les échéances politiques qui guideront notre action. D'ici là, le débat continue, basé sur des expériences socio-politiques cumulées autour des questions fondamentales des conditions de vie et de travail. La proximité militante et organisationnelle entre cette gauche communiste/alternative et la gauche anticapitaliste est une condition favorable pour mener ce processus de clarification. ■

4 juin 2004

8. Cela rappelle la campagne que Bertinotti, plusieurs mois avant la réunion de Rome, avait engagée pour recruter certains partis de la gauche anticapitaliste pour son ELP. Plusieurs intervenants au Congrès de Rome continuent à insister sur le caractère « *tout à fait ouvert* » de l'ELP, même si la LCR, d'abord invitée en tant qu'observatrice, a finalement été exclue de la réunion !

● *A quand l'Europe sociale ?*, de Georges Debunne, Syllepse, 12

Dans ce livre publié aux éditions Syllepse Georges Debunne fait part de son combat de syndicaliste pour une autre Europe. Ancien secrétaire de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB) et ancien président de la Confédération européenne des syndicats (CES) il s'interroge en particulier sur le rôle des syndicats au niveau européen. Pour lui, « *la CES ne peut être la courroie de transmission des intérêts capitalistes* » et il n'y aura pas d'Europe sociale si le monde syndical dans toute sa diversité ne reprend pas sa place pour défendre les intérêts du monde du travail. Il y a urgence : la remise en cause des droits sociaux dans tous les pays et l'absence de ceux-ci dans le projet de Traité constitutionnel, au moment même où l'Europe s'élargit, rendent plus nécessaire que jamais l'élaboration de revendications communes pour unifier les luttes au niveau européen.

● *Les droits sociaux dans l'Europe élargie, Euromarchés*, Syllepse, 7

Fruit d'une conférence-débat tenue à Bruxelles les 19-20 mars 2004 à l'initiative du réseau des Marchés européennes, de Vereniging Bijstandsbond Amsterdam et du European Network of the Unemployed, cette petite brochure fait le point sur les politiques sociales européennes à l'heure de l'élar-

gissement de l'Union (traité surtout au travers de l'exemple de la Pologne). On y trouvera aussi les débats sur ce que pourraient être des revendications unifiantes, à opposer à la « *stratégie de Lisbonne* » du grand capital européen. A noter la revendication proposée par les Euromarchés : un revenu minimal garanti au niveau de 50 % du PIB/habitant dans chaque pays... Enfin, les tableaux très clairs permettent de saisir les inégalités, tant au sein de « *l'ancienne* » que de la « *nouvelle* » Union élargie, en ce qui concerne les législations concernant les revenus minima et les allocations de chômage. Une petite brochure utile !

● *La Frontière*, de Patrick Bard, Points Seuil, 8

Peut-être avons-nous là un début d'explication convaincant aux centaines de meurtres, viols et mutilations subies par des jeunes femmes perpétrées depuis quelques années à la frontière nord du Mexique (ciudad Juarez, Tijuana...) Toutes ces femmes travaillent ou appartiennent à la famille d'employées des maquiladoras. Les maquiladoras sont ces unités de production appartenant aux plus grands trusts connus que la mondialisation concentre de ce côté-ci de la frontière. L'enquête nous ramène toujours, malgré de riches rebondissements, à la même conclusion : si la frontière avec les USA n'était pas là... Si cet autre mur de la honte gardé nuit et jour par des gar-

des armés (rien à envier au mur de Berlin) n'était pas là pour assurer que cette main-d'œuvre si bon marché reste à sa place... peut-être que ces usines à esclaves modernes au-dessus de tous les droits... peut-être que cette police corrompue... peut-être que cette CIA garante des profits... Mais bien sûr ce n'est qu'un roman noir, un polar quoi.

● *Le couperet*, de Donald Westlake, Rivages Noirs, 9

Enfin un apport décisif à la solution du chômage. Avec son sens traditionnel du burlesque, l'auteur traite en fait d'une tragédie commune mais vécue si individuellement. La perte d'emploi génératrice de déviance sociale grave, c'est connu, le serial killer comme produit direct de l'état du marché du travail, c'est déjà nettement plus original ; et lorsque notre cadre utilise rationnellement son temps « *libre* » et se donne les moyens d'orienter en sa faveur les possibilités d'emploi... que fait-il d'autre que décider comme ses patrons de la vie ou de la mort ? Ce polar contient une charge subversive réelle : travailler est-ce la liberté ?

● *Cahiers du Mouvement ouvrier* n° 23, Avril/Mai 2004, 7,65

De très haute qualité toujours. Nous en sommes déjà au numéro 23.

Cette livraison des *Cahiers du Mouvement ouvrier* présente un long article sur un aspect rarement évoqué de la montée révolutionnaire de l'après-première guerre mondiale : la Finlande. Véritable montée en puissance de la révolution mondiale, guerre civile, puis écrasement et barbarie déchaînée des classes exploiteuses. Maurice Carrez est extrêmement précis et rigoureux.

A signaler l'interview d'Ivan Vratchev, contemporain de Lénine, condamné à 25 ans de camp pour trotskysme (ce qui était vrai !), réalisée en 1989. Vratchev a soutenu Lénine au comité exécutif des soviets qui décida de la tactique adoptée à Brest-Litovsk. Il donne des précisions originales sur la personnalité de Lénine, à rapprocher du texte, reproduit dans ce même numéro, de Victor Serge : « *La personnalité de Lénine* » écrit en 1937 pour *La Batalla*, organe du POUM. À noter aussi la reproduction du décret de séparation de l'Église et de l'État en URSS (Janvier 1918).

Et comme toujours la chronique des falsifications, tenue par Jean-Jacques Marie. Cette fois c'est Nicolas Werth (l'un des contribu-

teurs au *Livre noir du communisme*) qui est pris la main dans le sac, et quel sac !

● *Dissidences* n° 14/15 (Bulletin de liaison des études sur les mouvements révolutionnaires), octobre 2003/janvier 2004, 10

La revue *Dissidences* (BLEMR) paraît trois fois par an depuis l'automne 2000. Elle est dirigée par Jean-Guillaume Lanuque et une équipe d'universitaires et de chercheurs de différentes disciplines et a pour objectif de « *rassembler le plus largement les analyses sur les mouvements révolutionnaires* ».

Chaque numéro est articulé autour d'un dossier mais ne manque pas d'analyser l'actualité et les activités de l'extrême gauche. Dans le numéro 14/15 d'octobre 2003/janvier 2004 on peut lire avec intérêt un dossier fourni « *Autour du mouvement révolutionnaire chilien* » mais aussi de très nombreuses et très riches « *Notes de lecture* » ainsi que des rubriques « *État de la recherche* » traitant de nombreux sujets tels que « *l'Alsace sous le drapeau rouge* » (novembre 1918), « *le Syndicat démocratique Renault* » (1947), ou encore « *le courant anarcho-syndicaliste en France* ».

Ce bulletin, très riche, ne peut que captiver l'attention de tous ceux qui s'intéressent à l'histoire du mouvement ouvrier international depuis les origines jusqu'à l'époque contemporaine.

● *Critique Communiste* n° 172, printemps 2004, 10

Beaucoup à lire dans cette livraison de *Critique communiste*, plus que l'espace restreint de cette note permet de mentionner ! Remarquons donc un dossier fort pluriel sur « *la loi sur le voile* », avec, en particulier, deux approches des analyses de Tariq Ramadan. Notons également la réflexion de François Duval sur les perspectives du mouvement altermondialiste après Mumbai. Michel Lequenne revient sur les falsifications de l'histoire de la chrétienté — à lire absolument, d'autant que ce premier article aura une suite ! Il faut lire enfin l'étude posthume de Jean-Marie Vincent sur le *Trotskysme dans l'histoire*. L'auteur n'hésite pas devant la critique... et pourtant on ne peut ne pas remarquer qu'une analyse trotskyste des méandres de ce courant minoritaire n'est pas aisée. Jean-Marie nous invite à la réflexion sur nous mêmes... œuvre utile !

L'ARME DE LA CRITIQUE
NE SAURAIT REMPLACER LA CRITIQUE DES ARMES. K. MA

Librairie La Brèche
27, rue Taine 75012 Paris
tél : 33 / 0 1 49 28 52 44
e-mail :
labreche@libertysurf.fr

Vente par correspondance
Paris, province, étranger :
envoi gratuit

<http://www.la-breche.com>

La radicalisation ou l'impasse

Par
Luc Marchauciel*

Depuis plusieurs mois, la situation états-unienne est marquée par une polarisation croissante du débat politique. Les rayons des librairies en témoignent, qui sont envahis de pamphlets pro et anti-Bush, avec des best-sellers dans les deux camps. Cette polarisation dépasse largement le cadre des librairies, des *talk-shows* ou plus généralement du débat intellectuel, pour s'incarner sur les terrains électoraux et juridiques, mais aussi sur le terrain des luttes. Ainsi, on a pu assister au cours de l'année écoulée à l'apparition de véritables mouvements de masse comme le pays n'en avait pas connus depuis longtemps.

Un mouvement anti-guerre qui dure

Alors que, dans le cadre du traumatisme post-11 septembre (2001), l'invasion de l'Afghanistan avait pu se dérouler quasiment sans aucune résistance interne, il n'en a pas été de même pour l'invasion de l'Irak. A la veille de l'attaque, le 15 février 2003, ce sont des centaines de milliers de manifestants qui ont défilé aux États-Unis, un mouvement d'une ampleur bien supérieure à ce qu'était par exemple l'opposition à la guerre du Vietnam à ses débuts. Toutefois, le mouvement a dû par la suite faire face à une phase de repli et de démoralisation, pour ne pas avoir atteint son objectif d'empêcher la guerre. Pourtant, même lors de cette phase de repli, le mouvement a perduré et maintenu son ancrage. Aussi, alors que l'occupation se révèle de plus en plus longue, douloureuse, coûteuse, et qu'elle affronte une crise de grande ampleur un an après ses débuts, le mouvement est réapparu au grand jour et de bien belle manière le 20 mars dernier, avec des mobilisations dans 250 villes du pays (100 000 à New-York, 25 000 à San Francisco, 15 000 à Los Angeles, 10 000 à Seattle, etc.). Le sens des protestations tend aussi à se politiser : il ne s'agit plus du simple refus pacifiste de la

guerre, mais du refus anti-impérialiste d'une occupation.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'insertion de la question palestinienne dans les revendications du mouvement anti-guerre. Cette inclusion, qui va de soi dans beaucoup de pays, a été tardive aux États-Unis, du fait des résistances de secteurs dits « modérés » du mouvement, qui prophétisaient une inéluctable marginalisation. De fait, c'est l'inverse qui s'est produit, et, le 20 mars dernier, le mouvement a non seulement progressé en termes d'effectifs, mais aussi en termes de cohérence politique : l'objectif est clairement de résister aux agressions impérialistes, partout dans le monde et avant tout au Moyen-Orient, en mettant en avant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Au-delà des protestations pacifistes, il s'agit bien d'expliquer qu'un autre monde est nécessaire, en s'opposant aux visées coloniales et impérialistes, de Fallujah à Gaza, et de Caracas à Port-au-Prince.

Un autre élément très important de ce mouvement est l'action des organisations de vétérans, et surtout de familles de soldats, comme par exemple « *Military Families Speak Out* » (1). En diffusant les témoignages des soldats qui décrivent le quotidien de l'occupation et la haine de l'occupant, ces organisations contribuent à la lutte contre la propagande gouvernementale complaisamment relayée par les médias. Elles ont organisé le 20 mars un rassemblement de 1000 personnes à Fayetteville, devant la base militaire de Fort Bragg, le plus important à cet endroit depuis 1970, lorsque Jane Fonda s'était adressée aux soldats opposés à la guerre du Vietnam.

C'est bien là le modèle : contester de l'intérieur la légitimité de cette guerre, à l'heure où l'isolement international, l'évidence des mensonges sur les armes de destruction massive et surtout l'émergence d'une résistance armée en Irak affaiblissent considérablement la position de l'administration Bush. Avec la révélation des tortures pratiquées contre les prisonniers irakiens, celle-ci se trouve aujourd'hui plongée dans



Washington, 25 avril 2004.
Manifestation en défense du droit à l'avortement

une crise très profonde, aux conséquences encore difficiles à évaluer, tandis que le soutien à l'occupation ne cesse de diminuer dans les sondages d'opinion... Près d'un Américain sur deux semble aujourd'hui se prononcer pour le retrait immédiat des troupes. L'opinion serait ainsi plus avancée que de nombreux libéraux, qui argumentent sur le thème : « *Maintenant que nous avons créé cette situation, il faut que les troupes restent — ou soient remplacées par des troupes de l'ONU —, le temps qu'un gouvernement démocratique soit mis en place, et pour éviter que le pays ne sombre dans le chaos ou l'islamisme* ». Il faut donc rappeler que :

- ❶ C'est l'occupation qui crée le chaos, et qui nourrit le discours islamiste. Plus elle durera, plus elle les nourrira ;
- ❷ Une occupation impérialiste, états-unienne ou onusienne, ne débouchera jamais sur aucune démocratie, car la démocratie est contradictoire avec les objectifs néo-coloniaux de l'occupation ;
- ❸ Derrière ce discours pseudo-humaniste, il y a quelque chose de typiquement raciste, et qui renvoie à la « *mission civilisatrice* » de Jules Ferry. Pourquoi les États-Unis (dont le président n'a pas été élu), l'ONU (dont le fonctionnement n'est absolument pas démocratique), ou qui que ce soit d'autre

* Luc Marchauciel est correspondant d'*Inprecor* aux États-Unis.

1. Ce qui signifie : « *Les familles de militaires prennent la parole* ».

devraient enseigner la démocratie aux Irakiens ? Au nom de quelle supériorité ?

Le retour des questions de société

Plus encore que la question de la guerre, les questions du mariage homosexuel et de l'avortement ont aiguïté la polarisation gauche/droite ces derniers mois.

La campagne pour le mariage homo est apparue au grand jour en février, lorsque le

nouveau maire de San Francisco, Gavin Newsom, a commencé à délivrer des certificats de mariage sans tenir compte des obstacles liés à la législation californienne. Il y a sans doute là une forme d'opportunisme pour ce politicien Démocrate, qui venait d'être élu contre un candidat Vert, et qui cherchait à se débarrasser d'une image droitière dans la ville la plus libérale du pays. Mais peu importe : il n'y a rien à redire sur ce terrain ni à l'action ni à l'argumentation de

Newsom, qui a su résister aux pressions venues de son propre parti.

Dès le premier jour de la délivrance des certificats, ce sont des milliers de couples homosexuels qui ont patiemment fait la queue devant la mairie, parfois pendant plusieurs heures sous une pluie battante. Ces images de files interminables jour après jour ont donné une visibilité nationale aux revendications d'égalité des droits, d'autant plus que, dans le même temps, le débat émer-

A gauche du Parti démocrate, la gauche radicale

Au contraire de ce qui s'est passé en Europe à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, aux États-Unis le mouvement ouvrier n'est jamais parvenu à se doter d'une représentation politique indépendante. L'extrême gauche états-unienne est donc d'autant plus marginale qu'elle ne peut s'adosser à une tradition d'indépendance politique de la classe ouvrière. Petite, elle est dominée par la tradition trotskyste — qu'elle soit « orthodoxe » ou issue de « la mouvance schachtmaniste » (1) —, même si des organisations maoïstes y sont apparues au cours des années 1960. Et le trotskysme a été longtemps assimilé aux États-Unis au Socialist Workers Party (Parti socialiste ouvrier, SWP), une des organisations fondatrices de la IV^e Internationale en 1938 et principale organisation d'extrême gauche aux États-Unis jusqu'aux années 1980.

Affaibli par la répression maccarthyste, le SWP a réussi à survivre, fut-ce au prix d'un isolement et d'une attitude de « forteresse assiégée ». Il a participé en 1963 à la réunification de la IV^e Internationale et s'est développé dans le mouvement contre la guerre du Vietnam. A la fin des années 1970 et au cours des années 1980, avec une nouvelle direction issue du mouvement étudiant, il a progressivement commencé à remettre en cause les acquis théoriques trotskystes (la théorie de révolution permanente en particulier) tout en adoptant un régime intérieur de moins en moins compatible avec les traditions de libre débat et du

1. Du nom de Max Shachtman, un des dirigeants historiques du trotskisme américain, qui a rompu en 1940 avec le SWP (Parti socialiste ouvrier, section états-unienne de la IV^e Internationale) à la suite de désaccords sur la caractérisation de l'URSS, en fondant le Workers Party (Parti ouvrier). Schachtman considérait que l'URSS représentait une nouvelle forme de société de classe, le « collectivisme bureaucratique », dont il craignait l'extension mondiale, ce qui l'a conduit à soutenir l'intervention américaine dans la Baie des Cochons à Cuba en 1961 et la guerre du Vietnam. Des militants issus de cette tradition théorique qui ont refusé cette dérive ont fondé International Socialists (IS), une organisation qui s'est développée dans le cadre de la radicalisation de la jeunesse au cours des années 1960. Cf. l'importante étude de notre camarade Peter Drucker, *Max Schachtman and His Left*, Atlantic Highlands, NJ, 1994.

2. Cf. Livio Maitan, Braulio Chavez, *IV^e Internationale, Départ du SWP*, *Inprecor* n° 313 du 13 au 26 juillet 1990.

droit de former tendances et fractions qui caractérisent la IV^e Internationale. La longue crise du SWP états-unien qui s'en est suivie, a notamment débouché à partir de 1982 sur des expulsions de tous les militants minoritaires et finalement sur sa rupture avec la IV^e Internationale en juin 1990 (2). Le SWP des États-Unis d'aujourd'hui est une organisation marginale — sectaire, tournée vers elle-même, sans coopération avec les autres organisations de la gauche ou avec les mouvements sociaux.

Les militants exclus du SWP ont tenté de se regrouper, non sans mal, ce qui a finalement donné naissance à deux nouveaux groupes qui maintiennent des rapports fraternels avec la IV^e Internationale (la législation des États-Unis interdit aux partis politiques d'adhérer à une Internationale) :

● Socialist Action fondé en 1983, qui publie un mensuel du même nom, est une petite organisation de quelques dizaines de militants, s'efforce de porter l'héritage du SWP sur tous les terrains et est notamment active dans le soutien à Mumia Abu-Jamal.

● Solidarity est un regroupement plus large, d'environ 350 militants, dans lequel interviennent des camarades s'identifiant à la IV^e Internationale aux côtés de militants issus de International Socialists (Socialistes internationaux, IS). Fondé en 1986, ce regroupement fonctionne essentiellement comme un réseau de militants révolutionnaires investis dans les mouvements sociaux, notamment dans les syndicats, ne se considérant pas comme « le noyau » du futur parti révolutionnaire et ayant en conséquence adopté une forme d'organisation appropriée. C'est aux États-Unis le seul groupe d'origine trotskyste qui considère que les divergences théoriques concernant la nature de la société soviétique ne constituent pas en soit une raison pour former des organisations séparées. Solidarity publie le bimestriel *Against the Current*.

La principale organisation révolutionnaire aux États-Unis, International Socialist Organisation (Organisation socialiste internationale, ISO) compte un millier de militants. Fondée en 1977 par des militants en rupture avec l'organisation International Socialists et sa politique de « prolétarisation » (établissement des militants étudiants dans les usines, alors généralisée dans l'extrême gauche états-unienne), ISO avait fait partie de la Tendence socialiste internationale (dont le SWP britannique est l'organisation la plus connue) jus-

qu'en 2001. Elle est active sur la plupart des terrains de lutte, et centre sa construction sur une large diffusion militante de son hebdomadaire *Socialist Worker* et de sa revue bimestrielle *International Socialist Review*. ISO a participé en tant qu'invitée à la réunion du Comité international de la IV^e Internationale en février 2004.

Une volonté récente de coopération des forces révolutionnaires se manifeste aussi aux États-Unis. Parfois, comme à New York ou à San Francisco, ISO et Solidarity participent à un réseau de discussions plus large, qui inclut également des organisations de gauche plus proches du Parti Démocrate. Solidarity et ISO se sont également retrouvées dans des campagnes électorales, comme la campagne de Nader en 2000 ou certaines campagnes du Parti Vert. Socialist Action n'a pas souhaité participer à ces campagnes, dont l'orientation ne relève pas selon elle de la rupture avec la bourgeoisie.

D'autres petites organisations ont également une certaine influence, au moins ponctuelle. La principale est le Workers World Party (WWP), issu d'une scission du SWP en 1957. Ce groupe — assez proche du stalinisme (il a par exemple explicitement soutenu Milosevic) — anime la coalition ANSWER, un des deux réseaux nationaux anti-guerre (l'autre réseau national — « *United for Peace and Justice* » — est une coalition des forces progressistes, du PC, des Committee of Correspondance, etc.). Le WWP vient de scissionner donnant naissance à deux groupes. Il faudrait également citer les maoïstes du Revolutionary Communist Party, très actifs dans la lutte contre les brutalités policières, et animateurs du réseau « *Not In Our Name* » (Pas en notre nom), qui a joué un certain rôle dans les débuts du mouvement anti-guerre. Enfin, le Committee of Correspondance for Democracy and Socialism, fondé en 1991, est issu d'une scission du PC de type « eurocommuniste ». Ses militants sont peu nombreux et très tournés vers le Parti Démocrate, mais il conserve dans ses rangs certaines personnalités reconnues de la gauche états-unienne.

Le Green Party (Parti Vert) constitue un cas à part : c'est une organisation beaucoup plus large que toutes celles qui viennent d'être citées, mais aussi politiquement et organisationnellement beaucoup moins homogène. Les Verts jouent toutefois un rôle important sur le terrain électoral, notamment dans certains États comme la Californie. ■

geait dans le Massachusetts, où la Cour Suprême de l'État avait jugé discriminatoire le refus de marier des personnes de même sexe.

Alors que, en face, Georges Bush a annoncé qu'il soutiendrait un amendement à la constitution interdisant les mariages homos, c'est un véritable mouvement qui reprend l'offensive, en comparant sa lutte à celle des droits civiques des années 1960. Ce mouvement heurte de front l'idéologie de la droite chrétienne, qui est dominante dans la vie politique états-unienne depuis les années 1980, et, en ce sens, constitue un allié essentiel d'un autre mouvement qui renaît de ses cendres, celui du droit à l'avortement.

d'une aide financière aux femmes pauvres, etc.). Ces attaques se sont récemment élevées au niveau fédéral : en novembre, le Congrès adoptait un texte interdisant certaines techniques d'avortement tardif, et le Sénat adoptait en mars une loi donnant au fœtus un statut légal distinct de la mère — une agression contre une femme enceinte serait une agression contre deux personnes —, premier pas vers une remise en cause complète du droit à l'avortement. Sur ce plan, c'est le Dakota du Sud qui s'est lancé le premier, avec une loi en discussion prévoyant jusqu'à 5 ans de prison pour tout autre avortement que celui qui consiste à sauver la vie de la mère.

adopter le plus grand nombre de mesures restrictives. De plus, toutes les lois républicaines récentes ont été votées avec l'appoint de voix Démocrates, comme ces 47 représentants Démocrates qui ont voté le statut légal du fœtus. Il faudra donc encore manifester, en toute indépendance, quel que soit le Président élu en novembre...

Difficiles luttes de classes

Le principal point noir de la situation états-unienne reste le faible niveau des luttes directement anticapitalistes, que ce soient les combats altermondialistes ou les luttes ouvrières.

Le combat altermondialiste, bien qu'il ait véritablement émergé aux États-Unis, à Seattle, est ensuite très nettement retombé dans ce pays, alors qu'il prenait un envol durable sur d'autres continents. La coalition originale formée à Seattle, incluant des syndicats aux côtés d'associations écologistes, de regroupements politiques radicaux et d'ONG humanistes, n'a pas pu trouver de prolongement durable, et a même volé en éclats avec le choc du 11 septembre : les exigences fallacieuses de la soi-disant lutte antiterroriste sont venues étouffer les ardeurs internationalistes de beaucoup, et notamment des syndicats. On retrouve toutefois un creuset semblable à celui de l'altermondialisme dans la lutte contre la guerre et l'occupation, même si c'est à une échelle bien moindre que ce qui avait pu être fait à Seattle.

En ce qui concerne les luttes ouvrières, et pour comprendre leur faiblesse actuelle, il faut remonter en arrière à deux moments particuliers de l'histoire des États-Unis, qui ont considérablement affaibli le mouvement ouvrier :

- l'étape du Maccarthysme dans les années 1950, qui a vu les appareils syndicaux accepter les termes du débat imposés par l'adversaire et participer à la lutte anticommuniste au nom de l'intérêt national et des exigences de la Guerre Froide.

- l'étape de l'offensive libérale des années 1980, qui a démarré sous la présidence du Démocrate Carter, et qui s'est amplifiée sous les présidences de Reagan. Comme dans d'autres pays industrialisés, mais plus tôt et plus fort, cette politique s'est traduite par un transfert massif de richesses vers les détenteurs de capitaux et les hauts revenus : alors qu'en 1973 le revenu moyen des 20 % les



Sur cette question de l'avortement, c'est plutôt la droite chrétienne qui est toujours à l'offensive. Cette pression se fait sentir jusque dans le Parti Démocrate, puisqu'en 1996 Bill Clinton signait une loi dite de « Défense du mariage », qui se proposait de réduire le nombre d'avortements... en menant auprès des jeunes des campagnes en faveur de l'abstinence. Le succès de ce genre de campagne se mesure au nombre de filles-mères, qui est aux États-Unis anormalement élevé par rapport aux autres pays industrialisés. Le discours sur la nécessité de réduire le nombre d'avortements n'a pas pour but de faciliter l'accès à la contraception pour éviter une opération médicale qui peut être traumatisante, mais sert plutôt de « cache-sexe » — c'est le cas de le dire — à une politique de répression sexuelle et de remise en cause du droit à l'avortement. Dès l'ère Clinton, sans résistance de l'administration fédérale ou du mouvement féministe pro-Démocrates, de nombreux États adoptaient des législations restreignant le droit de choisir (imposition de périodes d'attente de 24 heures, exigence d'une autorisation parentale pour les filles mineures, refus

Face à cette grave détérioration de la situation, et alors que depuis 1993 les fanatiques anti-avortement en sont venus aux violences et aux meurtres contre les médecins, la manifestation du 25 avril a représenté un réveil du mouvement féministe, décidé à défendre ses acquis. Avec près d'un million de participantes, c'est un succès extrêmement important et porteur d'espoir, à condition de construire dans la durée un véritable mouvement, au lieu d'un simple tour de piste pour soutenir la candidature du démocrate Kerry. Les oratrices à la tribune, Hillary Clinton en tête, se sont ainsi succédées pour expliquer que le seul salut résidait dans le vote Démocrate, et qu'avec Kerry il n'y aurait plus de raison de manifester (2).

Cette stratégie, malheureusement pour l'instant dominante, est une impasse mortelle pour le mouvement. En témoigne le bilan des années Clinton, au cours desquelles les organisations féministes n'ont pas mobilisé pour ne pas gêner « leur » président. Résultat : Clinton n'a jamais tenu ses promesses de faire passer une loi défendant le droit à l'avortement, et, bien au contraire, c'est sous sa présidence que les États ont pu

2. Kerry a choisi de se faire représenter à la manifestation plutôt que de venir lui-même, sans doute pour jouer sur les deux tableaux : récupérer la manifestation au profit de sa campagne, mais sans trop se mouiller personnellement.

États-Unis

plus riches était 10 fois supérieur à celui des 20 % les plus pauvres, en 2000, il était 20 fois supérieur. Que ce soit sous Reagan/Bush ou sous Clinton, cette offensive a pris la forme d'un démantèlement de l'État social et d'une destruction systématique de toute législation du travail pouvant entraver une « pure concurrence » par ailleurs fictive.

Le processus de reconversion industrielle a été marqué par une offensive antisyndicale sans précédent, et on estime qu'environ un tiers à la moitié des emplois couverts par des conventions collectives négociées avec les syndicats ont disparu. Dans les pseudo-eldorados des nouvelles technologies, comme la Silicon Valley, l'absence de syndicats et la précarité de l'emploi ont atteint des niveaux incomparables, au point que la simple notion de contrat de travail soit elle-même souvent devenue obsolète (3).

En poursuivant une politique de collaboration de classes suicidaire et en ne résistant pas frontalement à cette offensive quand ils en avaient pleinement les moyens, les syndicats des États-Unis, souvent très conservateurs et corrompus, ont eux-mêmes scié la branche sur laquelle ils étaient assis, au point que les possibilités de déclenchement de luttes sont aujourd'hui très dégradées (4).

Dans ce contexte, le conflit qui a engagé à la fin de 2003 les travailleurs de la grande distribution au sud de la Californie est tout à fait exemplaire. Il s'agissait pour ces travailleurs de refuser un nouveau contrat de travail dans certaines enseignes comme Safeway, contrat qui leur aurait amputé une large part de leur couverture sociale, désormais à leur charge plutôt qu'à celle de l'employeur (5). Celui-ci arguait de la nécessité de réduire les coûts face à la concurrence sauvage d'une autre chaîne, dans laquelle l'absence totale de syndicats laissait les mains libres aux actionnaires. Malgré le silence médiatique, la grève a duré plusieurs mois, a engagé 59 000 travailleurs et a entraîné un important mouvement de solidarité, mais s'est néanmoins conclue par un



échec lorsque les grévistes, épuisés, ont dû accepter en début d'année le contrat proposé. Cette grève a été exemplaire, car elle a témoigné de capacités de mobilisation surprenantes, mais aussi de l'obstination et de l'aveuglement bureaucratiques du syndicat de la branche, qui a multiplié les meetings et les discours de solidarité ronflants tout en refusant d'étendre la grève au reste de la Californie. Du coup, la grève s'est soldée par un échec, et les employés du nord de la Californie vont maintenant devoir faire face à la rentrée au même nouveau contrat. La grève a néanmoins dessiné en creux et popularisé une stratégie syndicale alternative, fondée sur l'extension de la grève, dont les futurs grévistes pourront peut-être s'emparer le moment venu (6)...

Quelle réponse politique ?

Dans le contexte de l'enlèvement « vietnamien » de l'occupation et de la polarisation décrite ci-dessus, on pourrait légitimement s'attendre à un débat électoral reflétant des oppositions tranchées, autour d'un classique clivage gauche/droite. Et pourtant, il n'en est rien, et c'est au contraire la confusion qui domine.

L'origine de cette confusion est à chercher avant tout dans l'idéologie du « *Anybody but Bush* » (7), véritable chape de plomb sur la gauche états-unienne. L'argument est le suivant : l'administration Bush est fascisante, il faut donc être responsable et faire passer nos désaccords avec les Démocrates après la nécessité de se débarasser de Bush par n'importe quel moyen. Ce raisonnement est pour la gauche américaine un recul terrible par rapport à l'élection de 2000, qui avait vu autour de Nader l'émergence d'une réelle alternative de gauche, quelles qu'en soient les limites. Et ce

raisonnement est surtout intégralement contestable, depuis ses prémisses — systématiquement qualifier de « fascistes » toutes les administrations Républicaines, comme c'est le cas depuis trente ans, revient surtout à relativiser la dangerosité du fascisme — jusqu'à sa conséquence pratique, le ralliement inconditionnel aux Démocrates.

On se retrouve ainsi face à cette situation paradoxale : alors que la polarisation sociale s'est accrue, jamais peut-être un candidat Démocrate n'aura autant ressemblé à son opposant républicain. Kerry est un millionnaire qui soutient les baisses d'impôts pour les riches, il est partisan de la peine de mort, hostile au mariage homosexuel, et a soutenu Bush dans ses entreprises guerrières depuis le 11 septembre (il a ainsi voté la guerre et le liberticide *US Patriot Act*). Sur la question de l'occupation, on peut même légitimement se demander lequel des deux est le moindre mal, si l'on tient compte du fait que Kerry fait de la surenchère en exigeant l'envoi de plus de troupes que ce que Bush a prévu. Présenter comme candidat anti-guerre un tel individu, dont les spots de campagne à la télé sont centrés sur son passé de « héros » de la guerre du Vietnam, montre bien dans quelle état de confusion certains ont plongé la gauche états-unienne.

Il faut donc dénoncer le travail de sape effectué par de nombreuses figures de proue de cette gauche, qui ont soutenu Nader en 2000, et qui cette année se sont prononcés pour le soutien aux Démocrates. Ainsi, le réalisateur Michael Moore a défendu cette stratégie et misé lors des Primaires sur le général Wesley Clark, proposant donc de mettre le mouvement anti-guerre à la remorque d'un des dirigeants de l'intervention US en Serbie... La tactique consistant à intervenir dans les primaires Démocrates plutôt que construire une campagne indépen-

3. Sur tous ces aspects, voir l'excellent petit livre d'Isabelle Richet : *Les dégâts du libéralisme. États-Unis : une société de marché*, Textuel, Paris 2002.

4. Voir à ce sujet Rick Fantasia et Kim Voss, *Des syndicats domestiqués — Répression et résistance syndicale aux États-Unis*, Raisons d'agir, Paris 2003.

5. Cette pratique de la renégociation fréquente de contrats à (courte) durée déterminée est un outil très efficace entre les mains du patronat.

6. Aux États-Unis, la grève de solidarité est interdite par la loi, et, si les syndicats respectent à la lettre la législation, toute victoire ouvrière est de fait quasi impossible.

7. Littéralement : « *N'importe qui plutôt que Bush* ». Voir à ce sujet le dossier dans *Inprecor* n° 488 de décembre 2003.

dante s'est immanquablement soldée par le ralliement final au candidat le plus crédible selon les critères médiatiques dominants, c'est-à-dire de fait le candidat le plus proche de Bush. Belle réussite, en vérité, pour les apôtres du réalisme et de la responsabilité.

Il y a également quelque chose de pathétique à voir Kucinich, indéniablement le candidat Démocrate le plus à gauche lors de ces Primaires, affirmer rester dans la course à la candidature même si Kerry l'a déjà emportée, et ce afin de peser dans le débat pour ramener le Parti Démocrate à une position anti-guerre. Que d'énergies dépensées en vain, et surtout finalement neutralisées au profit de Kerry-le-faucon....

Dans ce champ de ruines, une candidature Nader, même amputée de certains soutiens libéraux mais liée aux mouvements sociaux, aurait dû permettre d'apporter un peu de clarté et de ne pas dilapider le capital politique acquis en 2000. Pourtant, s'il faut aujourd'hui défendre le droit fondamental de Nader à se présenter (8), force est de constater que sa campagne a démarré sur des bases pour le moins ambiguës.

Tout d'abord, contrairement au processus de 2000, Nader s'est cette fois-ci lancé en solo, sans chercher l'investiture du Parti Vert. Il semble vouloir proposer une candidature individuelle, non liée à des partis ou des mouvements sociaux, et qu'il construirait autour de son site Internet. Le résultat est que sa campagne n'a pour l'instant aucun fondement militant crédible : il peine à trouver les signatures nécessaires même dans les États les plus libéraux, on ne voit aucun de ses supporters dans les manifestations — contrairement aux Démocrates, qui viennent sans pudeur y chercher des ralliements —, et on ne voit pas comment il pourrait percer le

black-out médiatique sans une solide campagne de terrain derrière lui (9).

De plus, il y a des problèmes sur le contenu du message proposé. L'opposition à la guerre est par exemple loin d'être au cœur du discours de Nader, qui préfère faire campagne sur ses thèmes traditionnels anti-multinationales et écologistes. Mais surtout, il profile sa candidature comme une tierce candidature, plutôt que comme une candidature à gauche des Démocrates, et certaines initiatives, comme ses appels du pied au réactionnaire Ross Perot, ancien candidat « indépendant », sont tout à fait déroutantes. Enfin, Nader hésite à se présenter en rupture avec les Démocrates, au profit d'un profil plus flou de moyen de pression sur les Démocrates.

Voilà qui ajoute donc encore de la confusion à la confusion, et qui pourrait déboucher sur un désintérêt de la gauche radicale pour une candidature si ambiguë et solitaire. Même le Parti Vert hésite aujourd'hui à se prononcer, et est très divisé sur cette question : certains veulent soutenir Nader, d'autres veulent présenter un candidat issu du Parti, et d'autres encore veulent carrément passer leur tour pour ne pas gêner les Démocrates (10).

Quelles perspectives ?

La situation états-unienne est marquée par la faiblesse de l'ancrage d'une alternative politique fondée sur les luttes. Une telle alternative a connu ses moments de grâce, comme les jonctions effectuées au moment de Seattle ou de la campagne Nader. Mais, dans le contexte d'un faible niveau de luttes sociales et de l'enracinement du « *Two-Party System* », ces efforts n'ont pas pu aboutir sur le long terme. La dynamique d'union

entre les syndicats et le mouvement altermondialiste née à Seattle s'est brisée sur l'accueil patriotique du 11 septembre, et l'espérance née autour de la campagne Nader de 2000 s'est enlisée dans les sables mouvants du « *Anybody But Bush* ».

Néanmoins, la situation actuelle de résurgence de luttes de masses, même si elles ne s'expriment pas sur un terrain directement anticapitaliste, offre les conditions d'une construction politique possible, avec comme objectif l'émergence d'un véritable parti de gauche, anticapitaliste et anti-impérialiste, caisse de résonance des luttes contre les différentes formes d'exploitation et d'oppression. Dans la situation de confusion actuelle, un premier pas, modeste mais indispensable, pourrait être le rassemblement de différentes fractions de la gauche révolutionnaire, sur le modèle des rencontres de la Gauche AntiCapitaliste Européenne ou du processus entamé à Mumbai (11). La gauche révolutionnaire serait alors en bien meilleure position pour s'adresser à tous ceux qui se sont mobilisés récemment dans les combats contre la guerre, contre la peine de mort (12), pour l'avortement et le mariage homosexuel, afin de leur proposer de construire ensemble une alternative politique aux deux partis jumeaux du capitalisme états-unien. ■

8. Ce droit est de fait remis en cause par de nombreux soutiens libéraux aux Démocrates, qui mènent une campagne d'opinion assez hystérique pour pousser Nader à retirer sa candidature, faisant ainsi preuve d'un sens du pluralisme tout à fait particulier, dans un pays où il est déjà particulièrement étouffé.

9. Il est dans ces conditions très surprenant de constater que Nader a pu être crédité de 8 % dans certains sondages, signe peut-être que l'électorat n'est pas si sensible que ça au « *Anybody But Bush* »...

10. Ce débat pourrait venir illustrer les perversités du mode de fonctionnement au consensus, puisque si les Verts ne parviennent pas à se rassembler sur une position, ils pourraient décider de ne rien décider... et donc adopter de facto et à l'unanimité la position de ceux qui ne veulent pas gêner les Démocrates, même s'ils sont minoritaires dans le débat.

11. Sur ces rencontres, voir *Imprecor* n° 492/493 de mai 2004.

12. Sur le terrain de la lutte contre la peine de mort, une victoire importante a été obtenue en février, lorsque l'État de Californie a dû annuler au dernier moment l'exécution prévue de Kevin Cooper, un Afro-américain condamné il y a 20 ans pour un massacre qu'il n'a très probablement pas commis. La mobilisation en sa faveur a probablement pesé sur la décision finale des juges, mettant ainsi dans l'embarras l'État de Californie. La prochaine exécution prévue dans cet État concerne un ancien membre des gangs de Los Angeles, qui s'est amendé en prison et dont l'action en faveur de l'arrêt des violences lui a valu d'être nominé au prix Nobel de la Paix puis de devenir le héros du film *Rédemption*.



Mouvement syndical Entre l'état d'urgence et les signes de renouveau

Par
Lee Sustar*

Un sentiment d'urgence s'infiltré au sein du mouvement ouvrier des États-Unis. Les quelques succès organisationnels dispersés n'ont pas compensé les pertes. Les arrangements du « *partenariat syndicats-managers* », pratiqués par les syndicats traditionnellement puissants, se sont soldés par des concessions qui se chiffrent en dizaines de milliards de dollars dans les industries de l'acier, de l'automobile et de l'aviation. Proposés à l'origine en tant que solutions temporaires pour des industries en graves difficultés, ces reculs sont rapidement devenus la norme. Les trois plus grandes chaînes de supermarchés ont présenté les mêmes exigences, forçant 59 000 travailleurs (1) à mettre en place des piquets de grève durant des mois à partir d'octobre 2003 — une lutte qui, malgré les erreurs stratégiques répétées du syndicat, a suscité une large solidarité.

Cependant, en règle générale, le syndicalisme a perdu rapidement la puissance qu'il avait acquise. Le taux de syndicalisation dans le secteur privé continue à baisser : en 2002 on y comptait encore 9,6 % de salariés

* Lee Sustar, journaliste responsable de la rubrique sociale de l'hebdomadaire *Socialist Worker*, est membre de la direction de l'Organisation socialiste internationale (International Socialist Organisation, ISO). Après avoir été membre de la Tendence socialiste internationale (IST, regroupement international au sein duquel le Socialist Workers Party de Grande-Bretagne est la principale organisation), l'ISO en a été exclue en 2001 (cf. le point de vue de l'IST dans *Inprecor* n° 458 de mai 2001). Son représentant a participé aux débats du plénum du Comité international de la IV^e Internationale en février 2004. L'article que nous reproduisons ici a été publié dans *ISR-International Socialist Review*, n° 34 de mars-avril 2004 (www.isreview.org). Traduit de l'anglais par J.M.

1. Le syndicat a tout d'abord annoncé que 70 000 travailleurs participaient à la grève, mais il a révélé plus tard que 11 000 d'entre eux, employés dans les petites chaînes de supermarchés, avaient poursuivi le travail.

2. Paul F. Clark, John T. Delany et Ann C. Frost, *Private Sector Collective Bargaining: Is This the End or a New Beginning?* in Clark et al, *Collective Bargaining in the Private Sector*, Champaign, Illinois, Industrial Relations Research Association, 2002.

syndiqués, alors qu'en 2003 ce taux est descendu à 8,2 %. Rappelons, par contraste, que ce taux avait atteint 35 % au milieu des années 1950, lorsqu'il était à son sommet. Dans certaines industries « *l'avenir des négociations collectives est en question* », notent les auteurs d'un livre récent sur les rapports du travail (2). L'intervention de l'État contre les syndicats se généralise, à commencer par les modifications légales des faillites imposées par George W. Bush, qui permettent aux tribunaux de commerce fédéraux de tenter de réécrire les contrats de travail.

La crise a stimulé une coalition des dirigeants des principaux syndicats, connue sous le nom de Nouveau partenariat unitaire (New Unity Partnership, NUP), pour exiger une restructuration de grande envergure du mouvement syndical afin d'organiser les non-syndiqués. Il est question d'une rupture formelle avec l'AFL-CIO. Une autre rupture est apparue entre les syndicats les plus ouvriers qui ont mis en avant la candidature présidentielle de Richard Gephardt, connu pour ses positions en faveur des syndicats au sein du Congrès, et les directions de l'Union internationale des employés des services (Service Employees International Union, SEIU) et de la Fédération américaine des employés d'État, régionaux et municipaux (American Federation of State, County, and Municipal Employees, AFSCME) qui se sont engagées derrière Howard Dean qui, s'il n'a rien promis aux syndicats, a été perçu comme « *éligible* ». Une double défaite pour les syndicats en a résulté : alors que la SEIU et l'AFSCME mettaient en avant Dean et que la Confrérie Internationale des Camionneurs (International Brotherhood of Teamsters) promouvait les connexions washingtoniennes de Gephardt, les électeurs syndiqués se sont reportés sur celui des candidats présidentiels qui prétendait être le plus fort sur les deux tableaux — John Kerry. Les syndicats se sont alors engouffrés derrière lui avec sans doute moins de sens politique que jamais.

Il y a cependant d'autres éléments, porteurs d'espoir, qui émergent dans le syndicalisme : une volonté croissante de lutte parmi

les bases syndicales et une ouverture plus grande envers le militantisme politique au-delà de l'électoratisme.

Au cours des derniers mois de 2003 on a noté les victoires des travailleurs à l'Université de Yale et dans la Compagnie de propreté de Chicago. Peu après, la rébellion de la base a forcé la direction du Syndicat des enseignants de Chicago d'appeler à la grève contre la mauvaise convention collective. Dans trois unions locales importantes des Teamsters — à Chicago, Milwaukee et Seattle — les candidats alignés sur la direction nationale conservatrice ont été battus lors des élections syndicales. De plus, les syndicats ont soutenu une série de rassemblements en faveur des droits des immigrés dans le cadre de la campagne pour la liberté qui a culminé par une manifestation rassemblant 100 000 personnes à New York le 9 octobre. Au cours du mois suivant les syndicats ont mobilisé 20 000 travailleurs à Miami contre la Zone de Libre Échange des Amériques (ZLÉA) et ont tenu bon face à la violence policière lors d'une marche que les autorités voulaient empêcher. A la suite de cela, des milliers de travailleurs manifestaient dans les villes pour le droit d'organiser la Journée internationale des droits humains. Enfin, tout au long de l'année 2003, l'USLAW (Syndicalistes des États-Unis contre la guerre), bien que de taille réduite, a légitimé l'opposition à la guerre et à l'occupation au sein du mouvement syndical — ce qui est un grand pas en avant lorsque l'on se souvient des décennies de collaboration du mouvement syndical avec la politique extérieure des États-Unis au cours de la guerre froide.

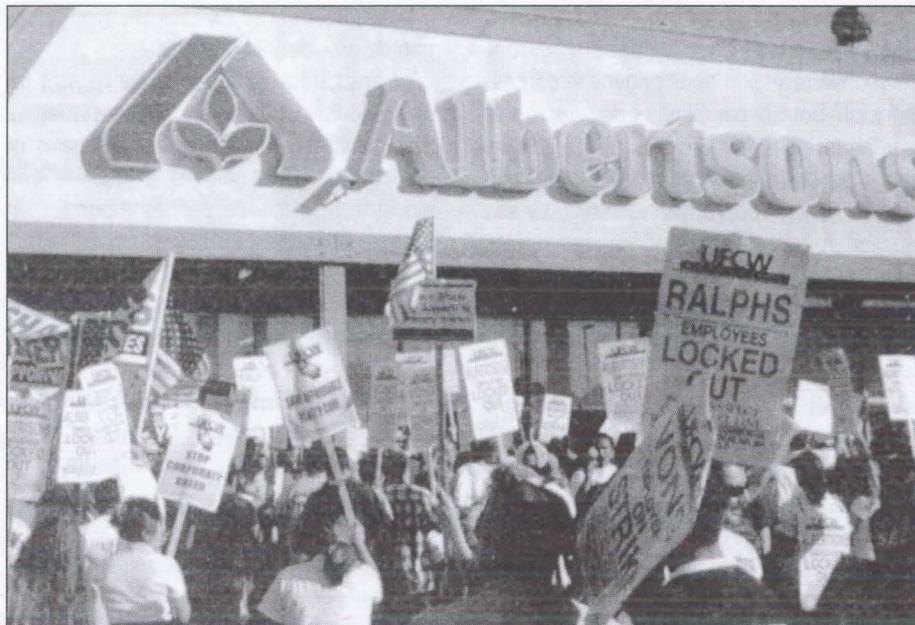
Il est certain qu'en 2004 les syndicats vont avant tout s'engager dans la campagne électorale. Néanmoins les luttes et le renouveau militant observés au cours des derniers mois reflètent les efforts du syndicalisme de se saisir de sa crise, même si c'est de manière hésitante et inégale. Tant le potentiel que les limites actuelles du syndicalisme étaient particulièrement visibles dans la lutte de l'Union syndicale des travailleurs du commerce (United Food and Commercial

Workers, UFCW) contre les reculs, en particulier dans le domaine de l'assurance-maladie. Le combat, en premier lieu en Californie du Sud, a déclenché la solidarité syndicale à une échelle rarement vue depuis des années, malgré la stratégie confuse et contradictoire de l'UFCW. Que les travailleurs l'emportent ou non, cette lutte a déjà montré que les syndicalistes et les communautés ouvrières sont prêts à se mobiliser sur des revendications qui concernent tous les travailleurs, syndiqués ou non. Interviewé par le *Los Angeles Times*, l'historien du syndicalisme, Nelson Lichtenstein, l'a souligné à juste titre : « Certaines grèves se surpassent elles-mêmes et celle-ci en est un exemple. Cela devient un événement politique lorsque le peuple a besoin de s'affirmer, d'une manière ou d'une autre. » (3)

Nouvelles attaques patronales, remous dans les bases syndicales, nouvelles ouvertures pour le militantisme et pour l'organisation — tout cela prépare un cocktail potentiellement explosif. La préparation du prochain congrès de l'AFL-CIO en 2005 permettra un débat plus ample et plus riche sur l'avenir du syndicalisme que ce ne fut le cas en 1995 lorsque Sweeney a évincé la vieille garde. La gauche syndicale, si faible qu'elle soit, aura l'opportunité d'engager un débat et de proposer une stratégie d'organisation de bas en haut, de démocratie syndicale, d'opposition aux concessions et d'organisation des campagnes fondées sur le militantisme et la construction du mouvement.

Offensive accélérée du patronat

La récession de 2001 et la faible reprise ont donné au patronat l'occasion d'une offensive anti-ouvrière d'une ampleur inconnue depuis la présidence de Ronald Reagan dans les années 1980. Comme lors de l'ère reaganienne, les réductions d'impôts pour les riches ont fourni un habillage idéologique et politique pour lancer une guerre contre les travailleurs sur divers fronts à la fois. Les salaires réels ont stagné ou décliné pour la majorité des travailleurs alors qu'une part croissante du revenu national s'écoulait vers les profits. Pour compenser cela les travailleurs ont eu de plus en plus recours à l'emprunt, souvent à des taux très élevés, et l'endettement privé a dépassé le sommet de 2 000 milliards de dollars alors que les faillites individuelles ont atteint le record de 1,6 million en 2003. De plus la suppression de trois millions d'emplois depuis 2001 a conduit à ce que les conditions du marché du travail soient les pires depuis la grande dépression des années 1930. Le chômage de



longue durée s'est accru de 70 % entre 2001 et 2003 lorsque deux millions de demandeurs d'emploi l'étaient depuis vingt-sept semaines ou plus. S'accrocher à son emploi ne constitue pourtant qu'un aspect du combat quotidien. Parmi les quelques quatorze millions de personnes sans assurance-maladie en 2001, près de 26 % étaient des employés de grandes entreprises.

Les patrons ont réduit l'emploi en amplifiant les gains de productivité jusqu'à des niveaux supérieurs à ceux atteints durant le boom des années 1990 : la productivité a ainsi augmenté de 4,3 % en 2002-2003. Il n'y a eu pourtant quasiment pas d'investissements dans les nouvelles technologies qui furent supposées « booster » la productivité au cours des années 1990. La conclusion est claire : moins de gens travaillant plus durement ont produit davantage alors que leurs salaires déclinaient.

L'administration Bush a accéléré l'offensive patronale, mais celle-ci s'était déjà poursuivie durant la présidence du démocrate Bill Clinton. C'est Clinton qui a présidé lors de la mise en place de l'Accord de libre échange nord-américain (ALÉNA), à la « réforme » de l'État-providence, à la dérégulation, au retour à l'équilibre budgétaire par des coupes sombres dans les emplois et les budgets sociaux. C'est encore lui qui a remis la politique économique aux banquiers de Wall Street. Si les Démocrates et les Républicains diffèrent sur la manière de justifier ce programme, les deux mettent en œuvre l'ordre du jour établi par le Grand Capital au début des années 1970. L'économiste de l'Université de Princeton et éditorialiste du *New York Times*, Paul Krugman, l'a très justement formulé : « Vous ne pouvez comprendre ce qui se passe en Amérique aujourd'hui

d'hui sans comprendre l'étendue, les causes et les conséquences de l'immense croissance de l'inégalité au cours des trois dernières décennies et en particulier la concentration du revenu et de la richesse dans quelques mains seulement. » (4)

Syndicats : l'ampleur de la crise

En tant que principal obstacle à ce transfert de la richesse du Travail vers le Capital, les syndicats ont été continuellement dans le viseur de l'Amérique patronale. Les patrons ont utilisé la récession de 2001 et le chômage persistant pour achever l'élimination virtuelle de la négociation collective dans certaines branches. C'est dans les transports, où les chauffeurs organisés avaient été le symbole du pouvoir des Teamsters de Jimmy Hoffa père, que le changement est le plus complet. La syndicalisation n'atteint que 18 % chez les camionneurs aujourd'hui, avec une part disproportionnée chez l'UPS. La grève mal préparée par Jimmy Hoffa fils, et finalement défaite, contre le transporteur Overnight n'a fait que souligner la faiblesse du syndicat et le poids croissant du transporteur Federal Express (qui ne reconnaît pas les syndicats) a accru la pression. Le secteur du transport routier est pour l'essentiel désyndicalisé. « Il est raisonnable de croire qu'à un moment les accords avec les syndicats deviendront impossibles dans ce secteur », écrit Michael Belzer, ancien Teamster et aujourd'hui autorité universitaire dans le domaine (5).

3. *Los Angeles Times*, 9 décembre 2003.

4. *New York Times Magazine*, 20 octobre 2002.

5. Michael H. Belzer, "Trucking: Collective Bargaining Takes a Rocky Road" in *Collective Bargaining in the Private Sector*, p. 330-31.

États-Unis

Même là où les syndicats ont préservé une certaine puissance les patrons se sont servi de la récession pour exiger des concessions qui ont fini par éliminer des emplois et par limiter ou réduire les salaires et les avantages acquis et les fonctionnaires syndicaux ont en général approuvé ces reculs. Cela a eu lieu même dans les entreprises hautement bénéficiaires. Chez Verizon — l'entreprise dominante dans les télécommunications aux États-Unis — le syndicat a approuvé des concessions concernant l'assurance-maladie et la sécurité de l'emploi qui ont permis une économie d'un milliard de dollars, selon le rapport de la direction.

Dans le transport aérien les employeurs ont mis en avant les déficits pour obtenir des concessions de la part des salariés qui ont annihilé les acquis syndicaux obtenus durant des années, voire des décennies. Prétendant la nécessité de sauver le transport aérien après les attaques terroristes du 11 septembre 2001, les patrons de la branche avaient trouvé la solution pour résoudre le problème des surcapacités qui a caractérisé toute l'industrie des États-Unis ces dernières années. Chez United Airlines, en faillite, l'accord négocié avec les syndicats pour une durée de six ans prévoit des réductions de salaires, des suppressions d'emploi et des modifications des conditions de travail permettant d'économiser 2,56 milliards de dollars par an. Notons que les personnels de maintenance ont puni à la suite le Syndicat international des mécaniciens (International Association of Machinists, IAM) en votant son remplacement par un syndicat de métier. Chez U.S. Airways, en faillite également, la Compagnie a obtenu 7,9 milliards de dollars grâce à des concessions étalées sur sept ans et la suppression des versements au fonds des retraites des pilotes. American Airlines a utilisé la menace du dépôt de bilan pour arracher 1,8 milliard de dollars annuellement grâce à un accord pour quatre ans. Après cela American Airlines a révélé l'existence d'un fonds de garantie en cas de faillite pour les seuls cadres supérieurs... Ces concessions syndicales ne font que suivre le déclin des salaires réels dans le transport aérien depuis le début des années 1980 — en vingt ans les salaires des personnels navigants ont perdu au moins 20 %. Ceci a eu lieu dans un des secteurs privé le

6. Notons qu'alors qu'en Europe le patronat s'attaque aux systèmes de retraite par répartition et vante les fonds de pensions privé des États-Unis, le patronat US, en avance d'une bataille, en est a... exiger la reprise par l'État des fonds de pensions qui ont perdu une bonne part de leur capital en spéculant. Mais dans les deux cas il s'agit d'abord de réduire les sommes versés aux retraités !

plus syndiqué, avec un taux de syndicalisation de près de 39 % en 2002.

Dans l'industrie sidérurgique ce sont les quelques 600 000 retraités qui constituent la cible privilégiée des attaques patronales et des concessions syndicales. Soutenant une industrie restructurée par les tribunaux en charge des faillites, l'Union des sidérurgistes de l'Amérique (United Steelworkers of America, USWA) a autorisé les employeurs à supprimer les prestations-maladie des retraités et à transférer leurs pensions à la charge du Fonds (gouvernemental) de garantie des retraites (Pension Benefits Guarantee Corp.), qui a un déficit de plus de 11 milliards et ne paye qu'une partie des retraites dues (6). Par ailleurs l'USWA s'est associé avec le patronat pour imposer l'accroissement des droits de douane sur les produits sidérurgiques. Telle est la stratégie syndicale pour protéger les 124 000 emplois qui restent dans le secteur — au prix de l'abandon des générations ouvrières précédentes. Ajoutons que Leo Gerard, le président de l'USWA, a forgé une alliance avec Wilbur Ross, le financier de Wall Street qui a lancé l'International Steel Group (ISG) sur les ruines de LTV Steel et de Bethlehem Steel (U.S. Steel a fait une acquisition similaire en reprenant la National Steel en faillite et en abandonnant ses 35 000 retraités et pensionnés). Ross fut le champion des droit de douane protectionnistes, maintenant abandonnés, imposés aux produits sidérurgiques chinois et à ceux d'autres pays. Pourtant ISG a vendu une ancienne aciérie de LTV Steel, démontée et embarquée pour la Chine, dans laquelle il compte lancer la production dans deux ou trois ans, en vue d'inonder le marché américain par une production à bas prix.

L'Union des travailleurs de l'automobile (United Auto Workers, UAW) a également accepté des concessions sans précédent en signant une convention de quatre ans en septembre 2003, qui concerne 307 000 salariés, mais qui vise surtout les futurs embauchés. Les nouveaux salariés de Delphi (filiale de General Motors, GM) et ceux de Visteon (filiale de Ford) ne seront payés que 14 à 16 dollars par heure, soit près de 10 dollars de moins que les ouvriers des usines d'assemblage. Le montant exact des réductions de salaire n'a pas été connu immédiatement, car l'UAW a accepté de finaliser les négociations après la ratification de l'accord. Cet accord abandonne le principe vieux de 66 ans — à travail égal, salaire égal — et pour en obtenir la ratification l'UAW a comptabilisé les votes des salariés de Delphi avec ceux du trust GM ; Ford a d'ailleurs fait de même avec ceux de Visteon.

Les ouvriers des usines d'assemblage en

prennent également un coup : ils devront payer plus cher les prescriptions médicales. Le deal inclut aussi un bonus : pour la première fois depuis des décennies les retraites ne vont pas être augmentées et les salaires de base n'augmenteront que de 5 % au cours des prochaines quatre années. En fait, si l'on tient compte de l'inflation, les salaires de base des ouvriers de l'industrie automobile n'ont pas augmenté depuis 1980. Sur le plan des conditions de travail, l'accord ouvre la voie au développement du « *travail d'équipe* » qui permet d'éliminer les qualifications acquises et le droit — lié à l'ancienneté — de les obtenir. Ce soi-disant accord de modernisation va accélérer les suppressions d'emplois dépendant de l'UAW. A la fin de cet accord l'UAW — qui organisait jusqu'à 1,5 million à son sommet en 1979 — ne comptera plus que 600 000 membres, dont une bonne partie en dehors de l'industrie automobile.

L'UAW espère reconstruire ses bastions en obtenant la neutralité des employeurs pour l'organisation syndicale dans les usines sous-traitantes. En échange l'UAW accepte des réductions de salaire et s'engage à aider à l'amélioration de la qualité. Ainsi lorsque le sous-traitant Metaldyne a acheté à Daimler-Chrysler une usine de composants, située à New Castle dans l'Indiana au début de cette année, l'UAW a accepté une réduction de salaire d'un tiers en échange du droit d'organiser les salariés dans les usines dépourvues de syndicats de cette Compagnie. Les feuilles de paye des ouvriers peuvent être amoindries si les cotisations syndicales augmentent — du moins c'est ce qu'espèrent les fonctionnaires syndicaux.

La réalité c'est que l'UAW, qui dans le passé fixait les normes des augmentations des salaires dans l'industrie manufacturière afin d'assurer un niveau de vie décent aux « *cols bleus* », créé actuellement des précédents pour les réduire. On peut se demander comment les dirigeants syndicaux arrivent à la conclusion qu'une telle stratégie convaincra les 80 % des salariés des entreprises sous-traitantes de l'industrie automobile, qui sont non syndiqués, à rejoindre l'UAW — et surtout pourquoi les ouvriers non syndiqués mais mieux payés des usines de montage établies par Nissan, Toyota, Mercedes, BMW et d'autres devraient se sentir attirés.

La portée des concessions faites par les syndicats dans l'industrie automobile, la sidérurgie et les transports aériens peut choquer nombre de syndicalistes. Pourtant ces concessions sont logiques si on se place dans la perspective du partenariat Capital-Travail qui a caractérisé la stratégie des dirigeants syndicaux des États-Unis au cours du demi-

siècle passé. Durant les beaux jours du capitalisme états-unien, au cours des années 1950 et 1960, une telle perspective pouvait permettre une croissance du niveau de vie des travailleurs, même si le Capital jouissait ainsi de la liberté d'extraire d'énormes profits. Avec l'émergence d'une économie mondialisée, plus concurrentielle, depuis les années 1970, les patrons ont cherché à obtenir des concessions — ou à les imposer — à tout prix. Les fonctionnaires syndicaux bien payés et acceptant la primauté du profit, isolés de leurs base, ont alors, de rares exceptions près, accepté d'aider le patronat à « restructurer » l'emploi afin de réduire les « coûts » en échange de la sauvegarde de leur position privilégiée. Ainsi les fiers dirigeants syndicalistes décrits dans les livres d'histoire ont fait place à une nouvelle génération de technocrates sinistres, spécialisés dans la justification des besoins patronaux au nom des « difficultés économiques », de la « concurrence étrangère », du « déficit budgétaire » ou de la « législation antisyndicale ». En équilibre instable entre le patronat et les travailleurs, la bureaucratie syndicale s'est spécialisée pour éviter les heurts et la confrontation autant que possible.

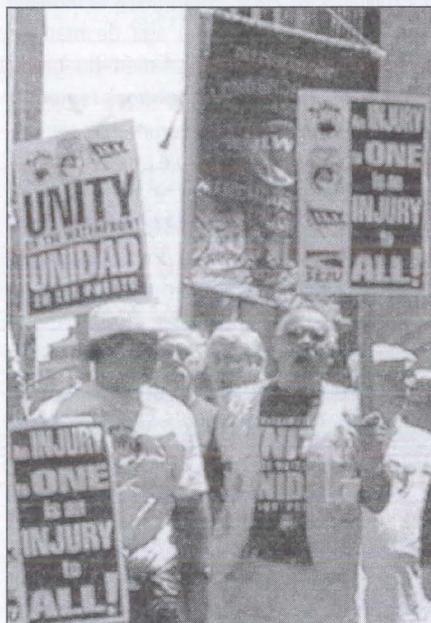
Concessions : la prochaine vague

Mais plus la majorité des dirigeants syndicaux font tout pour l'éviter et plus le conflit devient inévitable. La tentative de l'UPS de s'en prendre au fonds multi-entreprises de retraites dont bénéficient les Teamsters dans la branche des transports est un exemple. Au cours de la grève de 1997, le syndicat a gagné non seulement en ce qui concerne le droit des salariés à temps partiel de passer à plein temps, mais également sur le projet syndical des fonds de retraites. Cette fois-ci, l'UPS — qui a déjà réussi à renverser dans l'accord signé en 2002 les acquis des salariés à temps partiel — essaye de remettre en cause les retraites par la voie législative. La proposition de l'UPS de diviser le fonds de retraites interentreprises, si elle était adoptée, impliquerait que des milliers de Teamsters retraités ne toucheraient plus que 12 900 dollars par an — autour du tiers de ce qu'ils perçoivent actuellement. En attendant les administrateurs syndicaux du fonds de pension en question ont accepté des coupes sombres dans les retraites dépendant d'un des plans principaux, ce qui a provoqué des protestations turbulentes de plusieurs syndicats locaux des Teamsters.

Si l'UPS réussit, le reste de l'Amérique patronale suivra. David Sockman, ancien directeur du budget dans l'administration

Reagan et actuellement PDG du sous-traitant automobile Collins & Aikman, a invité le gouvernement en novembre dernier à établir un fonds pour les retraites dans l'industrie automobile. Dans leur ensemble les fonds de retraites des entreprises sont sous-capitalisés d'au moins 350 milliards de dollars. De nombreuses grandes entreprises ont donc menacé de cesser de financer leurs fonds de pensions et de laisser le gouvernement se débrouiller, ce qui réduirait les retraites versées et aggraverait immédiatement la crise.

Quand est-il du secteur public, où les syndicats maintiennent une influence plus grande ? Il convient tout d'abord de noter qu'en raison des lois antisyndicales près de sept millions des salariés publics ont perdu le



droit aux négociations collectives. Une analyse complète de la situation est difficile du fait du nombre et de la diversité des entités gouvernementales avec lesquelles les syndicats négocient les accords. Cependant un bref coup d'œil sur la situation dans trois grandes villes indique clairement que les salariés publics font face aux mêmes attaques que ceux du privé : recours à la sous-traitance extérieure, augmentation du coût des services de santé et exigence d'une hausse de la productivité.

A New York, le plus grand syndicat du secteur public — le Conseil du District n° 37 de l'AFSCME, fort de 120 000 membres — n'a plus d'accord collectif, ni d'autre forme d'augmentation de salaires, depuis juillet 2002. Le syndicat est en conflit prolongé avec le maire, Michael Bloomberg, au sujet du projet de la ville visant à modifier les conditions de travail, réduire le nombre de congés-maladie, de jours de vacances, etc.

Bloomberg veut imposer son modèle aux écoles publiques, pour lesquelles il demande un « accord minimal », qui permettrait d'éliminer quarante ans d'acquis du syndicat des enseignants concernant les normes de travail, afin d'accroître la « productivité » et de permettre la privatisation des services de gardiennage.

Les travailleurs du secteur public du district de Los Angeles, membres du syndicat local n° 660 de SEIU, n'avaient pas dû faire face à des attaques aussi agressives lors de la négociation de l'accord signé à la fin de 2003. Ils avaient cependant accepté le gel des salaires durant un an (2004) et des augmentations inférieures à l'inflation pour les deux années suivantes. Si les coût de l'assurance-maladie du district augmentent au-delà d'un certain niveau — ce qui est très possible — même cette légère augmentation sera pourtant annihilée. Les suivants concernés par la négociation collective dans le secteur de Los Angeles sont les enseignants, qui ont déjà expérimenté les réductions liées à la crise budgétaire de l'État de Californie et s'attendent à de nouvelles attaques.

A Chicago, où les syndicats du secteur public ont été longtemps intégrés dans la machinerie politique du Parti Démocrate, les dirigeants syndicaux furent forcés d'appeler à une protestation d'urgence contre le plan du maire, Richard Daley, visant à licencier 1000 salariés à la veille de Noël — la plus récente d'une série de suppressions d'emploi et de campagnes pour la productivité de la ville. Le même modèle est appliqué dans l'ensemble du secteur public de la ville.

Si les employeurs — publics et privés — sont assez confiants pour mettre en avant de telles exigences agressives, c'est parce qu'ils travaillent la main dans la main avec la Maison Blanche la plus antisyndicale depuis des décennies. Après sa prise de fonctions George W. Bush a annoncé l'interdiction préventive des grèves dans le transport aérien, il s'est servi de la loi antisyndicale Taft-Hartley contre les dockers de la Côte Ouest, a interdit le syndicat dans la majorité du Département de la sécurité intérieure, a commencé à préparer de nouvelles règles en vue de réduire les indemnités des heures supplémentaires de millions de travailleurs, et a imposé des restrictions sur le financement des syndicats, pour ne mentionner que les mesures les plus connues. Du point de vue de leur fréquence et de leur agressivité ces attaques antisyndicales de la Maison Blanche rappellent celles des administrations républicaines des années 1920.

Cette orientation antisyndicale a ouvert la voie à la plus grande confrontation entre



les classes depuis la fin des années 1990 : la grève et le lock-out dans le commerce alimentaire.

La guerre des supermarchés

Contrairement aux syndicats plus puissants dans l'industrie lourde ou les transports aériens, le syndicat des travailleurs du commerce alimentaire (United Food and Commercial Workers, UFCW) avait peu d'espace pour reculer lorsqu'il a été confronté aux exigences patronales concernant la sécurité sociale et les salaires. Avec Wal-Mart qui a maintenant dépassé Kroger en tant que principal détaillant d'alimentation aux États-Unis, les grandes chaînes commerciales (ainsi que quelques plus petites, d'ampleur régionale) ont décidé de casser l'UFCW par une série d'attaques simultanées à travers les États-Unis en automne 2003. La grève d'un mois des 10 000 salariés contre les chaînes de supermarchés locales à St Louis s'est terminée par une victoire partielle ; le combat de deux mois contre Kroger en Virginie occidentale s'est conclu par une défaite partielle. Mais la principale bataille s'est déroulée en Californie du Sud.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : quelques 59 000 salariés sont employés par les trois plus grandes chaînes commerciales — Safeway's Vons and Pavilions, Ralphs (appartenant à Kroger) et Albertsons. Le syndicat comme les employeurs étaient d'accord pour annoncer que les résultats de la Californie du Sud serviront de norme pour les négociations futures à Indianapolis, Chicago, Denver et ailleurs.

Les exigences patronales en Californie apparaissent dévastatrices même dans l'actuel climat défavorable pour les négociations collectives. Ils voulaient un accord qui forcerait les travailleurs à payer une part de la

sécurité sociale qui, selon les estimations de l'UFCW, s'élèverait à 95 dollars par semaine pour l'assurance, une somme énorme pour les salariés mal payés et souvent employés à temps partiel. En outre les salaires des nouveaux embauchés devaient démarrer sur une grille plus basse. Les patrons voulaient mettre fin au monopole syndical d'embauche et avoir le dernier mot sur la durée du travail. Les dirigeants de l'UFCW ont dû fixer une limite. Le syndicat a commencé la grève chez Safeway's Vons and Pavilions le 11 octobre ; le lendemain Ralphs et Albertsons déclaraient le lock-out.

Au contraire des patrons de l'acier et des lignes aériennes, les trois chaînes commerciales ne peuvent plaider la pauvreté. Leurs bénéfices d'exploitation additionnés sont passés de 5,1 milliards de dollars en 1998 à 9,7 milliards en 2002. Néanmoins la menace de Wal-Mart les pousse à agir de manière décisive — et ils ont le soutien du grand Capital. « *Lorsque les négociations tenteront de résoudre la grève du commerce alimentaire de la Californie centrale et méridionale, les négociateurs des supermarchés auront un allié loyal, même si invisible, à la table des négociations : les analystes boursiers de Wall Street* » écrivait le *Los Angeles Times* en décembre. Mia Kirchgassner de la banque d'investissements Sanford C. Bernstein & Co écrivait pour sa part que la grève et le lock-out sont « *un des meilleurs investissements que les détaillants alimentaires pouvaient faire* » et qu'il est « *susceptible de rapporter durant un certain nombre d'années* » (7).

À Los Angeles, où les syndicats ont fait leur plus grand pas en avant en organisant au cours de ces dernières années les ouvriers immigrés mal payés, une défaite de l'UFCW serait un coup particulièrement préjudiciable. Depuis le début la Fédération du Travail du district de Los Angeles, dirigée par le secrétaire exécutif Miguel Contreras, a pris l'UFCW sous sa protection. La direction de l'UFCW comprend également l'enjeu. Début décembre le syndicat a organisé une réunion nationale des présidents et des hauts cadres syndicaux à Los Angeles. « *Nous voulons soumettre au débat ici la question suivante : "Comment pouvons-nous gagner cette grève ?" Car nous ne pouvons pas la perdre* » a lancé Greg Denier, le porte-parole du syndicat (8).

Mais prendre conscience qu'une grève est trop forte pour la perdre n'implique pas pour autant savoir comment la gagner. L'UFCW a déclenché une solidarité d'une ampleur rarement vue, tout en étant loin d'avoir adopté une tactique permettant la victoire. D'abord, le syndicat a retiré les piquets qui bloquaient les centres régionaux

approvisionnant les entrepôts, apparemment sous la pression du syndicat des Teamsters, qui représentent quelques 6000 chauffeurs et ouvriers de maintenance des entrepôts. Ensuite elle a retiré les piquets de la chaîne Ralphs de la compagnie Kruger en signe de « *bonne volonté* » envers le public de la Californie du Sud, durement touché par les incendies de l'automne — et cela alors que l'UFCW poursuivait la grève contre la compagnie en Virginie occidentale (il a été révélé plus tard que les trois entreprises partageaient les bénéfices pendant la durée de la grève et du lock-out, justement pour ne pas permettre aux syndicats de jouer l'une contre l'autre...). Juste avant la Fête nationale, l'UFCW a remis les piquets devant les entrepôts alors que les Teamsters acceptaient de verser des indemnités de grève à ceux des leurs qui honoraient les piquets. Un mois plus tard ceux-ci étaient retirés à nouveau, apparemment parce que les dirigeants des Teamsters, Hoffa Jr., ne voulaient plus verser des indemnités plus longtemps.

Retournant à la table des négociations peu avant Noël, l'UFCW a offert d'accepter ce que ses dirigeants estimaient une concession de 350 millions de dollars sur les cotisations d'assurance sociale — mais les patrons réduisaient l'offre et les négociations étaient rompues le lendemain. Lorsque la grève a dépassé les trois mois, la majorité des travailleurs ont vu leur assurance-maladie refuser les remboursements. L'entrée en scène de l'AFL-CIO a redonné un peu d'énergie à la lutte avec une manifestation combative de 20 000 syndicalistes qui a traversé la zone de Los Angeles. Le lendemain cependant les dirigeants de l'UFCW semaient la confusion en proposant un arbitrage pour résoudre le conflit.

Mais même alors que l'AFL-CIO s'impliquait dans les actions de solidarité à travers les États-Unis, l'UFCW ne parvenait pas à rassembler tous ses chefs locaux. À Chicago, le grand syndicat local n° 881 de l'UFCW a ainsi refusé de participer à la campagne de publicité contre la compagnie Safeway, cherchant à négocier un accord séparé avec cette entreprise même si cela devait conduire à la fermeture de plusieurs magasins de la chaîne Dominicks. Accentuant ses désaccords internes, l'UFCW a annoncé que le nombre de travailleurs en grève ou lock-outés était de 59 000, et non de 70 000 comme il l'avait dit pendant longtemps. En fait quelques 11 000 travailleurs avaient poursuivi le travail dans les petites chaînes de supermarchés dont les propriétaires signeront ensuite éventuellement l'accord général.

La conduite erratique de la grève par la

7. *Los Angeles Times*, 22 décembre 2003.

8. *Los Angeles Times*, 9 décembre 2003.

direction de l'UFCW est en accord avec son histoire. Issu d'une fusion en 1979, l'UFCW a absorbé des syndicats plus petits — certains en dehors de son champ d'activité — avec armes et bagages, c'est-à-dire sans toucher à ses appareils bien installés. Il en résulte un ensemble important mais peu cohérent, une organisation dominée par des chefs régionaux puissants et parfois corrompus et des fonctionnaires centraux touchant des salaires extravagants. L'union ainsi structurée est notoirement connue pour avoir brisé la grève des emballeurs de Hormel à Austin, dans le Minnesota en 1985-1986, par l'action de son syndicat local P-9, lorsque les ouvriers se sont soulevés contre les concessions faites au patron. Le président de l'UFCW d'alors, William Wynn, avait alors argué que les concessions sont indispensables pour reconstituer le modèle dans l'industrie d'emballage de viande. Cette stratégie a eu pour résultat qu'un des secteurs les mieux payés des cols-bleus a été transformé en une sorte de baignoire pour une main-d'œuvre immigrée mal payée.

Joseph Hansen, qui fut le responsable du tournant du syndicat local P-9 en devenant le chef local et le négociateur de l'accord rejeté par les emballeurs, est aujourd'hui le secrétaire-trésorier de l'UFCW, responsable de la collecte des dons de solidarité pour la grève du commerce alimentaire. Douglas Dority, qui devint le président de l'UFCW lorsque Wynn a démissionné accusé de corruption, a été également personnellement engagé dans le tournant du syndicat local P-9. L'impact de cette trahison se ressent encore : les fonctionnaires de l'UFCW ont récemment abandonné à une lente agonie une grève menée par 400 emballeurs dans l'usine Tyson dans le Wisconsin.

Le New Unity Partnership et le débat sur les syndicats

En 2002 un haut dirigeant de SEIU (Union internationale des employés des services), Stephen Lerner, a rendu public un document sur la stratégie visant à inverser la tendance au déclin des syndicats. « *Le mouvement ouvrier, tel qu'il est construit actuellement, est incapable d'élargir et de rendre plus puissants les syndicats aux États-Unis* », écrivait-il, avant d'ajouter : « *Nous ne pouvons attendre le consensus. Un groupe de syndicats organisés doit commencer à agir en tant que mouvement ouvrier afin de démontrer comment le syndicalisme doit opérer.* » (9)

Un an plus tard ce groupe a pris forme en tant que New Unity Partnership (NUP, Nouveau partenariat unitaire). Son noyau est

formé par trois présidents de syndicats éduqués dans les Universités qui forment la « *Vvy League* » [huit des Universités les plus réputées aux États-Unis : Brown, Columbia, Cornell, Dartmouth, Harvard, Pennsylvania, Princeton et Yale] — Andrew Stern de la SEIU, John Wilhelm du Syndicat des employés des Hôtels et Restaurants (Hotel Employees and Restaurant Employees, HERE) et Bruce Raynor du Syndicat des employés du textile (Union of Needletrades, Industrial and Textile Employees, UNITE). L'Union internationale des travailleurs d'Amérique du Nord (Laborers International Union of North America, LIUNA) et, en dehors de l'AFL-CIO, la Confrérie unie des charpentiers (United Brotherhood of Carpenters) qui a quitté la confédération en 2001, font également partie du regroupement. Les plans du NUP furent révélés par les médias à la veille de la réunion du conseil exécutif de l'AFL-CIO en août 2003. Il s'agissait de reléguer Sweeney — actuel président de l'AFL-CIO — et de s'assurer le contrôle du mouvement ouvrier. Si l'on ne peut dire encore si cela conduira à une scission formelle, il est certain que Sweeney devra faire face à un véritable défi lorsqu'il cherchera à assurer sa réélection au Congrès de l'AFL-CIO en 2005.

Le nœud de l'argumentation du NUP c'est que les syndicats ont été à ce point affaiblis qu'ils ne peuvent plus prétendre fixer des normes pour les non-syndiqués dans la même branche. Ceci les affaiblit face au patronat et ne leur permet plus de mobiliser les non-syndiqués dans l'industrie où ils agissent. Lerner argumente : « *Les syndicats ont dilué leur puissance dans les branches en recrutant au petit bonheur dans un effort mal orienté pour survivre (...). Tentant de gagner des membres pour compenser leurs pertes — un petit secteur public par-ci, une petite usine par-là — ces syndicats sont*



devenus des "attrape-tout". Ils deviennent des "valets de tous et maîtres de personne", tentant d'améliorer les conditions dans de nombreuses branches où ils représentent trop peu de travailleurs. "Le syndicalisme général" permet à un syndicat de masquer son déclin dans sa branche d'origine, essentielle. » (10)

Il y a peu à dire de ce constat. Ce qui est discutabile, c'est la solution avancée par le NUP dans le document mentionné : une restructuration radicale par en haut imposant aux petits syndicats la fusion avec les grands ; le schéma d'organisation redessiné en fonction de quinze branches ciblées ; suppression des conseils syndicaux locaux et leur remplacement par des fonctionnaires nommés ; finalement, allouer 77 % des budgets syndicaux au recrutement et la majeure partie du reste à la politique. Et pour les bases syndicales ? « *Les ouvriers (...) ne seraient plus rien que des unités cotisantes ce qu'ils sont déjà trop, bien que de temps à autre ils seraient entassés dans des bus, habillés de T-shirts identiques et "mobilisés" dans un but décrété d'en haut* », écrit la journaliste syndicale JoAnn Wypijewski (11).

Certains ont comparé le NUP au Comité pour une organisation d'industrie (Committee for Industrial Organization), un regroupement au sein de la vieille AFL qui a fini par scissionner en 1936 pour créer le Congrès des organisations d'industrie (Congress of Industrial Organizations, CIO), indépendant. La différence, c'est que le CIO a été créé en réponse à un puissant mouvement de grève, dirigé par des socialistes et des communistes, qui avaient organisé la grève générale dans trois villes en 1934. Comme l'écrit Herman Benson de

9. *Labor Notes*, décembre 2002.

10. *ibid.*

11. *Counterpunch*, 6 octobre 2003, <http://www.counterpunch.org/jw10062003.html>.

l'Association pour la démocratie syndicale, « *la saveur idéologique du projet [de NUP] rappelle les conflits démodés d'antan ; une combinaison étrange du conservatisme de la vieille AFL avec son strict modèle d'organisation et du vieux syndicalisme d'industrie radical avec ses syndicats imaginaires concoctés en dehors du bon sens.* » Benson souligne que le débat sur la démocratie syndicale apparaît « *trop étroit* » à Lerner et conclut que « *le NUP semble considérer que la démocratie syndicale est une gêne sinon un obstacle.* » (12)

Politiquement le NUP est complètement contradictoire. Il regroupe des progressistes tels Stern et Wilhelm avec la vieille garde comme Terrence O'Sullivan, chef du LIUNA, et le conservateur Douglas McCarron des Charpentiers, qui s'est fait remarquer en forgeant une étroite alliance avec George W. Bush. Mais les gauchistes supposés sont disposés à tourner à droite au nom du pragmatisme : Stern, Wilhelm et O'Sullivan ont appelé les autres dirigeants syndicaux à verser comme eux 1000 dollars ou plus pour la réélection du porte-parole des Républicains à la Chambre, Dennis Hastert. Les trois mêmes, en commun avec McCarron, ont acheté des tables à un dîner du Comité de campagne des congressistes républicains.

C'est ce même réalisme politique qui a conduit le SEIU à soutenir la candidature présidentielle de Howard Dean, en rompant avec Sweeney et les syndicats ouvriers alignés sur Richard Gephardt. Longtemps rival de la SEIU de Stern, Gerald McEntee, président de la Fédération américaine des employés d'État, régionaux et municipaux (AFSCME), s'est finalement aligné sur le soutien à Dean, ouvrant ainsi une autre brèche dans les sommets syndicaux. Ainsi la SEIU, force dirigeante du NUP et la plus grande organisation de l'AFL-CIO, après tous ses discours sur le renouveau et la volonté de rompre avec la tradition, est en train de pousser le mouvement syndical dans les bras d'un candidat présidentiel qui a à son actif une longue tradition antisyndicale de lutte pour les privatisations. C'est le cœur de la retentissante rhétorique radicale qui entoure le NUP : une bureaucratie syndicale moins centrale et plus moyenne qui aspire à mobiliser les membres par en haut (opposant la mobilisation à la démocratie) afin de recruter des inorganisés et pouvoir ainsi s'asseoir plus lourdement à la table de négociations. Il n'y a pas là de stratégie syndicale ni d'innovation. Ce n'est qu'un nouvel emballage de la morne tradition syndicale visant à diviser le

patronat entre ennemis à punir et prétendus amis à récompenser — ces derniers pouvant fort bien s'avérer être des ennemis le lendemain. Comme l'élection présidentielle s'approche, le NUP, comme le reste de l'establishment syndical, va rouler pour l'élection de n'importe quel candidat démocrate, quel qu'il s'avère être. Les dirigeants du NUP ne sont pas moins hostiles que Sweeney au développement d'une alternative politique indépendante du parti démocrate.

Quand il est question de s'opposer aux concessions faites au patronat, le NUP n'a pas plus d'alternative. Par exemple à Chicago, le syndicat local n° 73 du SEIU s'apprête à accepter que les emplois de gardiens soient mis hors du secteur public. En échange du maintien du droit de représenter ces travailleurs, le syndicat est prêt à accepter la réduction de leurs salaires de 5 dollars par heure. Mais les cotisations syndicales ne seront sans doute pas réduites. Une question demeure : comment le syndicat peut-il prétendre à organiser les non-syndiqués s'il n'est pas capable de défendre ses membres ? Le NUP n'y apporte pas de réponse.

Pourtant le débat créé par l'apparition du NUP est bienvenu. De même que lorsque Sweeney, en renversant le conservateur Lane Kirkland en 1995, a ouvert la porte à plus de militantisme et à plus d'ouvertures pour la gauche, l'apparition du NUP poussera à l'ouverture de débats sur l'état du mouvement ouvrier organisé. La maison syndicale brûle depuis un certain temps, mais ce n'est que maintenant que quelqu'un a tiré l'alarme. Les rivalités et les scissions au sommet — de pair avec l'engagement militant remarqué lors des grèves des supermarchés — ont mis à l'ordre du jour les arguments et les luttes permettant de remettre en question les vieilles certitudes du mouvement syndical, à commencer par l'appui inconditionnel fourni au Parti démocrate. Par ailleurs ces rivalités pousseront l'une ou l'autre des fractions à renchérir sur sa concurrente en organisant des manifestations, des protestations ou davantage. Et plus il y a de ressources investies dans l'organisation — même si c'est de manière bureaucratique —, plus les militants de base disposent de potentiel pour recruter, ce qui est essentiel pour renouer avec la croissance des forces syndicales.

Les récentes mobilisations contre la Zone de libre échange des Amériques (ZLÉA) ont indiqué ce qui est en train de naître dans le mouvement syndical. Le sommet de l'AFL-CIO a non seulement décidé d'organiser la manifestation dans les rues après une longue absence de telles activités, mais encore a décidé de tenir et de forger des alliances

avec les militants de l'action directe, les altermondialistes et les activistes de la solidarité internationale. Tant Sweeney que les dirigeants du NUP Stern et Raynor sont montés sur le podium pour haranguer les foules et tous les trois ont dénoncé la brutalité de la police. Le contenu des discours était souvent contradictoire — les gestes de solidarité internationale allaient de pair avec les appels au protectionnisme — mais le message dominant était que les travailleurs doivent s'unir au-delà des frontières dans une lutte commune. C'est une approche fort différente de celle que les syndicats avaient adopté lors de la lutte contre l'Accord du libre échange nord-américain (ALÉNA) au début des années 1990. En outre, les travailleurs — depuis ceux de la construction des limites sud de la Floride jusqu'aux syndicalistes du textile de UNITE de Caroline du Nord licenciés et aux sidérurgistes du Midwest — se sont montrés ouverts aux idées radicales et socialistes. Finalement, le dur traitement des syndicats par l'État a présagé le traitement auquel les ouvriers en lutte feront face dans les mois et les années à venir. C'était en effet un message adressé par le Capital au Travail : le temps où nous traitons les syndicats en tant que partenaires respectables est fini — alors que comptez-vous faire face à cela ?

Que faire pour gagner ?

Malgré la faiblesse de sa direction, la grève et le lock-out des supermarchés ont démontré quel est le potentiel d'une lutte fort différente, fondée sur une action plus militante. Les rassemblements en solidarité avec les travailleurs des supermarchés ont attiré les syndicats de toute la Californie du sud — les enseignants, les électriciens, les salariés des caisses de maladie, les employés du secteur public et bien d'autres. Le point culminant fut l'arrêt de travail organisé par le syndicat des dockers ILWU, qui a usé de son droit contractuel de réunion pendant les heures de travail pour arrêter les docks et organiser un bruyant rassemblement avec l'UFCW en novembre. A la question pourquoi les dockers participaient à une telle action, un membre de l'ILWU a répondu simplement : « *une offense de l'un est une offense de tous* ». Nombre de militants syndicaux et communautaires de Los Angeles ont été actifs durant de nombreuses actions et ont mobilisé leurs syndicats ou leurs communautés. Les actions les plus fortes ont eu lieu durant la semaine de la Fête nationale, lorsque les Teamsters rendaient les honneurs aux piquets et que le moral était au plus haut. Ces mobilisations reflétaient aussi l'in-

12. *Counterpunch*, 1 décembre 2003, <http://www.counterpunch.org/benson12012003.html>.

croyable diversité de la classe ouvrière états-unienne aujourd'hui : des Blacks, des Blancs, des Latinos, des Asiatiques — tous unis dans une lutte commune.

Le soutien des Teamsters, même s'il n'a duré qu'un mois, a représenté une rupture avec le forçage des piquets qui est devenu routinier pendant les grèves. Harley Shaiken, expert syndical de l'Université de Californie à Berkeley, a parlé de la « *renaissance de la solidarité* » à propos de la décision des Teamsters de respecter les piquets. Lorsque les dirigeants des Teamsters sont revenus sur leur décision, de nombreux militants de base étaient peu disposés à les suivre. Dans deux centres de distribution, où les syndicalistes de l'UFCW avaient travaillé en commun avec les Teamsters, les militants de l'UFCW ont refusé de retirer le piquet et l'ont prolongé malgré la décision de leur direction. Malheureusement les militants de l'UFCW n'ont pas eu la même confiance en soi dans les autres entrepôts.

Si la stratégie de l'UFCW était contradictoire et vacillante, c'est parce que, comme dans presque tous les syndicats aujourd'hui, les bases syndicales qui auraient pu pousser la lutte en avant sont faiblement organisées. Mais parce que le syndicat a été poussé à entrer dans la lutte par la pression patronale, une activité et des discussions ouvertes ont repris, ce qui créé un contexte favorable pour l'auto-organisation des bases syndicales. Mais tant que les travailleurs et les bases syndicales n'auront pas trouvé la voie de l'auto-organisation dans de telles luttes et celle de l'auto-affirmation dans le syndicat, le scénario le plus probable sera celui de la valse-hésitation — appels au combat puis retraite dès que les patrons montent les enchères.

Quel qu'en soit finalement leur résultat, l'engagement militant et la solidarité envers la grève/lock-out des supermarchés ont fixé de nouvelles normes pour le mouvement ouvrier. Il a été prouvé que les travailleurs — syndiqués comme non-syndiqués — se rassemblent derrière une telle lutte et peuvent lui apporter un énorme soutien matériel. De plus la grève des supermarchés prouve que les syndicats disposent du potentiel permettant d'agir pour arrêter les opérations patronales visant à briser la grève, ce que les dirigeants syndicaux n'ont pas été capables de faire lors des grèves défaites des années 1990. La question est si et quand la pression pour agir de la sorte émergera au sein des bases syndicales.

Le résultat de la guerre des supermarchés ne pourra être correctement apprécié qu'en fonction de résultats concrets : salaires, avantages, conditions de travail, etc.

Cependant il y a un autre critère, moins tangible et néanmoins crucial — à quel point la lutte a-t-elle permis de tisser un réseau de militants syndicaux au sein de l'UFCW et entre différents syndicats : cela est essentiel non seulement afin de continuer à construire la solidarité pour les luttes futures, mais aussi pour débattre comment faire revivre le mouvement ouvrier et faire les premiers pas sur la voie de l'auto-organisation des bases syndicales.

Il est possible de le faire et non seulement en Californie. Il y a un lien entre le courage des travailleurs sur les lignes de piquets à Los Angeles depuis quatre mois et la détermination des sidérurgistes contre la ZLÉA à Miami, en dépit de l'omniprésence agressive de la police dans les rues. Les banderoles syndicales dans la manifestation massive pour les droits des immigrés à New York ont aussi rappelé les meilleures traditions de solidarité et de justice du mouvement ouvrier organisé, comme l'a fait pour sa part l'arrêt de travail des dockers de l'ILWU en soutien aux grévistes des supermarchés.

Malgré les graves reculs du mouvement ouvrier, ces manifestations et ces luttes témoignent du potentiel qui doit permettre au syndicalisme de relever les défis dans l'avenir.

Les socialistes dans les syndicats

Voilà un quart de siècle que la chasse aux sorcières anticommuniste de McCarthy a mis fin à l'existence d'un courant socialiste [le terme « *socialist* » dans le monde anglophone recouvre la notion de « *gauche radicale* » ou de « *gauche révolutionnaire* » dans le monde francophone] significatif et organisé au sein du mouvement syndical — un courant capable de mobiliser pour les luttes et d'exiger des comptes des directions syndicales. L'impact de la croissance, de l'inflation et la présence de la confiance dans le cadre de l'économie de plein-emploi a cependant conduit à une vague de grèves à la fin des années 1960 et au début des années 1970 — une rébellion qui a été influencée par les mouvements contre la guerre et le Black Power (Pouvoir Noir), en particulier dans l'industrie automobile. Cette révolte des bases syndicales a permis de renouer quelques liens entre les socialistes et les bases syndicales.

Nombre d'organisations socialistes ont tenté d'établir leurs militants dans l'industrie pour aider à développer ces luttes. L'organisation International Socialists l'a fait de la manière la plus systématique, jouant un rôle important dans la structuration des

bases syndicales dans de nombreux syndicats, en particulier chez les Teamsters. D'autres groupes similaires se sont développés de manière indépendante, tels les Mineurs pour un syndicat démocratique (Miners for a Democratic Union), qui sont parvenus à renverser la direction syndicale corrompue après l'assassinat d'un syndicaliste réformateur.

Alors que les Teamsters pour un syndicat démocratique (Teamsters for a Democratic Union, TDU) ont réussi à se maintenir en tant que tendance réformatrice au sein du syndicat, le début de la récession au début des années 1970 et la forte offensive patronale ont mis fin à l'activité de presque tous les autres réseaux qui prenaient appui sur les bases syndicales. Après des décennies de syndicalisme conservateur et pro-patronal et de l'absence virtuelle des socialistes dans les syndicats, les tentatives de structurer une organisation des bases syndicales n'étaient pas aisées. Comme l'a écrit Kim Moody (13) : « *L'absence d'une gauche socialiste bien organisée dans la plupart de ces mouvements a permis que la conscience fragmentée héritée des pratiques syndicales des années qui ont suivi la seconde guerre mondiale, bien que défiées par l'action, n'ont pas été remplacées par une conscience de classe plus large ni par un mouvement significatif en direction de l'indépendance politique de la classe ouvrière. Même les organisations les plus connues des bases syndicales n'avaient que peu de contact les unes avec les autres. Elles ont mené leur luttes avec leurs patrons largement à l'intérieur de la sphère de leur propre "État-providence privé". En outre, elles luttaient à partir d'une position de sécurité d'emploi garantie, tandis que le nouveau militantisme s'attachait à maintenir les salaires réels au dessus de l'inflation. Comme il a été dit, l'économie était en pleine croissance et l'impact de la baisse du taux de profit sur l'économie était encore marginal. Le "bon sens" de la période a été défié par l'entrée en action de millions de travailleurs, comme il était défié par les mouvements sociaux et anti-guerre. Mais il n'y avait pas de gauche socialiste au sein de la classe ouvrière, ni même de gauche orientée vers les luttes ouvrières, qui aurait été capable de mettre en contact ces deux*

13. Kim Moody, *The Rank and File Strategy : Building a Socialist Movement in the US*, Solidarity Working Paper (2000), accessible sur le web : <http://solidarity.igc.org/TheRankAndFileStrategy.html> *Inprecor* n° 452 de novembre 2000 a publié de larges extraits de la troisième partie de cet ouvrage. Kim Moody, rédacteur du bulletin de la gauche syndicale américaine *Labor Notes*, est militant de l'organisation socialiste Solidarity.

rives... La conscience fragmentée, encouragée par le syndicalisme pro-patronal moderne a non seulement survécu, mais elle a été renforcée par le sentiment d'insécurité économique qui a gagné la classe ouvrière, permettant à la bureaucratie de rasseoir son autorité et d'ouvrir une nouvelle période de reculs et de concessions négociées dans les années 1980. »

Ces reculs pèsent toujours fortement sur le mouvement ouvrier. Les votes des ouvriers de l'industrie automobile, des sidérurgistes et des mécaniciens en faveur de concessions dévastatrices au cours des dernières années découlent de presque deux décennies de reculs. Les gains salariaux à la fin des années 1990 — accompagnés par des heures supplémentaires — ont partiellement compensé le terrain perdu au cours des années 1980 et les employeurs avec le concours des dirigeants syndicaux ont ouvert des négociations concernant les nouvelles entreprises afin d'y inclure dans les accords les préretraites et les bas salaires, minant ainsi la force des syndicats sans confrontation inutile. Peu confiants dans la volonté des leaders syndicaux de conduire réellement la lutte, les travailleurs ont accepté de tels arrangements aux dépens de la solidarité ouvrière. Étant donné l'absence d'une alternative politique, même des syndicalistes combattifs estiment souvent ne pas avoir d'autre choix que celui d'accepter ce qui leur est octroyé. Nombreux sont ceux, qui conscients des intérêts de leur classe et amers devant les pressions croissantes sur leur vie, sont devenus cyniques ou ont perdu la confiance dans la lutte.

Ailleurs cependant les patrons se sont sentis suffisamment forts, ou ont fait semblant de l'être, pour prendre des mesures plus agressives encore, alors que les travailleurs ont tenté de tracer leur ligne de défense et ont élu des dirigeants plus décidés ou plus réformateurs. On a pu voir de tels exemples dans le syndicat des enseignants et dans le syndicat local n° 100 des transports à New York, qui représente les salariés du métro et des autobus. Dans les deux cas de nouveaux dirigeants ont été élus, avec le soutien des militants clés qui sont socialistes, en réaction aux arrangements et aux concessions de la vieille garde. Pourtant dans les deux syndicats, au cours des deux dernières années, les nouveaux dirigeants se sont arrêtés bien avant d'avoir réalisé les buts promis et font traîner en longueur les négociations. Ils peuvent le faire parce qu'il n'y avait pas de structures d'auto-organisation des bases syndicales, capables de mobiliser pour l'action lorsque les dirigeants s'avèrent peu disposés à le faire. Dans les années 1970, au contraire, les mou-

vements des bases syndicales avaient été capables de déclencher des grèves sauvages ou de forcer les fonctionnaires à le faire, comme chez les Teamsters, pourtant dominés par la vieille garde.

Le cas des Teamsters des années 1990 met en lumière les limites du changement des directions syndicales lorsque ce changement n'est pas appuyé par une forte auto-organisation des bases syndicales. L'élection du réformateur Ron Carey à la tête du syndicat des Teamsters en 1991 aurait été impossible sans les années du travail du TDU et d'autres militants syndicaux. La grève victorieuse contre l'UPS en 1997 — qui a ébranlé le pays et acquis un large soutien — aurait dû mettre en marche le mouvement ouvrier dans son ensemble. Au lieu de cela Carey fut relevé de ses fonctions après avoir été accusé de corruption (accusations qui se sont avérées sans fondements des années plus tard devant la Cour fédérale) sans jouir du soutien de l'AFL-CIO ni même du TDU. Il aurait certes été difficile d'organiser une campagne réussie en défense de Carey du fait de l'intense engagement du gouvernement pour le renverser. Mais cela constituait une opportunité de s'organiser contre l'intervention de l'État au sein du mouvement ouvrier, intervention qui s'est largement accrue ces dernières années.

Il ne s'agit pas ici de dénigrer l'importance de l'élection des réformateurs à la tête des syndicats. Sweeney est préférable à Kirkland. L'élection de Carey constituait un énorme pas en avant pour les Teamsters et l'élection suivante de James P. Hoffa fut un énorme recul. Il ne s'agit pas non plus de conseiller aux militants syndicaux d'attendre avant que d'élire des réformateurs à la direction. Mais il s'agit de souligner que la renaissance du mouvement ouvrier ne viendra pas d'en haut — que ce soit des individus réformateurs ou d'initiatives comme le NUP — mais que sa source est toujours la base syndicale. C'est un long processus, inévitablement.

Où en sont les socialistes dans les syndicats aujourd'hui ? Au contraire des années 1930 ou même des années 1970, les militants socialistes sont rarement concentrés dans les mêmes branches ou syndicats. Certains militent depuis les années 1970. Une nouvelle génération socialiste s'est établie dans les syndicats au cours des dernières années. Le défi consiste donc à passer du stade des individus et de petits groupes socialistes dans un syndicat particulier à celui d'une organisation des bases syndicales capable d'influencer le syndicat à long terme. Si une telle activité peut parfois conduire à soutenir des candidats pour la

direction syndicale, le but de l'organisation des bases syndicales est différent.

L'intention est de développer la capacité des travailleurs eux-mêmes à lutter pour leurs intérêts de manière continue — pour préparer le terrain du futur, lorsque les socialistes se battront pour la direction des mouvements de la classe ouvrière. Il n'est pas question de débats abstraits sur le monde tel qu'il devrait être, mais de la confrontation d'idées, de stratégies et de tactiques mises en avant par le mouvement ouvrier — à commencer par comment se débarrasser d'un petit chef abusif jusqu'à comment gagner une grève. Ainsi, tout en étant enracinée dans les luttes sur le lieu de travail, la stratégie des bases syndicales vise également à relier les luttes quotidiennes avec une analyse socialiste du monde et la construction d'une alternative politique. C'est ainsi que les liens entre l'organisation socialiste et le mouvement ouvrier pourront être reconstruits.

Aujourd'hui le niveau des grèves reste historiquement bas. Mais le militantisme autour des grèves en Californie, après les victoires des grèves à Yale et chez les éboueurs de Chicago et la quasi-grève du syndicat des enseignants de Chicago, témoignent de nouvelles potentialités pour un mouvement syndical combatif.

Conclusion

La crise du mouvement ouvrier, évidente depuis plus de deux décennies, approche d'un point d'inflexion dans les mois ou les années qui viennent. Elle s'exprimera sans doute par des scissions et des fusions, mais permettra également qu'un débat politique s'ouvre au sein du mouvement ouvrier à une échelle plus grande que durant les décennies passées.

Dans ce contexte les socialistes auront l'occasion non seulement de faire connaître leurs idées, mais aussi de tester leurs stratégies en pratique. Là, où les dirigeants syndicaux cherchent à résoudre la crise par des restructurations bureaucratiques aux dépens de la démocratie ouvrière, les socialistes pourront opposer le projet de l'engagement des bases syndicales, du militantisme, de la résistance aux concessions et de la solidarité. L'agressivité croissante du patronat permet de prévoir plus d'affrontements aigus en perspective. Un groupe de socialistes dans les syndicats, bien organisé et confiant en soi, peut, même s'il est petit, apporter une contribution importante à la résistance des bases syndicales qui se dessine. ■

« Je sais qu'en rentrant je serai de nouveau emprisonné... »

Entretien avec Marwan Othman, dirigeant du parti kurde Yekiti

Propos recueillis par
Chris Den Hond*

Marwan Othman, 45 ans, se réclame du trotskisme. Il est un des dirigeants de Yekiti, le deuxième parti le plus influent chez les Kurdes syriens. Poète, il a passé au total près de quatre années derrière les barreaux syriens pour délit d'opinion. Invité par le Pen Club International il a pu sortir du pays. Et il retournera en Syrie. Partisan d'une alliance avec la gauche syrienne pour démocratiser le régime, présent au match de foot le 25 mars à la suite duquel il y a eu des dizaines de morts et une féroce répression au Kurdistan syrien, il partage la demande des deux millions de Kurdes en Syrie pour l'octroi de droits élémentaires et plus d'autonomie dans le cadre de l'État syrien. De passage à Paris et à Bruxelles à la télé kurde, nous avons eu un entretien chaleureux avec ce militant courageux et très populaire parmi les Kurdes syriens.

● **Pouvez-vous parler de la situation des Kurdes en Syrie ?**

Marwan Othman : Depuis des années, le régime syrien essaie d'arabiser la culture kurde. Les Kurdes n'ont pas le droit de l'enseignement dans leur langue. Notre objectif est néanmoins que la Syrie respecte ce qu'elle est : une mosaïque de peuples. Nous exigeons que l'État syrien supprime l'interdiction de notre langue et de notre culture. Nous exigeons des droits pour la minorité comme ça existe dans d'autres pays. Et évidemment la libération de tous les prisonniers politiques. Sur un total de 2 millions de Kurdes en Syrie, environ 250 000 n'ont pas de papiers, donc pas de nationalité syrienne, donc pas de droits pour travailler dans la fonction publique, pas le droit d'acheter un terrain ou une maison. Il faut donc donner la nationalité syrienne à tous ces gens. Le président Bashar al-Assad veut empêcher que les Kurdes et les Arabes luttent ensemble pour la démocratisation du régime syrien. L'État syrien a peur des Kurdes. Nous sommes politiquement bien organisés et représentatifs, tandis que les partis arabes n'ont

pas autant de soutien populaire. Le président Bashar al-Assad a surtout peur d'une alliance stratégique entre Kurdes et Arabes de gauche. Pour cela, il fait tout pour agrandir le fossé entre les deux peuples. Le 10 décembre 2003 par exemple, des Kurdes et des Arabes ont organisé une manifestation ensemble. C'était la première fois en Syrie.

● **Pourquoi avez-vous été emprisonné et comment êtes-vous sorti de prison ?**

Marwan Othman : Je suis entré en prison après une manifestation devant le parlement syrien en décembre 2002, le jour international des droits de l'homme. On voulait manifester pour les droits de l'homme en Syrie. Notre parti politique Yekiti (Unis) avait décidé d'organiser cette manifestation pour ouvrir une fenêtre dans ce pays où règne la peur. Mais le gouvernement a interdit la manifestation et comme d'habitude moi et mes amis, qui avions organisé la manifestation, avons été arrêtés et emprisonnés. Avec ces arrestations le gouvernement syrien voulait faire peur au peuple syrien pour l'empêcher de faire ce que nous avons fait, mais ça n'a pas marché, parce que quand nous avons été jugés devant le tribunal, il y avait deux fois plus de personnes que pendant la manifestation. Et tout le monde s'est levé quand nous sommes entrés. Après un an et deux mois nous avons été relâchés suite à une pression internationale, notamment d'Amnesty International et du Pen Club International.

● **Que pensez-vous et votre parti Yekiti d'une éventuelle intervention des États-Unis en Syrie comme en Irak ?**

Marwan Othman : Nous sommes contre, parce que si on étudie bien les derniers événements au Moyen-Orient, on sait très bien que les Américains veulent y augmenter leur domination. Pour ça on s'est précipité pour organiser des manifestations devant le parlement syrien pour qu'on puisse parler avec le gouvernement syrien et résoudre le problème kurde et celui de la démocratie en Syrie. Nous avons expliqué au président du parle-



ment que nous ne voulions pas devenir le cheval de Troie pour quelqu'un. La Syrie est notre pays, mais le régime doit nous considérer comme des citoyens syriens avec les mêmes droits que les autres citoyens. Jamais nous ne voudrions servir comme outil pour une puissance étrangère. Pour éviter que des Kurdes ou d'autres citoyens syriens opprimés cherchent une solution via l'extérieur, le régime devrait nous accorder nos droits légitimes. Les Américains ont déjà un agenda spécial pour le Moyen-Orient, mais cet agenda ne peut jamais coïncider avec l'agenda de ses peuples. Un jour, les Américains devront partir. Nous sommes tout à fait conscients — mon parti aussi — qu'on ne peut pas déplacer notre Kurdistan dans un autre endroit. Les Arabes non plus, donc les Arabes et les Kurdes sont condamnés à vivre ensemble comme tous les peuples dans le monde entier et pour ça, notre problème ne sera pas réglé par les Américains ou d'autres forces étrangères.

● **Que pensez-vous de l'embargo imposé par les États-Unis contre la Syrie ?**

Marwan Othman : L'embargo dans la région fait toujours souffrir les peuples, pas

* Chris Den Hond, journaliste à la télévision kurde par satellite ROJ TV, est membre du Parti ouvrier socialiste (POS), section belge de la IV^e Internationale.

Syrie

les gouvernements. Par exemple l'embargo contre l'Irak a eu comme résultat que le gouvernement irakien a été plus fort, tandis que le peuple irakien devenait plus pauvre. Au

lieu d'ouvrir des fenêtres pour les peuples, un embargo les ferme et rend le régime encore plus inflexible. La vie devient plus difficile et il y a plus d'obstacles pour obtenir

une démocratisation à cause de l'embargo. Ça devient un prétexte pour le régime.

● **Quelle stratégie utilisez-vous pour obtenir une démocratisation du régime syrien ?**

Marwan Othman : Les peuples kurdistans (assyrien, syrien, arménien, kurde, arabe, turkmène) dans toutes les parties du Kurdistan ont beaucoup souffert de l'oppression. Il y a eu des massacres. Et là, il y a un problème avec la gauche syrienne. Elle n'a jamais rien dit contre l'oppression des Kurdes. C'est un problème, parce que pour empêcher que les Américains n'utilisent le problème kurde pour intervenir, il faut diminuer le fossé entre les Kurdes et la gauche, entre les Kurdes et les Arabes pour obtenir que la gauche et les partis démocrates construisent des bases et des ponts pour résoudre le problème kurde. Les Kurdes seuls n'ont pas la force pour démocratiser la Syrie. La gauche seule non plus. Donc il faut une alliance entre les deux. Avant de reprocher aux Kurdes leurs liens avec des forces étrangères, la gauche syrienne devrait tenter de nouer des liens avec nous, justement pour couper l'herbe sous les pieds de tous ceux qui sont tentés de s'allier avec des forces étrangères pour résoudre le problème kurde en Syrie. Parce qu'il faut comprendre que, si on se trouve dans un puits, on s'attache à n'importe quelle ficelle pour en sortir.

● **Depuis quand et pourquoi es-tu devenu trotskiste et qu'est-ce que ça veut dire aujourd'hui ?**

Marwan Othman : Depuis ma jeunesse j'ai été attiré par la gauche. A l'université de Syrie, les idées de gauche étaient dominantes. Dans les années 1970, le marxisme s'est répandu dans le monde. Après avoir lu des livres sur l'Union Soviétique, j'ai compris que le régime régnant en Union Soviétique était un régime stalinien qui ne représentait pas le marxisme. Ça m'a poussé à chercher d'autres pistes, d'autres branches marxistes non stalinienne. J'ai beaucoup lu des livres de Mao et de Trotsky. J'ai constaté que Trotsky se situait très près de Marx. J'ai vu aussi que le trotskisme pouvait renouveler les choses et créer des nouveautés, plus que les autres courants marxistes. En 1983, j'ai adopté « *le marxisme selon Trotsky* ». Tout de suite, nous avons créé un groupe trotskiste parmi les Kurdes syriens et ce groupe a rencontré beaucoup de difficultés avec le gouvernement, mais également avec les autres groupes de gauche parmi les Kurdes et les Arabes. On avait des relations avec la IV^e Internationale. En 1986, on a fait un grand

Souscription permanente

En mai 1999 nous avons lancé l'appel « 25 000 francs pour les 25 ans d'Inprecor ». En mai 2000 nous avons cumulé des centaines de dons, atteignant 31 718,97 francs, ce qui a permis enfin de doter en été 2000 votre magazine d'un ordinateur et d'un écran dignes de ces noms.

Les finances d'Inprecor étant toujours précaires (c'est une des rares revues militantes qui soit entièrement autofinancée, et vos dons y sont pour quelque chose !) nous avons alors proposé une souscription permanente... à l'image de la révolution !

Depuis, entre mai 2000 et mai 2001 nous avons reçu 21 083,09 francs, puis entre mai 2001 et janvier 2003, 4 354,88 euros, entre janvier et octobre 2003 encore 1 072,91 euros et enfin (cf. liste ci-contre), entre octobre 2003 et juin 2004, 2 523,78 euros, surtout grâce aux divers « arrondis » sur vos chèques d'abonnement... Grand merci !

Malgré ces très bons résultats de la souscription permanente, la survie même d'Inprecor est aujourd'hui menacée. En effet, depuis 1993 (passage au mensuel), Inprecor n'a pas augmenté ses prix de vente et d'abonnement (déjà élevés au point de constituer un barrage pour certains de ses lectrices et lecteurs potentiels), alors que ses coûts de production et de diffusion ont subi l'effet de l'inflation. Résultat : Inprecor recommence à accumuler un déficit qui, si nous ne parvenons pas à le réduire, remettra en cause sa parution. Pour pouvoir garantir sa survie Inprecor a besoin de votre aide :

● Continuez à verser à la souscription permanente !

● Faites connaître Inprecor autour de vous, à vos ami(e)s, à vos collègues de travail, à vos voisins, pour qu'ils tentent l'abonnement !

● Prenez un second abonnement pour le diffuser autour de vous !

Il n'y a pas d'autre moyen pour assurer la survie d'Inprecor !

Ancien total (en euros)	13 477,31				
Claire R., France	10,00	Frank P., France	5,00	Nabil K., France	5,00
Marc I., France	5,00	Pascal E., France	5,00	Daniel S., Suisse	5,00
Guy D., Luxembourg	15,00	Paul G., Belgique	5,00	Catherine G., France	5,00
Axel G., France	5,00	Michel S., Suisse	5,00	Marie-Line M., France	20,00
Jacques V., France	5,00	Jaime P., Espagne	5,00	Marie-Christine B., Suisse	20,00
Jacques B., France	45,00	Jacky M., France	25,00	Giuliano C., Suisse	5,00
Patrick G., France	25,00	Juan T., Suisse	35,00	Christian T., France	5,00
Michael L., France	35,00	Michel V., France	5,00	Yves H., France	5,00
Serge A., France	5,00	Renée R., Martinique	45,00	Stéphane M., France	5,00
Etienne S., France	20,00	Claude G., France	5,00	Eric H., France	15,00
Philippe D., France	25,00	Luigi V., Italie	5,00	Pascal C., France	5,00
Daniel K., Suisse	9,00	Paul B., K., Allemagne	15,00	Antoine P., France	5,00
Laurent V., Belgique	5,00	Alfred M.,-J., Martinique	5,00	Luc Q., France	5,00
Roger G., Belgique	15,00	Jean-Claude E., Belgique	5,00	Jean-Claude M., France	5,00
Michel H., Belgique	35,00	Ruiz R., France	10,00	Sadok T., Tunisie	30,00
Leo T., Belgique	5,00	Jean-Paul P., France	15,00	Thierry L., France	50,00
Philippe S., Suisse	94,00	Charles-Henri V., La Réunion	5,00	Jean Robert M., Luxembourg	45,00
Lucien M., Suisse	5,00	Gilbert P., Martinique	5,00	Rodrigo C., P., France	45,00
Jean-Luc P., France	15,00	José Manuel B., France	5,00	Francis C., France	21,00
Christian L., Grèce	20,00	Delphine M., France	23,00	Michel D., France	5,00
Marc N., France	5,00	Eric H., France	5,00	Michel B., France	100,00
Gérard A., France	5,00	Paul P., Suisse	15,00	Augusto C., Italie	5,00
Claude F.F., France	5,00	Max D., Martinique	20,00	Alain B., France	10,00
Daniel K., Suisse	9,00	Joseph W., Luxembourg	45,00	Alain S., Luxembourg	5,00
Maurice B., France	15,00	Philippe A., France	5,00	Guy D., Luxembourg	5,00
Max D., Martinique	20,00	Christian V., France	35,00	Vito B., Italie	5,00
Michel G., Allemagne	5,00	Gérard B., France	5,00	Patrick C., France	5,00
Tassos G., Grèce	5,00	Patrick S., France	832,00	Didier M., France	5,00
Arnaud G., France	5,00	Fred L., Grande-Bretagne	5,00	Frédérique B., France	5,00
Yann K., Etats-Unis	4,00	Marianne E., Suisse	45,00	Claude P., France	15,00
Nobuo Y., Japon	19,00	Francis P., France	5,00	Emmanuel C., France	5,00
Gérard V., France	5,00	Georges P.,-W., Luxembourg	45,00	René & Monique L., France	10,00
Françoise L., France	5,00	Jean-Paul M., Belgique	5,00	Jean-Paul G., France	35,00
Yves D., France	45,00	Joseph S., Luxembourg	20,00	Michel C., France	5,00
Alain G., France	5,00	Antoni M.,-M., Luxembourg	5,00	Gérard M., France	10,00
Jean-Marc F., France	5,00	Jacques B., Suisse	7,78	Antoine R., France	10,00
Alain A., Guadeloupe	45,00	Georges U., France	5,00	Sous-total	2 523,78
Raymond C., France	25,00	Daniel A., France	5,00	Nouveau total	16 001,09
		Hassan Ch., France	10,00	(en euros)	

coup. Notre petit groupe a organisé une manifestation, la première en Syrie qui fête le Newroz, le Nouvel an kurde, notre symbole national. Ce fut un grand succès. Des milliers de Kurdes sont descendus dans la rue. Ensuite tous les yeux se sont fixés sur nous et la plupart de notre groupe trotskiste ont été arrêtés. Cela nous a mis en grande difficulté. On ne pouvait pas continuer tout seuls. Nous avons créé des liens avec des partis de gauche kurde qui acceptaient des trotskistes parmi eux. C'était le cas du parti de paysans kurdes. Ce parti nous a accepté dans son sein comme une branche trotskiste. Après ça, en 1992, avec trois autres partis, nous avons créé le parti du Yekiti (Unis). Le parti Yekiti accepte tous les courants de gauche. Je suis maintenant un des membres de la direction de Yekiti en tant que trotskiste connu.

● **Combien de temps êtes-vous restés en prison et comment avez-vous gardé le moral?**

Marwan Othman : J'ai été arrêté en 1981, je suis resté un mois en prison parce qu'on fêtait Newroz à l'université et j'étais le meneur de service. En 1984, j'ai été de nouveau arrêté et je suis sorti de prison après l'amnistie du président. En 1986, je me retrouve encore en prison, parce que j'étais de nouveau le responsable de l'organisation de la fête nationale kurde, le Newroz. En 1988, je suis resté trois mois en prison. Ils m'ont arrêté de nouveau en 1992 pour quelques mois et la dernière fois c'était en 2002. A cause de toutes ces arrestations, je n'ai jamais pu finir mes études. J'étais tout le temps en fuite. Le jour où j'ai voulu retourner à l'université, je n'ai pas été accepté. Au total je suis resté près de quatre ans en prison.

Dans un pays comme la Syrie, si tu fais le choix de devenir un militant politique contestataire, tu sais d'avance que tu seras arrêté. Comme j'avais un projet en tête pour changer la Syrie, la démocratiser pour tous les citoyens, les Kurdes comme les Arabes, je savais que je serais emprisonné. La prison syrienne est très dure, parce qu'il y a une relation inhumaine entre les gardiens et les prisonniers. Ils veulent tuer leur âme. La torture n'est pas seulement physique, elle est surtout psychologique. Mais comme je savais que mon peuple me soutenait, j'ai pu garder le moral très haut, j'ai pu préserver mes idées et continuer mes activités après être relâché. Je sais déjà qu'en rentrant je serai de nouveau emprisonné en Syrie, mais ça ne me fait rien.

L'insoluble problème chypriote

Par
Stavros Tombazos*

L' invasion turque de 1974 à Chypre et l'occupation de la partie Nord de l'île, le déplacement forcé des Chypriotes-grecs du Nord au Sud de Chypre et des Chypriotes-turcs du Sud au Nord, la création d'une frontière intérieure entre les deux communautés principales de l'île ont marqué le dernier épisode d'un long processus de conflit nationaliste entre les Chypriotes-grecs et les Chypriotes-turcs (1). Depuis 1974 l'île est divisée. La Turquie a instauré dans le Nord un protectorat, la « République turque de Chypre du Nord » (RTCN), un « État » reconnu seulement par la Turquie. La « République de Chypre », le seul État internationalement reconnu à Chypre, géré depuis 1963 uniquement par les Chypriotes-grecs suite au conflit intercommunautaire de l'époque et à la sortie des Chypriotes-turcs de toutes les institutions étatiques, a dû se contenter du contrôle territorial du Sud de l'île.

Après trente ans, le 24 avril dernier, la population chypriote a été appelée à décider par référendum sur l'unification de l'île de Chypre. Une large majorité de la communauté chypriote-grecque, 76 %, a voté contre le plan du secrétaire général de l'ONU, K. Annan. Les Chypriotes-turcs, au contraire, ont voté pour l'adoption du plan avec un pourcentage de 65 %. Comme l'adoption du plan présumait deux majorités séparées, c'est-à-dire un vote positif dans le Sud chypriote-grec et dans le Nord chypriote-turc, le plan a été rejeté. Le « mur » coupant l'île en deux, au lieu de tomber, semble être renforcé davantage.

De premier abord, ce résultat paraît très paradoxal. Ce sont les Chypriotes-grecs qui ont rejeté le plan. Pourtant, ce plan adoptait un compromis entre les communautés de Chypre tout à fait compatible avec l'architecture de la solution du problème chypriote officiellement acceptée par les Chypriotes-grecs depuis longtemps et rejetée par les Chypriotes-turcs et par la Turquie jusqu'à très récemment. Les premiers revendi-

quaient une solution fédéraliste du problème acceptant le principe de l'égalité politique entre les deux communautés principales de l'île, alors que les Chypriotes-turcs revendiquaient la reconnaissance internationale de leur État illégal et la « Confédération chypriote de deux États indépendants ».

Le plan de Kofi Annan

Le plan Annan prévoit un État souverain « commun » avec une personnalité internationale unique et une seule nationalité. Les Chypriotes-grecs et les Chypriotes-turcs disposeraient également de leurs « États » locaux respectifs, appelés « États constitutifs ». Le plan adopte la philosophie suisse de représentation politique. Il prévoit une Chambre des représentants et un Sénat élus par les deux communautés principales de Chypre séparément. D'après le plan, les sièges de la Chambre des représentants sont distribués selon la proportion numérique des deux communautés. Ceux du Sénat sont distribués selon le principe de l'égalité politique des deux États constitutifs (la moitié des sièges est attribuée à l'État chypriote-turc). L'État commun est gouverné par un « Conseil présidentiel » composé de six membres avec droit de vote (et trois autres sans droit de vote) : quatre Chypriotes grecs et deux Chypriotes-turcs. Les décisions y sont prises par simple majorité, mais avec une restriction : la majorité requiert au moins un vote chypriote-turc.

Les modalités d'élection du Conseil présidentiel sont très importantes car elles favorisent les forces politiques « modérées » contre les forces nationalistes. Le Conseil est élu par le Sénat sur la base de listes électorales communes. Cela veut dire que l'élec-

* Stavros Tombazos, maître de conférences en sciences politiques à l'Université de Chypre, est militant de l'organisation « Socialistes pour la réunification » et candidat à l'élection du parlement européen de la liste « Chypre européenne » (« Europaiki Kypros »). En français, il a notamment publié *Les temps du capital*, Cahiers des saisons, Paris 1994.

1. Cf. S. Tombazos, *Chypre et ses nationalismes*, Contretemps n° 7 de mai 2003, Textuel, Paris.

tion ne peut s'effectuer sur une base nationale, car chaque liste comprend nécessairement quatre candidats chypriotes-grecs et deux chypriotes-turcs. L'élection requiert une majorité simple du Sénat devant cependant comprendre au moins 40 % des votes chypriotes-turcs et 40 % des votes chypriotes-grecs. Elle doit être approuvée par la Chambre des représentants. Ces modalités d'élection du Conseil présidentiel obligent à une collaboration étroite des partis chypriotes-grecs et chypriotes-turcs et ouvrent la voie à la création de partis communs. À long terme, elles conduisent à une réunification des espaces publics à Chypre.

Le plan rend aux Chypriotes-grecs une partie du territoire occupé en 1974, élargissant ainsi la zone chypriote-grecque. Cet élargissement permet le retour de plus de la moitié des réfugiés chypriotes-grecs (85 000 personnes selon les données de 1974) à leurs maisons sous gestion chypriote-grecque. Il permet aussi la réinstallation progressive (dans l'espace de 19 ans) de tous les autres réfugiés chypriotes-grecs (encore 75 000) dans le territoire chypriote-turc. Il existe cependant un plafond permanent : les citoyens chypriotes grecophones ne peuvent dépasser le tiers de la totalité des habitants ayant la nationalité chypriote dans l'État constitutif chypriote-turc. Selon une logique équivalente, les Chypriotes-turcs qui le désirent peuvent également s'installer dans la zone chypriote-grecque. Ce plafond ne vise pas à imposer de restrictions au droit de résidence proprement dit. Comme les Chypriotes-grecs, dont l'habitation principale officielle se situe dans le territoire de l'État constitutif chypriote-turc, exercent certains de leurs droits politiques dans cet État-ci (élection du parlement local, élections communales etc.), le plafond est mis pour que les Chypriotes-grecs, constituant presque 80% de la population totale de Chypre, ne puissent pas dominer la vie politique « locale » des Chypriotes-turcs. Si donc il y a un plafond, celui-ci ne concerne pas le droit de résidence, car on peut toujours déclarer la résidence dans le Nord comme résidence secondaire, ce qui signifie pour la personne concernée qu'elle doit exercer tous ses droits politiques en tant qu'habitant de l'État constitutif chypriote-grec.

En ce qui concerne les « colons », c'est-à-dire les ressortissants de la Turquie installés dans la « RTNC », le plan définit certains critères (mariage avec un Chypriote, durée de leur séjour à Chypre, etc.) à partir desquels

est accordé le droit de résidence à Chypre. On estime qu'environ la moitié des colons remplissent ces critères. Le retour de quelques milliers des colons en Turquie n'est pas seulement une revendication du gouvernement chypriote-grec, mais aussi de la gauche chypriote-turque, car un nombre trop élevé de colons pourrait compromettre la



fonctionnalité de l'État commun et celle de l'État chypriote-turc.

La question des propriétés serait réglée par un système d'échange, d'indemnisation ou de retour de celles-ci aux propriétaires légaux. Les colons obligés de quitter Chypre seront également indemnisés.

En ce qui concerne la sécurité et les garanties internationales, le plan retient en gros la logique du traité de Zurich de 1960 qui inaugurerait la République de Chypre après la libération et le départ des Britanniques. Il prévoit le retrait progressif des troupes turques et le désarmement total des deux communautés de Chypre, ainsi que le stationnement sur l'île d'une force armée grecque et d'une force armée turque comprenant chacune quelques centaines d'hommes. Ces forces peuvent se retirer totalement après un accord entre la Grèce, la Turquie et Chypre. En tous cas, le maintien des forces garantes (la Grèce, la Turquie et la Grande-Bretagne) n'a qu'une importance plutôt symbolique que réelle pour un pays membre de l'Union européenne (UE).

Le plan prévoit également un tribunal spécial composé de neuf juges : trois Chypriotes-turcs, trois Chypriotes-grecs et trois étrangers nommés par l'ONU pour leur premier mandat, par le Conseil présidentiel ensuite. Ce tribunal intervient en cas de dysfonctionnement constitutionnel pouvant conduire à un blocage du processus de prise de décisions au niveau de l'État commun.

La constitution (sauf quelques articles fondamentaux) de cet État fédératif peut

être modifiée à tout moment par référendum se réalisant dans les deux États constitutifs qui votent séparément. Dans chaque État est requise une majorité simple.

En bref, le plan constitue une tentative sérieuse de définir un compromis juste entre les droits individuels des Chypriotes-grecs chassés de leurs villes en 1974 et le droit collectif des Chypriotes-turcs de vivre

dans des conditions de sécurité et de participer aux institutions étatiques sans aucune discrimination due à leur origine ethnique. Il constitue un compromis fondé sur les ruines des politiques nationalistes des deux communautés. Au lieu de réussir à imposer leur revendication maximaliste du rattachement de Chypre à la Grèce, les Chypriotes-grecs sont confrontés depuis 1974 à 40 000 soldats turcs installés dans leur pays coupé en deux. Les Chypriotes-turcs ont pu imposer leur revendication maximaliste, la division de l'île, mais ils ont dû subir toutes

les conséquences économiques de leur isolement international et toutes les conséquences politiques de la domination turque sur « leur » État illégal.

Nationalismes drapés d'oripeaux anti-impérialistes

S'agit-il d'un plan impérialiste devant être à tout prix rejeté comme le prétend le Parti communiste grec (PCG) et certaines organisations d'une gauche révolutionnaire dogmatique (et d'une extrême droite nationaliste) en Grèce ? Certainement pas. Le plan n'est ni impérialiste, ni anti-impérialiste. Il ne touche point à des questions sensibles comme le statut souverain des bases militaires britanniques à Chypre, mais il rend 50 % de leur territoire aux Chypriotes. L'impérialisme (américain et européen) peut vivre aussi bien avec une Chypre divisée qu'avec une Chypre unie. Si l'impérialisme préfère plutôt une solution définitive et rapide du problème chypriote, c'est parce que cette solution établira la stabilité dans la région sur des bases plus solides. L'éventualité d'un conflit gréco-turc sera écartée de manière durable. Depuis quand au juste les communistes considèrent-ils la paix entre les communautés ethniques et les nations comme une concession à l'impérialisme ?

Pourquoi le PCG est-il contre le plan ? D'abord, parce que le stalinisme, par culture politique et tradition, confond le nationalisme avec l'anti-impérialisme. « On ne donne

pas assez aux Chypriotes-grecs », « On fait trop de concessions à l'impérialisme turc, soutenu par ses alliés anglo-américains » : voilà la logique. Celle-ci n'est d'ailleurs pas un monopole du PCG. La droite nationaliste et l'extrême droite chypriote-grecque argumentent sur la même base, comme d'ailleurs les formations politiques chypriotes-turques équivalentes. Ces dernières se limitent en fait à en changer le sens : le plan « fait trop de concessions aux Chypriotes-grecs qui ont le soutien de l'impérialisme européen et américain ». Cet « anti-impérialisme » n'est que le masque du nationalisme d'une certaine droite et d'une certaine gauche.

Néanmoins, le véritable responsable de l'échec récent des tentatives de solution du problème chypriote n'est ni le PC grec, ni la droite nationaliste chypriote-grecque, mais le Parti communiste chypriote-grec (PCCG) qui paye maintenant sa politique opportuniste lors des dernières élections présidentielles. Estimant que rien ne peut changer dans la politique étrangère turque avec l'élection de T. Erdogan et sous-estimant totalement le mouvement de masse des Chypriotes-turcs qui revendiquait une solution rapide du problème chypriote contre la politique officielle de leur régime ultra-nationaliste, le PCCG a sacrifié sa politique sur la question chypriote au profit d'une alliance honteuse pour gagner les élections. Le PCCG, le plus grand parti du Sud (plus de 34 %), qui avait toujours des positions modérées sur la question chypriote et qui travaillait pour le rapprochement des deux communautés, a collaboré avec le Parti Démocratique (PD) de T. Papadopoulos qui est l'actuel président de la République de Chypre. Le PD, un parti nationaliste de la droite chypriote-grecque, était pourtant bien connu pour ses revendications maximalistes en vue de la solution du problème chypriote, revendications que ni la Turquie, ni les Chypriotes-turcs ne pourraient jamais accepter. Depuis son élection, Papadopoulos n'a fait rien d'autre que de diffamer le plan Annan, de manière tantôt discrète, tantôt conspiratrice, tantôt ouverte. Comme le système politique à Chypre est un système présidentiel « pur », le président concentre des pouvoirs énormes, difficilement imaginables dans le cadre d'un système de démocratie parlementaire. Papadopoulos a utilisé ses pouvoirs institutionnels, comme aussi le pouvoir de l'argent qui ne lui manque point, pour contrôler les principales chaînes télévisées, comme aussi les principaux journaux (y compris celui du PCCG !). Il a pu pénétrer dans les autres partis, y compris dans le PCCG, dans lesquels il a maintenant des amis et des alliés.

Papadopoulos a pu créer un véritable paroxysme nationaliste, dont la première victime fut le PCCG qui a été conduit à adopter une position « paranoïaque » sur le plan Annan. Ce parti, tout en admettant officiellement que le « plan est globalement bon » et « doit être adopté », n'osant pas rompre avec Papadopoulos pour ne pas risquer sa scission, a appelé les Chypriotes-grecs à voter contre le plan. Voici comment on est arrivé à ce pourcentage-monstre de 76 % contre l'adoption du plan. Maintenant, le PCCG assure à ses membres qu'il va exiger bientôt un second référendum mais sans rompre avec le président. Pourtant, le président refuse catégoriquement de discuter même sur une telle éventualité, considérant le plan comme une catastrophe nationale. En réalité le PCCG est dans une impasse. S'il reste au gouvernement, il risque moins de se diviser lui-même dans l'immédiat (malgré le mécontentement manifeste de ses membres et des réactions très vives d'un nombre important de ses cadres), mais il risque de diviser le pays de manière permanente.

Bouleversement politique

En fait, ce référendum a bouleversé toute la vie politique à Chypre. Au Nord, le leader du plus grand parti de la gauche et un des leaders du mouvement de masse en faveur de l'adoption du plan, depuis quelques mois Premier ministre, cohabite avec un président ultra-nationaliste lié aux généraux turcs. Ce dernier cependant, abandonné par T. Erdogan est de plus en plus isolé et ne gouverne plus réellement le pays. Le grand parti de la droite chypriote-grecque, l'Alarme Démocratique (34 %), dont la direction a pris une position claire, favorable à l'adoption du plan, n'a convaincu que 40 % de sa base électorale. Son aile nationaliste est déjà sortie du parti et présentera une autre liste électorale aux élections européennes du 13 juin. Le parti socialiste (8 %), qui a pris une position ultra-nationaliste, a perdu son aile gauche qui se présentera aux élections européennes sur une liste de forces politiques diverses en faveur d'un second référendum pour la réunification du pays. Cette liste qui réunit des personnalités du centre, de la gauche socialiste et de la gauche radicale unira ses efforts à ceux de l'opposition de gauche dans le PCCG, afin que celui-ci abandonne le gouvernement nationaliste auquel il participe pour revendiquer un second référendum.

La liste « Chypre européenne » est notamment soutenue par trois forces politiques qui ont récemment collaboré dans le

cadre de la lutte pour la réunification de Chypre à travers l'adoption du plan Annan :

- ❶ Le parti « Démocrates Unifiés », qui provient de l'unification d'une organisation issue du Parti communiste à la fin des années 1980 et du parti de G. Vassiliou. Ce dernier, soutenu par le Parti communiste, a gagné les élections en 1987 et fut président de la République chypriote. Les « Démocrates Unifiés » sont un petit parti (2 %) considéré comme se situant au centre.
- ❷ « Le mouvement de renouvellement politique » qui est une formation social-démocrate en rupture avec le Parti socialiste officiel dont la politique est nationaliste.
- ❸ Enfin, l'organisation « Socialistes pour la réunification ». Cette organisation nouvellement créée provient d'une unification de militants internationalistes issus du Parti socialiste et de militants de tradition trotskiste. Un de ses dirigeants fut vice-président et député du Parti socialiste.

La liste « Chypre européenne » s'est donné pour but de lutter contre le nationalisme chypriote-grec au paroxysme depuis quelques mois, de contribuer aux pressions politiques visant à faire rompre la direction du Parti communiste avec le gouvernement de Papadopoulos et, enfin, de maintenir les liens entre Chypriotes-turcs et Chypriotes-grecs. Le but commun des organisations soutenant la liste est la réunification de l'île. Cette liste espère dépasser les 5 % aux élections européennes, pouvant ainsi gagner un des six sièges chypriotes au Parlement européen.

L'avenir de Chypre n'est pas encore décidé. La réaction des États-Unis et de l'UE au « non » chypriote-grec est la reconnaissance indirecte (à la manière de Taiwan) progressive de la « RTNC ». Cela oblige les Chypriotes-grecs à reconsidérer leur vote au référendum du 24 avril pour éviter la division permanente de leur pays. Une réunification éventuelle de Chypre est d'une importance cruciale pour le mouvement social à Chypre car elle permet, sur la base d'un compromis des intérêts nationaux contradictoires, de créer les conditions de luttes communes pour la défense et l'élargissement des acquis sociaux et politiques. Elle est importante, car elle facilite le processus de l'amélioration des relations gréco-turques, ainsi que la perspective européenne de la Turquie (2) qui est la seule voie réaliste pour une démocratisation accélérée de ce pays. ■

Nicosie, 18 mai 2004

2. Cf. S. Tombazos, *L'élargissement de l'Union au-delà de ses frontières*, Contretemps n° 9 de février 2004, Textuel, Paris.

Quand l'Humanité perd la mémoire...

Par
Jean-Michel Krivine*

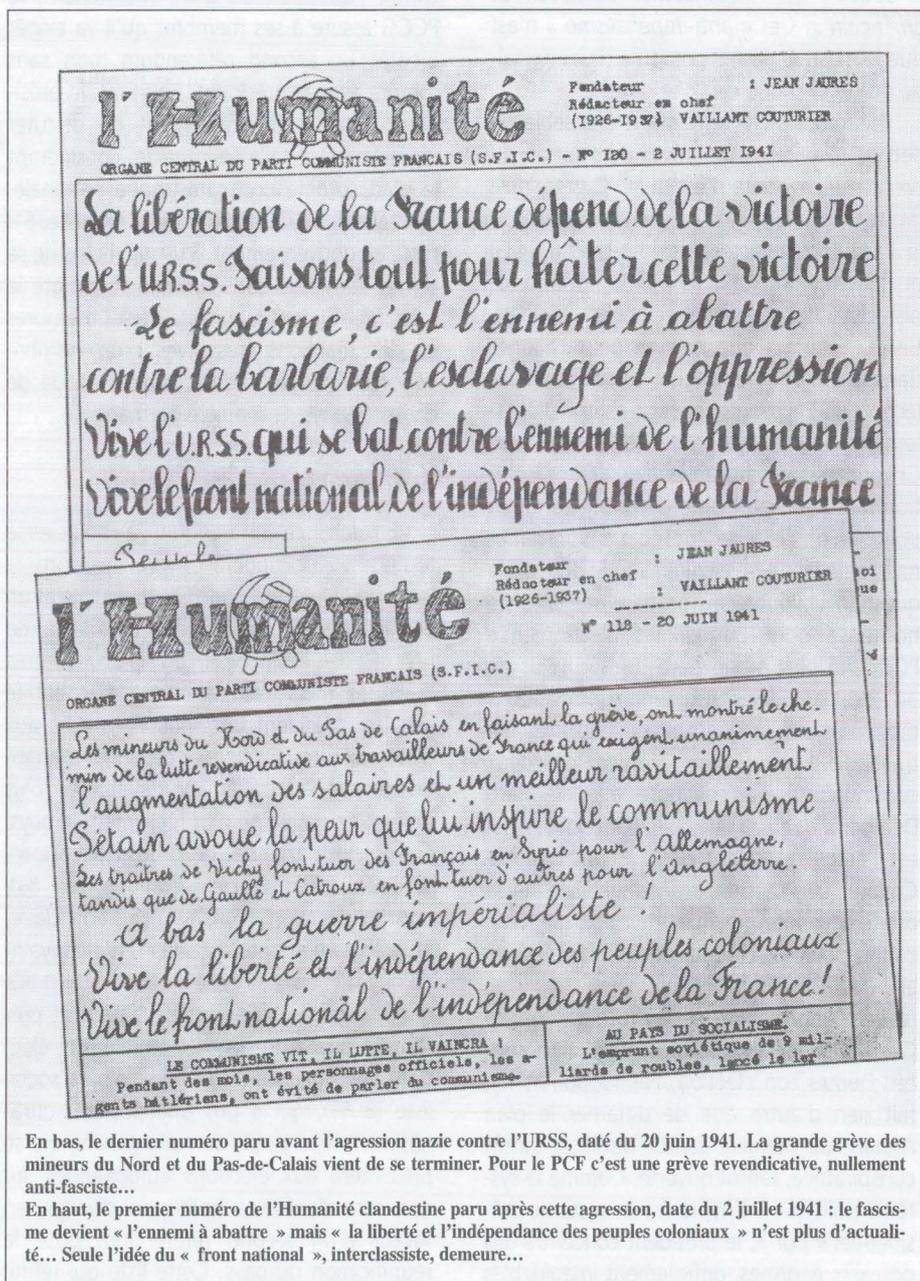
L'Humanité vient de publier un numéro hors-série avec « 500 photos, 196 pages, les unes historiques, le premier éditorial de Jaurès, les mouvements forts de 100 ans d'histoire en France, en Europe et dans le monde ». Il ne coûte que 10 euros.

On pouvait s'attendre à pouvoir relire un certain nombre d'articles d'époque ainsi que le permet hebdomadairement *Le Monde*. Cela aurait été possible pour ceux de la période antérieure à la mort de Lénine ou postérieurs au XX^e Congrès du PCUS mais comment republier ceux de la période stalinienne sans se déconsidérer ? On a donc préféré n'en publier aucun mais résumer pour chaque année les divers événements et les divers commentaires du journal, en ajoutant plusieurs développements d'une page sur les combats pour la paix, contre le fascisme, pour la liberté des peuples, pour l'émancipation sociale qu'aurait toujours mené l'organe du PCF. Il y a également de nombreuses et superbes photos.

Bémols, oubliés et « améliorations »...

Certes le passé n'est pas toujours embelli, on y trouve des « aveux » qui auraient été impensables auparavant mais assez souvent des bémols viennent amoindrir les critiques. Sur la page consacrée à 1936 il y a deux bas de colonne pour les procès de Moscou « qui feront des millions de victimes », les condamnés du premier procès sont cités (Zinoviev, Kamenev) mais pour les trois autres procès on se contente de dire que Staline déclenchera « de nouveaux procès et une vaste purge ». La politique de la « troisième période » de l'Internationale Communiste (1928 à 1935), où la révolution étant à l'ordre du jour, toute unité d'action avec les organisations social-démocrates est impensable, cette politique fatale pour le mouve-

* Jean-Michel Krivine, chirurgien retraité, est membre de la rédaction de *Inprecor*.



ment ouvrier allemand est passée sous silence. C'est pourtant elle, avec sa dénonciation des « socio-fascistes », qui permit à Hitler d'arriver au pouvoir en 1933. Il convient de signaler d'autres « oubliés » et quelques présentations « améliorées » d'événements non à la gloire du PCF. Par exemple dans la colonne 1946 on signale : « 8 mai. Plus de 15 000 morts dans la représ-

sion des manifestations algériennes de Sétif » mais on omet de rappeler que le Comité central avait affirmé qu'il « faut châtier impitoyablement et rapidement les coupables et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute » alors qu'une délégation du PC algérien réclamait au gouvernement général d'Alger « que soit réprimée la provocation des agents hitlériens camouflés dans le PPA

et d'autres organisations qui se prétendent démocratiques ».

La grève Renault d'avril-mai 1947 est juste citée dans le paragraphe intitulé « Les 5 ministres communistes sont chassés du gouvernement ». Il y est affirmé que « les communistes se solidarisent avec la grève des usines Renault ». Tu parles ! Ayant connu cette époque en tant que membre des Jeunesses socialistes, je puis affirmer qu'il s'agit là d'un sacré raccourci : la grève fut déclenchée pour une augmentation de 10 francs de l'heure dans deux ateliers (6 et 18) par l'action de quelques militants trotskistes de l'Union Communiste (ancêtre de Lutte Ouvrière). Elle fut au départ dénoncée par la CGT et le PCF qui étaient encore pour le « Produire d'abord ! » et « La grève est l'arme des trusts ! » Je me rappelle fort bien qu'à la sortie de l'usine et au défilé du 1^{er} mai nous avons été agressés en permanence par les staliniens alors que nous distribuions les tracts du Comité de grève. Ce n'est que lorsque toute l'usine se trouvera en grève que la CGT se vit contrainte de s'y rallier et le PCF (y compris ses 5 ministres) de voter à l'Assemblée nationale contre le gouvernement du socialiste Ramadier qui en profitera pour les virer.

En ce qui concerne les démocraties populaires, la rupture de Tito avec Staline en 1948 n'est même pas signalée (pourtant Dieu sait ce que l'*Huma* a pu déblatérer sur le titisme yougoslave), le procès Slansky de 1952 est certes dénoncé : « il a symbolisé les grands procès staliniens où des militants héroïques confessent des crimes invraisemblables » mais pas un mot sur les procès de 1949, Rajk en Hongrie, Kostov en Bulgarie et Dzodze en Albanie.

En 1956 « les chars soviétiques écrasent Budapest ». Il est heureusement précisé que l'intervention de l'URSS était approuvée par l'*Humanité* mais il n'y a pas un mot pour signaler « l'Octobre polonais » qui avait précédé l'insurrection hongroise.

Quant à la guerre d'Algérie ayant débuté le 1^{er} novembre 1954, elle est évoquée avec un beau titre : « Halte à la répression en Algérie », titre l'*Humanité* lors de la Toussaint sanglante. On y cite l'article de l'*Huma* demandant que soit reconnu « le bien-fondé des revendications à la liberté du peuple algérien » comme si le PCF avait immédiatement soutenu l'action du FLN alors que le 8 novembre il publiait une déclaration contenant ce paragraphe qui en dit long sur l'élasticité de son soutien : « En de telles circonstances, fidèle à l'enseignement de Lénine, le parti communiste français qui ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des

pires colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux, assure le peuple algérien de la solidarité de la classe ouvrière française dans sa lutte de masse contre la répression et pour la défense de ses droits ».

Il convient également de revenir sur la page consacrée à l'année 1953 annonçant la mort de Staline. On y lit un petit article intitulé « Moscou Du procès des blouses blanches à l'univers du goulag ». Et au-dessous : « Des médecins, pour la plupart juifs, avaient été arrêtés, torturés et condamnés pour attentats contre Staline ». Cela est très approximatif. Certes l'acte d'accusation leur reproche d'avoir cherché « en leur administrant des soins nocifs, à abrégier la vie de hauts responsables de l'Union Soviétique », mais Staline n'est pas nommé. Par contre il y a des accusations très précises : ils auraient sciemment provoqué la mort de Jdanov, de Chtcherbakov (responsable politique de l'Armée rouge) et auraient cherché « d'abord à saper la santé des chefs militaires soviétiques, à les éliminer pour affaiblir la défense du pays » ; plusieurs généraux et maréchaux étaient cités. Certes, ils auraient également pu s'en prendre à Staline mais cela n'est pas dit. Quand on rapporte un événement historique il faut le faire avec exactitude (1).

...et une falsification de taille

Jusqu'à présent nous n'avons rendu compte que de quelques omissions ou déformations des faits, Mais il y a beaucoup plus grave : au bas de la page sur l'année 1939 on peut lire un petit paragraphe sous le titre « L'*Humanité* interdite ». Je le cite intégralement : « 25 août. L'*Humanité* est interdite ainsi que Ce Soir. Dès le 28 est publié le premier des 300 numéros de l'*Humanité* clandestine. En juin 1940, deux responsables du PCF négocient à l'ambassade d'Allemagne la réparation légale de l'*Humanité*, avec l'accord de Jacques Duclos. Il faut attendre le retour de Benoît Frachon à Paris trois jours plus tard, pour que l'erreur soit réparée ».

Il s'agit là d'un mensonge pur et simple : non pas, hélas, la demande de parution légale de l'*Huma* faite par des militants du parti mais la soit-disante « réparation de l'erreur » trois jours plus tard grâce au retour de Benoît Frachon. Il y a certes un progrès par rapport au manuel d'*Histoire du PCF* édité en 1964 par les Editions sociales où l'épisode n'est même pas mentionné mais un mensonge délibéré est-il préférable à un mensonge par omission ? De nombreux auteurs ont détaillé ce qui s'était passé, outre des historiens comme Jacques Fauvet (2) ou

Philippe Robrieux (3) également d'anciens responsables du PCF comme Charles Tillon (4) ou Auguste Lecoœur (5).

Mais commençons par le témoignage du personnage-clé, celui qui aurait commis l'erreur, Jacques Duclos.

Voici ce qu'il écrit dans le tome 3 de ses *Mémoires* (6), paru en 1970 :

« Dans ce climat, des camarades animés sans aucun doute de bonnes intentions et qui, par la suite, se battirent courageusement contre les occupants, pensèrent que la presse du Parti pourrait paraître légalement puisque aussi bien d'autres journaux étaient publiés. La direction du Parti désavoua ces démarches, et les auteurs reconnurent leur erreur. »

Quels étaient ces camarades « sans doute animés de bonnes intentions » ? Mystère. Ce n'est certainement pas lui puisqu'il était le principal responsable de la direction qui « désavoua ces démarches ». Il s'agit là également d'un mensonge pur et simple.

Si l'on prend les deux gros tomes de la collection des *Huma* clandestines édités par les Editions Sociales en 1975 (et préfacés par Jacques Duclos) on constate que jusqu'en janvier 1941 dans presque chaque numéro se trouve un petit placard demandant « la parution libre de l'*Humanité* ». Voici celui du dernier numéro de janvier 1941 : « Français, demandez pour l'*Humanité* le droit de paraître normalement ». Jacques Duclos était le principal rédacteur de l'*Huma* clandestine. Il semble donc qu'il a fallu un peu plus de trois jours pour réparer l'erreur ...

Par ailleurs, jusqu'à l'invasion de l'URSS, le 22 juin 1941, l'*Humanité* semble ne combattre que Vichy et pas le nazisme, elle met sur le même plan les impérialismes britannique et allemand et ne cesse de chanter les louanges de l'URSS (le pacte germano-soviétique du 23 août 1939 est toujours en vigueur). A partir de l'agression allemande tout change, la lutte contre le nazisme et la défense de l'URSS deviennent les tâches principales. Nous publions une photo démonstrative prise dans le livre de l'ancien dirigeant communiste Auguste Lecoœur « Le

1. Iakov Rapoport, *Souvenirs du Procès des Blouses blanches*, Ed Alinéa 1988.

2. Jacques Fauvet (en collaboration avec Alain Duhamel), *Histoire du Parti communiste français 1929/1976*, Fayard 1977.

3. Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti communiste, Tome 1 1920/1945*, Fayard 1980

4. Charles Tillon, *On chantait rouge*, Robert Laffont 1977.

5. Auguste Lecoœur, *Le Parti communiste français et la Résistance (août 1930/juin 1941)*, Plon 1968.

6. Jacques Duclos, *Mémoires III. Dans la bataille clandestine (Première partie 1940/1942)*, Fayard 1970.

Parti Communiste Français et la Résistance » paru en 1968 : elle montre la différence abyssale entre les mots d'ordre ornant la première page de *l'Huma* du 20 juin 41 et celle du 2 juillet...

Heureusement pour lui le PCF n'a pu refaire paraître légalement son journal. Tous les détails avaient déjà été donnés dès 1960 dans *l'Histoire du Parti Communiste Français* publiée en trois petits fascicules par le groupe dissident Unir-Le débat communiste. Les historiens et les anciens « permanents » du Parti n'ont fait qu'ajouter un certain nombre d'éléments. A l'évidence la décision d'essayer de refaire paraître légalement l'organe du Parti venait de Moscou et du Komintern (elle fut d'ailleurs appliquée avec succès en Hollande et en Belgique). Duclos chargea Maurice Tréand, membre du Comité central, d'organiser les démarches auprès des services de l'armée d'occupation. Celui-ci se rendit le 19 juin 1940 avec Denise Ginollin, ancienne militante des JC, et Jeanne Schrodt, traductrice, au service de presse de la Kommandantur où ils rencontrèrent le lieutenant Weber qui donna son accord, sous certaines conditions. Cependant, deux jours plus tard, Denise Ginollin et Maurice Tréand étaient appréhendés par la police française alors qu'ils étaient porteurs des premiers articles à soumettre à la censure de la *Propagandastaffel*. Ils furent inculpés d'infraction au décret du 24 août 1939 qui interdisait la publication des journaux communistes. Duclos chargea alors l'avocat Robert Foissin (défenseur habituel de l'ambassade soviétique) et Jean Catelas, membre du Comité central, de s'occuper de l'affaire. Quelques jours plus tard les deux prisonniers étaient libérés sur ordre d'un dignitaire nazi. Les démarches sont reprises par Jean Catelas et Me Foissin. L'avocat remet une nouvelle demande aux autorités d'occupation dont Tréand (d'après Robrieux) affirme qu'elle a été rédigée par Léo (Jacques Duclos), bien que contresignée par lui et signée par Jean Catelas. Impossible de ne pas en citer un passage :

« *L'Humanité* publiée par nous se fixerait pour tâche d'être au service du peuple de France.

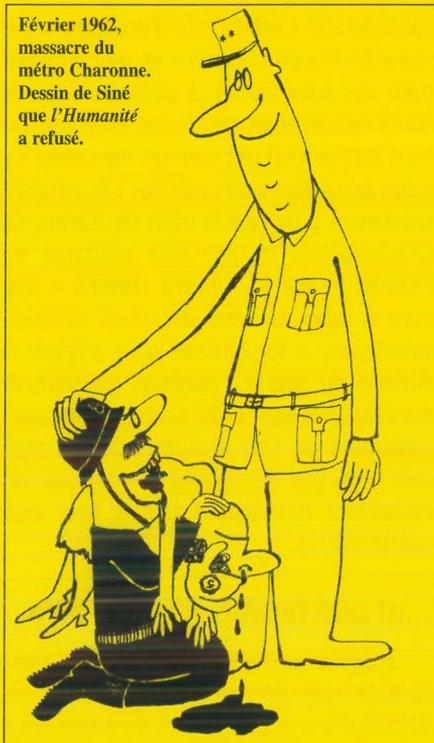
« *L'Humanité* publiée par nous se fixerait pour tâche de dénoncer les agissements des agents de l'impérialisme britannique qui veulent entraîner les colonies françaises dans la guerre et d'appeler les peuples coloniaux à la lutte pour leur indépendance contre les oppresseurs impérialistes.

« *L'Humanité* publiée par nous se fixerait pour tâche de poursuivre une politique de pacification européenne et de défendre la conclusion d'un pacte d'amitié franco-sovié-

tique qui serait le complément du pacte germano-soviétique et ainsi créerait les conditions d'une paix durable ».

On ne saurait mieux dire ! Malheureusement (ou plutôt heureusement pour ses auteurs) la nouvelle démarche se heurta à la ferme opposition de Vichy (et de l'ancien communiste devenu vichyste, Jacques Doriot) et n'aboutit pas.

Certes, on ne peut reprocher à *l'Huma* du centenaire de ne pas avoir fourni toutes ces informations mais seulement d'avoir pré-



senté comme vérité établie quelques lignes que la vérification historique met en pièces. Sans ignorer l'intérêt que l'on peut prendre à parcourir cette publication, par ailleurs très vivante, il y manque un mode d'emploi, en particulier à l'usage de la jeune génération...

POST-SCRIPTUM

La rédaction de cet article était terminée quand j'ai eu l'occasion de parcourir le très gros volume relié qui vient de sortir et qui traite du même sujet. Il a été rédigé par le communiste Bernard Chambaz, s'intitule *L'Humanité 1904-2004* et est édité par le Seuil/*l'Humanité*.

Il s'agit des vues personnelles du membre d'une famille communiste que les « anciens » ont bien connue, après avoir « feuilleté chacun des 36 500 numéros de cent ans d'*Humanité*(s) ». Les photos sont admirables, les réflexions sont originales même si parfois discutables et assez souvent

« pas tout à fait dans la ligne », mais surtout je suis tombé en arrêt sur la page 205 où il relate la demande de parution légale de *l'Humanité* en juin 1940. C'est exactement le contraire de ce que prétend le n° hors-série précédemment critiqué, pour ne pas parler des affirmations de Jacques Duclos. En voici quelques extraits :

« Paris est occupé par l'armée allemande, le gouvernement s'installe à Vichy et fait voter par les parlementaires la déchéance de la République. C'est dans cette situation que se pose la délicate question de la demande de réparation de *l'Humanité*, très longtemps niée après la guerre par le parti. En résumé, un avocat communiste — Foissin — transmet à un dirigeant du parti — Tréand — cette suggestion et propose d'établir un contact avec Otto Abetz à la Kommandantur. Les pourparlers s'engagent fin juin. Foissin, Tréand et Catelas — qui a remplacé Villon — se rendent dans le bureau d'Abetz. Il est difficile d'imaginer qu'ils agissent sans le feu vert de la direction, probablement Duclos, et sans l'accord du Komintern. (...) L'idée semble être qu'un pacte d'amitié franco-soviétique pourrait compléter le pacte germano-soviétique et ainsi assurer la paix en Europe. (...) Fin août le contact est rompu par les émissaires communistes, vivement critiqués par la direction du parti. (...) »

« Toutefois sur sa lancée, *l'Humanité* propose en titre une sorte de syllogisme : 1) "des journaux pourris continuent à bourrer les crânes", ce qui reprend encore le vocabulaire de la Première Guerre mondiale ; 2) "La presse communiste au service du peuple est toujours interdite" ; 3) "Demandez la parution libre de *l'Humanité*". On sent une espèce d'agacement voire de rage à voir cette injustice se perpétuer. Depuis deux mois, elle ne cesse d'y revenir.(...) »

Quant à l'Appel du 10 juillet 1940, signé par Thorez et Duclos, « s'il n'appelle pas au combat contre l'occupant, c'est que le sursaut national souhaité n'a pas eu lieu dans la seconde quinzaine de juin et que les directives du Komintern nourrissent une contradiction qu'il ne surmonte pas. Malgré quelques inflexions, ces contradictions demeurent jusqu'en juin 1941 ».

C'est quand même assez clairement énoncé de la part d'un militant communiste. Une question demeure : comment *l'Humanité* a-t-elle pu accepter de parrainer deux publications émettant des points de vue aussi contradictoires ? Une autre est sous-jacente : n'auraient donc droit à la connaissance de la vérité que ceux qui peuvent se payer un ouvrage à 39 euros ? ■